

BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

BEI EIB

rapport annuel 1976



Banque Européenne d'Investissement

Données générales

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a été créée par le Traité de Rome instituant la Communauté Economique Européenne, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958.

Institution de droit public autonome au sein de la Communauté, la Banque a pour mission essentielle de contribuer, sans poursuivre de but lucratif, au développement équilibré du Marché Commun.

A cette fin, elle finance, par l'octroi de prêts à long terme ou de garanties à des entreprises, collectivités publiques ou instituts de financement, des investissements qui contribuent à la mise en valeur de régions moins développées ou de régions de conversion, ou qui répondent à l'intérêt commun européen.

Les membres de la Banque Européenne sont les neuf États membres de la Communauté. Ils ont souscrit conjointement le capital de la Banque qui s'élève à 3 543,75 millions d'unités de compte.

La Banque emprunte sur les marchés des capitaux de la Communauté, des pays tiers, ainsi que sur les marchés internationaux, les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Le champ d'activité de la Banque, initialement circonscrit au territoire des États membres de la Communauté Economique Européenne, a été progressivement étendu, dans le cadre de différents Accords, Conventions ou Décisions, à la Grèce, à dix-neuf États Africains, Malgache et Mauricien Associés (EAMMA), à certains Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM), à la Turquie, puis à une trentaine d'autres États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires, avec les EAMMA, de la Convention de Lomé, au Portugal, à la Yougoslavie et doit l'être après ratification des accords, à Malte, aux pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), aux pays du Machrek (Égypte, Syrie, Jordanie, Liban), et à Israël. Dans la plupart de ces pays, outre des prêts ordinaires de la Banque qui bénéficient généralement d'une bonification d'intérêt, des concours à conditions particulières sont accordés dans le cadre de sa Section Spéciale, sur mandat et pour compte des États membres ou de la Communauté Economique Européenne (opérations spéciales).

Sur autorisation spéciale de son Conseil des Gouverneurs, elle peut également accorder des financements dans d'autres pays tiers, en particulier si les projets en cause intéressent directement la Communauté.

Les entreprises, collectivités publiques ou instituts de financement désireux de prendre contact avec la Banque Européenne d'Investissement peuvent s'adresser au siège de la Banque, ou à son département Italie, à Rome, pour les projets localisés dans ce pays. La Banque Européenne peut également être approchée par l'entremise du banquier habituel du promoteur.

Place de Metz, 2 — Luxembourg
Département Italie: Via Sardegna, 38 — I - 00187 Rome
Bureau de Représentation à Bruxelles:
Rue Royale, 60, Bte 1 — B - 1000 Bruxelles

Banque Européenne d'Investissement

Conditions d'intervention

La Banque peut accorder des prêts sur ses ressources propres ou des garanties (opérations ordinaires) à des entreprises privées ou publiques, quelle que soit leur forme juridique, ainsi qu'à des collectivités publiques, pour le financement de projets répondant aux conditions de l'article 130 du traité de Rome ou des dispositions régissant la coopération financière entre la CEE et certains pays tiers. L'octroi d'un concours est indépendant de la nationalité de l'emprunteur.

Les prêts de la Banque ne peuvent financer qu'une partie du coût des projets, en complément de fonds propres et de moyens provenant d'autres sources. La Banque prête rarement plus de 50 % du coût des immobilisations. Par ailleurs, les prêts consentis pour un projet particulier sont normalement plafonnés à la contrevaletur d'environ 80 millions d'unités de compte; toutefois, pour de très grands projets d'intérêt communautaire relevant de plusieurs promoteurs, deux ou plusieurs prêts, d'un montant global supérieur, peuvent être accordés.

Les prêts de la Banque, destinés au financement de projets déterminés, peuvent être accordés soit directement à une entreprise privée ou publique ou une collectivité publique, soit par l'intermédiaire d'un institut financier. En dehors de ces «prêts individuels», la Banque consent également des «prêts globaux» à des organismes de financement, qui en répartissent le montant entre des investissements industriels de petite ou moyenne dimension avec l'approbation préalable de la Banque pour chaque cas (affectations sur prêts globaux).

Le taux d'intérêt des prêts est fixé par le Conseil d'Administration. Du fait que la Banque ne poursuit pas de but lucratif, les taux de ses prêts sont voisins de ceux qui sont pratiqués sur les marchés financiers où elle se procure ses ressources. Le taux applicable à chaque prêt est en règle générale celui qui est en vigueur à la date de la conclusion du contrat; il n'est plus ensuite sujet à révision.

La Banque effectue les versements de ses prêts le plus souvent en plusieurs monnaies qu'elle détermine, après consultation des emprunteurs, en fonction de ses disponibilités; les remboursements et paiements d'intérêts s'effectuent dans les monnaies reçues.

Dans certaines limites, des prêts en monnaie unique peuvent être octroyés. Il s'agit de certaines monnaies non-communautaires. Le taux d'intérêt appliqué est alors également fonction des conditions prévalant sur les marchés où la Banque emprunte les ressources correspondantes.

La durée des prêts et le différé de remboursement sont adaptés aux caractéristiques des différents projets.

La Banque subordonne l'octroi de ses prêts soit à la garantie d'un État, soit à d'autres garanties suffisantes.

Les conditions des interventions de la Banque à l'extérieur de la Communauté sont régies par les dispositions des différents accords ou décisions spécifiques en vigueur.

Banque
Européenne
d'Investissement

rapport annuel
1976



2, place de Metz
Luxembourg

Rédaction achevée le 1^{er} avril 1977

Ce Rapport Annuel est publié en langues allemande, anglaise, danoise, française, italienne et néerlandaise.

Conseil des Gouverneurs

Président	Gaston GEENS (Belgique)	
BELGIQUE	Willy DE CLERCQ, Ministre des Finances Gaston GEENS, Ministre des Finances	<i>Président jusqu'en juin 1977</i> <i>à partir de juin 1977</i>
DANEMARK	Knud HEINESEN, Ministre des Finances	
ALLEMAGNE	Hans APEL, Ministre des Finances	
FRANCE	Jean-Pierre FOURCADE, Ministre de l'Economie et des Finances Michel DURAFOUR, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances Robert BOULIN, Ministre délégué à l'Economie et aux Finances	<i>jusqu'en août 1976</i> <i>jusqu'en mars 1977</i> <i>à partir de mars 1977</i>
IRLANDE	Richie RYAN, Ministre des Finances	
ITALIE	Emilio COLOMBO, Ministre du Trésor Gaetano STAMMATI, Ministre du Trésor	<i>jusqu'en juillet 1976</i> <i>à partir de juillet 1976</i>
LUXEMBOURG	Raymond VOUEL, Vice-Président du Gouvernement, Ministre des Finances Jacques POOS, Ministre des Finances	<i>jusqu'en août 1976</i> <i>à partir d'août 1976</i>
PAYS-BAS	Willem F. DUISENBERG, Ministre des Finances	
ROYAUME-UNI	Denis HEALEY, Chancelier de l'Echiquier	<i>Président jusqu'en juin 1976</i>

Comité de Vérification

Président	Émile RAUS, Président honoraire du Conseil d'État, Luxembourg	
Membres	Michael JACOB, Secretary and Director of Audit, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Dublin Patrick L. McDONNELL, Secretary and Director of Audit, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Dublin Jørgen BREDSDORFF, Contrôleur Général, Bureau Général de Contrôle des Comptes, Copenhague	<i>jusqu'en février 1977</i> <i>à partir de mars 1977</i>

Conseil d'Administration

Président

Yves LE PORTZ,

Vice-Présidents

Horst-Otto STEFFE

G.Raymond BELL

Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR ⁽¹⁾

Maurits ESSELENS ⁽¹⁾

à partir de juin 1976

à partir d'octobre 1976

⁽¹⁾ MM. Sjoerd Boomstra et Luca Rosania ont exercé les fonctions de vice-président respectivement jusqu'en septembre et juin 1976 et ont été nommés vice-présidents honoraires

Administrateurs

Alfred BECKER	Vorstandsmitglied de la Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort	
Giorgio CAPPON	Président de l'Istituto Mobiliare Italiano, Rome	
André de LATTRE	Président du Crédit National, Paris	
Raymond DENUCÉ	Directeur Gérant Honoraire du Crédit Communal de Belgique, Bruxelles	jusqu'en juin 1976
Maurits ESSELENS	Directeur Général de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles	de juin à septembre 1976
Salvatore GUIDOTTI	Président et Administrateur Délégué de la Società Meridionale Finanziaria, Naples	
Pierre GUILL	Président Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg	
Jean-Yves HABERER	Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, Paris	
Erik HOFFMEYER	Président du Conseil des Gouverneurs, Banque Nationale du Danemark, Copenhague	
Maurice HORGAN	Assistant Secretary, Ministère des Finances, Dublin	à partir de novembre 1976
Norman JORDAN-MOSS	Deputy Secretary (Overseas Finance A), Trésorerie, Londres	
Anthony IJ. A. LOOIJEN	Directeur des Relations Financières Extérieures, Ministère des Finances, La Haye	jusqu'en décembre 1976
Ludovicus MEULEMANS	Inspecteur Général de l'Administration de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles	à partir d'octobre 1976
Ugo MOSCA	Directeur Général des Affaires Economiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles	
Alfred MÜLLER-ARMACK	Staatssekretär a. D., Cologne	
Sean F. MURRAY	Former Assistant Secretary, Ministère des Finances, Dublin	† le 9 octobre 1976
Maurice PÉROUSE	Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris	
Raymond PROSSER	Deputy Secretary, Ministère de l'Industrie, Londres	
Rupert RAW	Ancien Conseiller du Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Président de l'Italian International Bank Ltd., Administrateur de la Banque Belge Ltd., Londres	
B. F. van ITTERSUM	Directeur des Relations Financières Extérieures, Ministère des Finances, La Haye	à partir de janvier 1977
Ferdinando VENTRIGLIA	Directeur Général du Trésor, Ministère du Trésor, Rome	
Hans-Herbert WEBER	Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn	

Suppléants

Roger BARNES	Assistant Chief Cashier, Banque d'Angleterre, Londres	
Michel CAMDESSUS	Directeur adjoint (Service des Activités Financières), Direction du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances, Paris	
Maurits ESSELENS	Directeur Général de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles	jusqu'en juin 1976
Lionello FRONZONI	Ancien Directeur auprès de la Banque d'Italie, Rome	
J. Geoffrey LITTLER	Under-Secretary for Finance (International Monetary), Trésorerie, Londres	
P. C. MAAS	Président-Directeur de la Nationale Investeringsbank N.V., La Haye	à partir de janvier 1977
Pierre MATHIJSEN	Directeur Général de la Politique Régionale, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles	à partir de juin 1977
Rudolf MORAWITZ	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Economie, Bonn	
Waldemar MÜLLER-ENDERS	Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn	
John Edward NASH	Directeur, Direction Générale des Affaires Economiques et Financières, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles	jusqu'en décembre 1976
Yves ROLAND-BILLECART	Directeur Général adjoint de la Caisse Centrale de Coopération Economique, Paris	
Savino SPINOSI	Inspecteur Général, IRFE, Ministère du Trésor, Rome	
B. F. van ITTERSUM	Directeur des Affaires Financières Intérieures, Ministère des Finances, La Haye	de septembre à décembre 1976

Comité de Direction

Yves Le PORTZ, Président
 Horst-Otto STEFFE, Vice-Président
 G. Raymond BELL, Vice-Président
 Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR, Vice-Président, ⁽¹⁾
 Maurits ESSELENS, Vice-Président, ⁽¹⁾

à partir de juin 1976
 à partir d'octobre 1976

Directions

⁽¹⁾ MM. Sjoerd Boomstra et Luca Rosania ont exercé les fonctions de vice-président respectivement jusqu'en septembre et juin 1976 et ont été nommés vice-présidents honoraires

Direction de l'Administration Générale

Henri LENAERT, Secrétaire Général,
 Directeur

Personnel et Organisation

Hans HITZLBERGER, Directeur adjoint
 Jean EQUINET, Conseiller

Secrétariat

Michel LAUCHE, Conseiller

Information

Karl Georg SCHMIDT, Conseiller

Bureau de Représentation à Bruxelles

Manfred TEICHERT, Conseiller

Direction des Financements dans la Communauté

Romeo dalla CHIESA, Directeur

Coordination

Manfred THOMSEN, Conseiller

Départements Belgique, Danemark,
 Allemagne, France, Irlande,
 Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni

1. Energie – Industrie lourde

Helmuth CRAMER, Directeur associé
 Luciano ROTONDI, Conseiller

2. Infrastructure – Industrie
 de transformation

Dennis KIRBY, Directeur adjoint
 Gérard d'ERM, Conseiller
 Thomas HALBE, Conseiller

Département Italie, Rome
 Département Administration des
 Financements

Giorgio RATTI, Directeur adjoint

Marc de BUYER, Directeur adjoint

Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté

Dieter HARTWICH, Directeur

Département ACP/PTOM

Jacques SILVAIN, Directeur associé
 Robert CORNEZ, Conseiller
 Jean-Marie PAYEN, Conseiller
 Christopher LETHBRIDGE, Conseiller

Département Méditerranée

Eugenio GREPPI, Directeur adjoint
 Jean-Pierre LACAILLE, Conseiller

Département Administration des
 Financements

Robert ALLOO, Conseiller
 Alfred KAWAN, Conseiller

Direction des Finances et de la Trésorerie

André GEORGE, Directeur

Département Émissions

Wolfgang THILL, Directeur adjoint

Département Trésorerie

John VAN SCHIL, Directeur adjoint

Département Comptabilité Générale

Anthon PETERSEN, Conseiller

Direction des Études

John H. WILLIAMS, Directeur

Département Études Économiques

Henri LEROUX, Directeur adjoint
 Jean-Paul JACQUOT, Conseiller
 Thomas OURSIN, Conseiller
 Klaus ACKERMANN, Conseiller

Département Études Financières
 Documentation et Bibliothèque

Desmond G. McCLELAND, Directeur adjoint
 Francis THOUVENEL, Conseiller

Direction des Affaires Juridiques

J. Nicolaas van den HOUTEN, Directeur

Jörg KÄSER, Conseiller principal
 Xavier HERLIN, Conseiller principal
 Bruno EYNARD, Conseiller
 Michael KONSTAM, Conseiller

Direction des Conseillers Techniques

N..... Directeur ⁽¹⁾

Hellmuth BERGMANN
 Jacques FAUDON
 Ernst-Helmut LINDER
 Robert LECLERCQ
 Filippo BARILLI
 Walter LOWENSTEIN-LOM
 Robert VERMEERSCH
 Giuseppe DURANTE

⁽¹⁾ Marcello GOFFI, jusqu'en avril 1976

Unité de compte

Depuis la clôture de l'exercice 1974 et dans les conditions indiquées ci-après page 70 (notes sur les états financiers), la Banque Européenne d'Investissement établit son bilan, ses comptes et ses statistiques en appliquant comme taux de conversion entre les monnaies nationales et son unité de compte, les taux de conversion entre ces monnaies et l'unité de compte européenne (UCE).

A des fins statistiques, la Banque utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir, en 1976:

	durant le 1 ^{er} trimestre	durant le 2 ^{ème} trimestre	durant le 3 ^{ème} trimestre	durant le 4 ^{ème} trimestre
1 unité de compte =				
DM	3,05382	2,85778	2,83513	2,70755
£	0,575973	0,587723	0,618268	0,662883
FF	5,21981	5,25740	5,22189	5,49043
Lit	797,769	946,666	925,592	957,268
HFI	3,13120	3,02710	3,01347	2,86030
FB	46,0606	43,9793	43,7116	41,8478
Flux	46,0606	43,9793	43,7116	41,8478
DKr	7,19697	6,84758	6,77311	6,51988
£ irl.	0,575039	0,587174	0,618268	0,662673
\$ US	1,16528	1,12623	1,10112	1,11268
FS	3,05239	2,85404	2,72075	2,71915
Yen	354,312	337,071	328,103	318,901
Sch. autr.	21,4735	20,5032	20,2556	19,2139
£ lib.	2,84328	2,83247	3,39696	3,63096

Table des matières

	Pages
Sommaire	
Conseil des Gouverneurs	3
Conseil d'Administration	4
Comité de Direction – Directions	5
Unité de compte	6
Introduction	9
Financements accordés en 1976	19
Financements dans la Communauté	21
Financements à l'extérieur de la Communauté	39
Financements accordés de 1958 à 1976	47
Financements dans la Communauté (1973–1976)	48
Financements à l'extérieur de la Communauté	49
Ressources	53
Résultats de gestion	55
Liste des projets 1976	56
Administration de la Banque	63
États financiers	
Bilan	64
Compte de profits et pertes	66
Section Spéciale	67
Notes explicatives	68
Déclaration du Comité de Vérification	73

Tableaux statistiques	
1. Financements accordés en 1976 et de 1958 à 1976 — répartition globale selon le type des concours et la localisation des projets	19
2. Financements dans la Communauté en 1976 et de 1958 à 1976 — répartition selon les objectifs de politique économique	23
3. Financements dans la Communauté en 1976 — répartition par secteur	34
4. Financements dans la Communauté en 1976 et de 1958 à 1976 — répartition selon la localisation du projet d'investissement	38
5. Financements à l'extérieur de la Communauté en 1976 et de 1963 à 1976 — répartition selon la localisation du projet d'investissement	44
6. Ressources collectées jusqu'en 1976	54
7. Financements dans la Communauté en 1976 et 1975 — répartition selon la technique de financement	74

Tableaux statistiques (suite)

8. Liste des emprunts émis en 1976	74
9. Financements dans la Communauté de 1958 à 1976 — répartition par secteur	75
10. Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1976 — répartition par institut intermédiaire	76
11. Affectations sur prêts globaux dans la Communauté en 1976 et de 1969 à 1976 — répartition par région et par secteur	77
12. Financements accordés de 1964 à 1976 dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (EAMMA — ACP) et les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) — répartition par secteur	78
13. Financements accordés de 1964 à 1976 dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (EAMMA — ACP) et les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) — répartition selon la localisation du projet d'investissement	78
14. Financements accordés de 1963 à 1976 en Grèce, en Turquie et au Portugal (y compris les affectations sur prêts globaux) — répartition par secteur	79

Graphiques

Produit intérieur brut dans la Communauté	10
Taux de rendement brut des obligations	14
Activité annuelle de la Banque	18
Financements dans la Communauté, répartition selon les objectifs de politique économique	22
Activité de la Banque sur ses ressources propres de 1959 à 1976 (aux prix de 1976)	47
Financement dans la Communauté (1973-1976), répartition selon les objectifs de politique économique, la localisation et les secteurs	48
Evolution de la part de l'activité de la Banque à l'extérieur de la Communauté dans l'activité totale (1963-1976)	49
Financements à l'extérieur de la Communauté, répartition selon la localisation et les secteurs	50
Bilan de la Banque	72

Cartes

Projets financés dans la Communauté en 1976	26
Projets financés au Portugal en 1976	40

Le montant des nouveaux financements accordés par la Banque Européenne d'Investissement en 1976 a atteint 1 273,3 millions d'unités de compte ⁽¹⁾ contre 1 006,5 millions en 1975.

Cette activité s'est située dans un contexte économique relativement plus favorable qu'en 1975. Dans les pays industrialisés, la reprise économique, amorcée vers le milieu de 1975 d'abord en Amérique du Nord, puis en Europe et au Japon, s'est poursuivie, mais affaiblie dès le début du second semestre de 1976. Le chômage est néanmoins demeuré partout important, et s'est même parfois aggravé. Les taux d'inflation, plus modérés dans l'ensemble, sont restés élevés, sauf aux États-Unis, en Allemagne et en Suisse. Les politiques budgétaires et monétaires sont généralement devenues moins expansionnistes. La fin de l'ajustement en baisse des stocks et la reprise modérée de l'activité économique ont entraîné pour de nombreux pays une aggravation du déficit des paiements courants. L'évolution, divergente selon les pays, des rythmes de croissance, des taux d'inflation et des balances des paiements a entraîné des vagues d'instabilité sur les marchés des changes.

Sur les **marchés financiers** des pays où les taux d'inflation ont été relativement modérés, les conditions ont continué à s'améliorer en 1976 sous l'influence des entrées de capitaux et d'un desserrement des politiques monétaires. C'est ainsi que les taux d'intérêt à court et à long terme ont fléchi durant la majeure partie de l'année aux États-Unis, en Allemagne et en Suisse, y attirant un volume élevé d'émissions obligataires. Les compartiments du marché international traitant les titres libellés en dollars et en Deutsche Mark, ainsi que le marché suisse des émissions étrangères, ont pu répondre avec vigueur à une demande sans précédent. En dépit d'un accroissement des nouvelles émissions en

importance et en nombre, et d'un allongement graduel de leurs échéances, les rendements sur ces marchés accusaient encore, en fin d'année, une tendance à la baisse qui paraissait devoir se poursuivre au début de 1977. Sur plusieurs autres marchés au contraire, les taux d'intérêt ont été orientés à la hausse durant la majeure partie de l'année, cette tendance a été accentuée par des vagues de spéculation contre certaines monnaies et par les dépréciations de celles-ci. Vers la fin de l'année, cependant, du fait d'un certain relâchement des tensions, on observait une légère tendance au raffermissement de ces marchés.

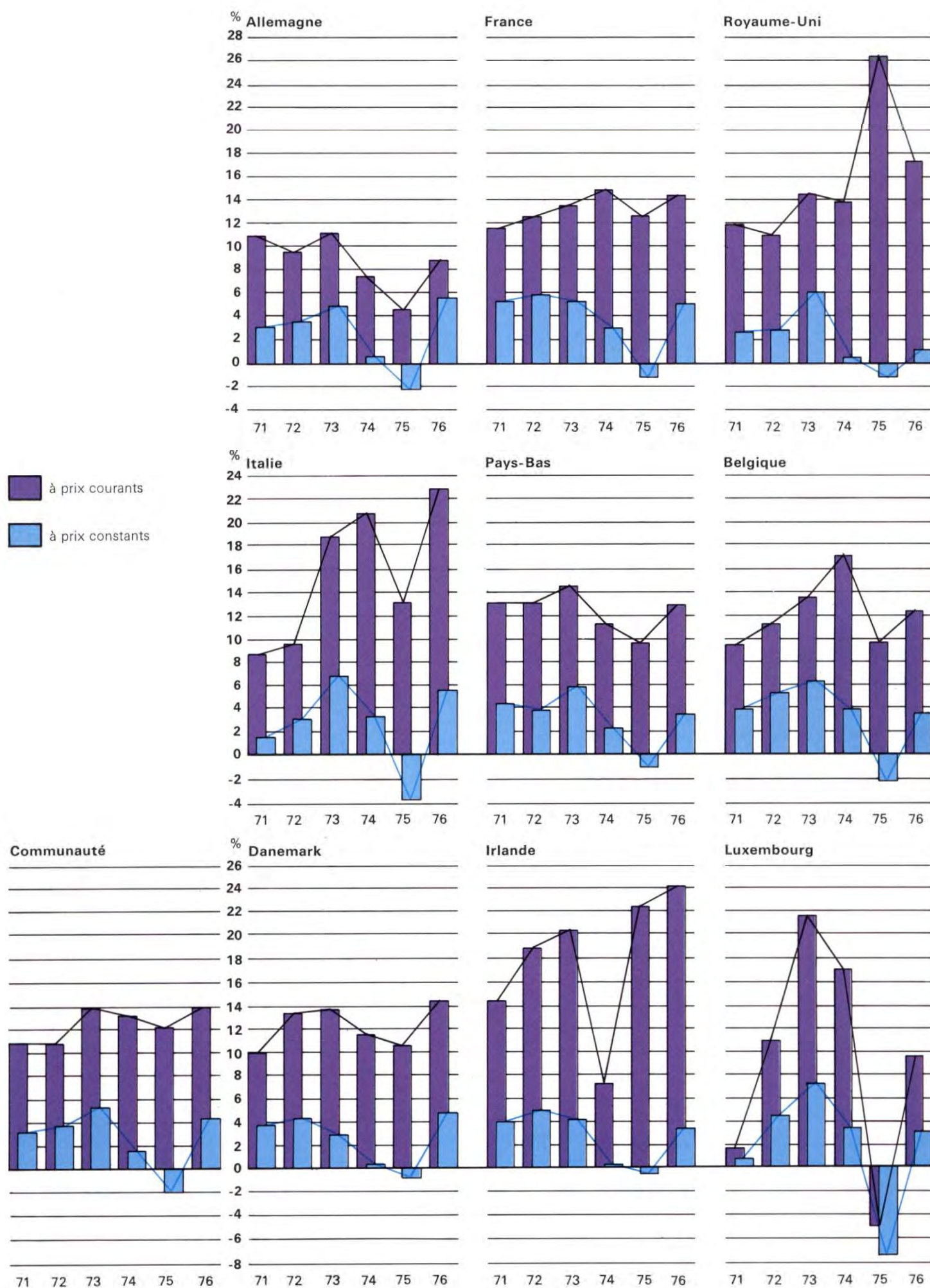
Le produit intérieur brut de la **Communauté** a augmenté d'environ 4,3% ⁽²⁾. La reprise économique amorcée durant les derniers mois de 1975, après deux années de récession, a perdu une partie de sa vigueur dès la fin du premier semestre dans la plupart des pays membres. Elle a d'ailleurs été très inégale selon les secteurs. La croissance de la consommation des ménages qui avait d'abord contribué à cette reprise, s'est progressivement ralentie. L'existence de capacités de production encore insuffisamment employées et une certaine atonie des affaires, du fait du resserrement des marges bénéficiaires depuis plusieurs années, ont pesé sur la propension à investir qui est demeurée médiocre. En dépit d'un infléchissement des politiques conjoncturelles visant à limiter les déficits des finances publiques et à modérer l'accroissement de la masse monétaire, l'expansion des liquidités est restée assez vive et, malgré un léger ralentissement, l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé, sauf en Allemagne. La recherche d'un consensus social pour

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 6). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

⁽²⁾ Tous les taux cités dans ce chapitre correspondent, sauf indication contraire, à une évolution en volume.

Produit intérieur brut dans la Communauté

variations en % par rapport à l'année précédente



maîtriser la hausse des revenus et des prix a été plus ou moins efficace, selon le climat politique et social du pays en cause. En revanche, la reprise des exportations consécutive au redressement de la conjoncture mondiale et du commerce international a joué un rôle important dans l'amélioration du niveau d'activité. Influencé notamment par les effets de la sécheresse, le déficit de la balance commerciale et, de ce fait, celui de la balance des paiements courants de l'ensemble de la Communauté se sont néanmoins sensiblement accrus, cependant que de fortes divergences d'évolution persistaient entre ses membres. Les plus déficitaires d'entre eux ont connu d'importantes dépréciations de leur monnaie.

En **Allemagne**, la reconstitution des stocks fortement réduits au cours de la récession antérieure, la reprise conjoncturelle de la consommation des ménages et des exportations ont assuré durant le premier semestre une très forte expansion de la production, l'élimination du chômage partiel et un accroissement de la productivité. Le rôle expansif joué par la demande des administrations s'est atténué progressivement en raison des efforts faits pour réduire leurs importants déficits structurels. Malgré une légère diminution de la population active totale, correspondant principalement à une sortie nette de travailleurs étrangers, le chômage s'est maintenu à un niveau relativement élevé.

Durant le second semestre, le rythme de la reprise s'est ralenti. La croissance de la demande des ménages s'est affaiblie dès le deuxième trimestre, l'investissement fixe est resté hésitant, la formation des stocks a perdu de son dynamisme. Mais les exportations sont restées soutenues et, malgré la vive croissance des importations, stimulée par les taux de conversion favorables de la monnaie, la balance des paiements courants est demeurée fortement excédentaire. Grâce à plusieurs facteurs tels que la modération de l'augmentation des coûts

salariaux, l'amélioration de la productivité, l'appréciation du Deutsche Mark, et l'affaiblissement des cours des matières premières, la hausse des prix a marqué un nouveau ralentissement.

En **France**, les derniers mois de 1975 et le premier trimestre de 1976 ont connu une reprise rapide, stimulée par les mesures de relance décidées en 1975, par la reconstitution des stocks et par des exportations plus actives. Mais cette phase a rapidement tourné court. La faiblesse des investissements des entreprises privées et des ménages ainsi qu'une certaine retenue à l'égard de la consommation, attestée par une augmentation rapide de l'épargne liquide, ont entraîné dès le début de l'été un net ralentissement de la croissance de la production industrielle dont les effets ont été ensuite accentués par les conséquences de la sécheresse sur la production agricole. Le taux de chômage s'est maintenu à un niveau élevé. La compétition entre partenaires sociaux pour une amélioration continue des revenus salariaux et non salariaux n'en est pas moins demeurée vive, et a contribué à un rythme soutenu d'augmentation des coûts et des prix. L'inflation a, d'autre part, été entretenue par la hausse des coûts des importations, due au fléchissement du franc après sa sortie, en mars, du «serpent communautaire» ⁽¹⁾. L'affaiblissement de la compétitivité, puis les conséquences de la sécheresse, ont contribué à élargir le déficit commercial.

De ce fait, un ensemble de mesures tendant à ralentir l'inflation et à rétablir l'équilibre extérieur a dû être adopté dès la fin de l'été, dont les premiers effets ont commencé à se faire sentir en décembre.

Au **Royaume-Uni**, après une reprise en début d'année, suscitée principale-

⁽¹⁾ Système de flottement concerté des monnaies européennes auquel participaient fin 1976 le Deutsche Mark, le florin, les francs belge et luxembourgeois, les couronnes danoise, suédoise et norvégienne.

ment par la demande d'exportations, la tendance est redevenue hésitante, et la croissance du produit intérieur brut a été finalement très faible en 1976. La consommation privée a peu varié jusqu'au début du quatrième trimestre, époque où les allègements de l'impôt sur le revenu ont pu susciter une certaine stimulation. Après le fléchissement prolongé des années précédentes, les investissements des entreprises et des ménages n'ont connu qu'une augmentation temporaire. Le chômage a continué à croître, mais à un rythme progressivement plus lent. La balance des paiements courants est restée fortement déficitaire. Le recul accentué de la livre sur le marché des changes au printemps et à l'automne s'est traduit sur l'ensemble de l'année par une dépréciation de quelque 20 % ⁽¹⁾. Pour pallier la diminution de ses réserves brutes, le Royaume-Uni a dû recourir de nouveau à l'emprunt extérieur, d'abord sous forme de crédits à court terme de plusieurs banques centrales, puis en négociant avec le Fonds Monétaire International un prêt de 3,9 milliards de dollars. Le taux d'inflation, sensiblement moins élevé qu'en 1975, demeure encore largement supérieur à celui des principaux partenaires commerciaux. Aussi le gouvernement a-t-il poursuivi sa politique tendant à freiner la croissance des rémunérations, notamment au moyen d'un nouvel accord de limitation volontaire des hausses des salaires plus rigoureux que le précédent. Il a, en outre, annoncé durant l'été un programme de modération des dépenses publiques et d'augmentation des cotisations sociales. Enfin, par une politique monétaire restrictive et le maintien de taux d'intérêt très élevés, la Banque d'Angleterre s'est efforcée de ralentir la vive expansion de la masse monétaire.

En Italie, la reprise conjoncturelle, stimulée par la demande des ména-

ges, par la formation de stocks et, jusqu'au début de 1976, par le maintien d'une politique économique restée expansionniste est demeurée très vive au premier semestre, puis s'est rapidement affaiblie durant l'été. Le sous-emploi temporaire s'est réduit, mais le chômage n'en a pas moins continué à progresser. La dépréciation de la lire, conséquence d'une nouvelle détérioration de la balance des paiements courants et d'une fuite de capitaux stimulée par une inflation relativement importante a, à son tour, contribué à la hausse des prix. Le niveau très élevé des taux d'intérêt, l'instauration en mai d'un dépôt obligatoire à l'occasion de tout achat de devises et une certaine atténuation des appréhensions politiques après les élections de juin ont, certes, contribué à rétablir le solde positif des mouvements de capitaux. Néanmoins, le niveau peu élevé des réserves de change a maintenu le redressement de la balance des paiements courants au premier rang des objectifs du gouvernement. En cours d'année, la politique monétaire est devenue plus restrictive, une surtaxe provisoire a été établie sur les achats de devises, diverses mesures, entre autres des majorations d'impôts et de tarifs publics, ont été prises pour limiter le déficit du secteur public et assurer le plafonnement des besoins de financement du Trésor. En outre, un programme d'austérité a été élaboré à l'automne; il vise notamment à ralentir la hausse des coûts de main-d'œuvre et à instaurer une «épargne forcée» pour les tranches de revenus les plus élevées. La marge de compétitivité permise par la dépréciation de la lire et l'affaiblissement de la demande intérieure devraient faciliter un développement des exportations.

Aux **Pays-Bas**, malgré une politique budgétaire encore expansionniste et de nouvelles hausses des coûts salariaux, la croissance économique est restée modérée et le climat d'investissement, maussade. Un chômage important a persisté, cependant que la balance des paiements courants était encore excédentaire.

En Belgique, la hausse des prix s'est sensiblement réduite, mais l'emploi et l'affaiblissement temporaire du franc ont causé de sérieuses préoccupations. La politique économique s'est donc efforcée de contrôler l'expansion du crédit et de limiter l'impasse budgétaire. Malgré une demande extérieure en développement, l'activité économique n'a que modérément progressé.

Au **Luxembourg,** le niveau général d'activité a marqué une certaine amélioration par rapport à 1975, mais la conjoncture sidérurgique très déprimée a freiné la reprise.

Au **Danemark,** la demande intérieure, stimulée par la progression des salaires et la réduction temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée, a entretenu une reprise économique assez vigoureuse. Cependant l'importante détérioration de la balance des paiements courants a rendu nécessaires, au cours du second semestre, une politique plus restrictive, un renforcement de la fiscalité, une application plus stricte de la politique des revenus et un nouvel accroissement de l'endettement extérieur.

En Irlande, on a assisté à une nette reprise de l'expansion économique, entraînée principalement par les exportations, mais le chômage est resté nettement plus préoccupant que dans les autres pays membres. Le taux élevé d'inflation, ainsi que l'ampleur des déficits des finances publiques et de la balance des paiements, ont limité les possibilités de stimulation de la demande intérieure.

Les pays en voie de développement, liés à la Communauté par des accords de coopération financière, ont pour la plupart continué à subir les conséquences des bouleversements économiques des années 1974 et 1975 et à souffrir de l'affaiblissement de leur capacité d'importation consécutif au quadruplement des prix du pétrole.

⁽¹⁾ Pourcentage de dépréciation (déc. 1975-déc. 1976) de la livre par rapport à 10 monnaies, pondéré par l'importance de chacun des pays concernés dans le commerce extérieur du Royaume-Uni.

Toutefois, en 1976, la reprise conjoncturelle dans les pays industriels a favorisé une certaine expansion de leurs recettes d'exportation, encore que cet effet favorable ait été très inégalement réparti. L'amélioration a été plus sensible dans les pays relativement plus développés à production diversifiée, ou dans les pays exportant principalement des matières premières industrielles qui ont bénéficié de la tendance à la reconstitution des stocks. Au contraire, les pays dont le revenu est le plus faible et repose seulement sur quelques produits agricoles ont dû à nouveau faire face à une réduction considérable de leur capacité d'importation que les apports d'aide publique et les divers concours du Fonds Monétaire International n'ont pu toujours compenser.

Pour beaucoup de pays, surtout parmi ceux où le revenu par tête est moyen ou relativement élevé, le recours massif à des emprunts auquel il avait été procédé en 1974 et 1975, notamment auprès de banques d'affaires, a entraîné un très fort accroissement des charges du service de la dette et leur concentration sur les toutes prochaines échéances, commençant à susciter dans certains cas de sérieuses préoccupations.

La plupart des **pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** (ACP), sauf ceux dont les exportations dépendent principalement du sucre et des phosphates, ont bénéficié de la tendance à la hausse des cours des matières premières qui, déjà sensible au cours des derniers mois de 1975, s'est confirmée durant le premier semestre de l'année 1976. Les cours du cuivre, du coton, du caoutchouc naturel, du bois, de certains oléagineux, du café et du cacao ont, en effet, enregistré une hausse parfois substantielle par rapport à l'année précédente. Les termes de l'échange des pays producteurs s'en sont trouvés

sensiblement améliorés, malgré l'augmentation continue des prix des biens et services importés. Au cours du second semestre, toutefois, le ralentissement de la croissance économique dans les pays industriels a suscité un certain fêchissement des cours des matières premières, en particulier pour certains métaux tels que le cuivre et le zinc. Des produits agricoles, comme le café et le cacao, dont la production mondiale est restée inférieure à la normale, ont cependant continué à bénéficier de cours très élevés.

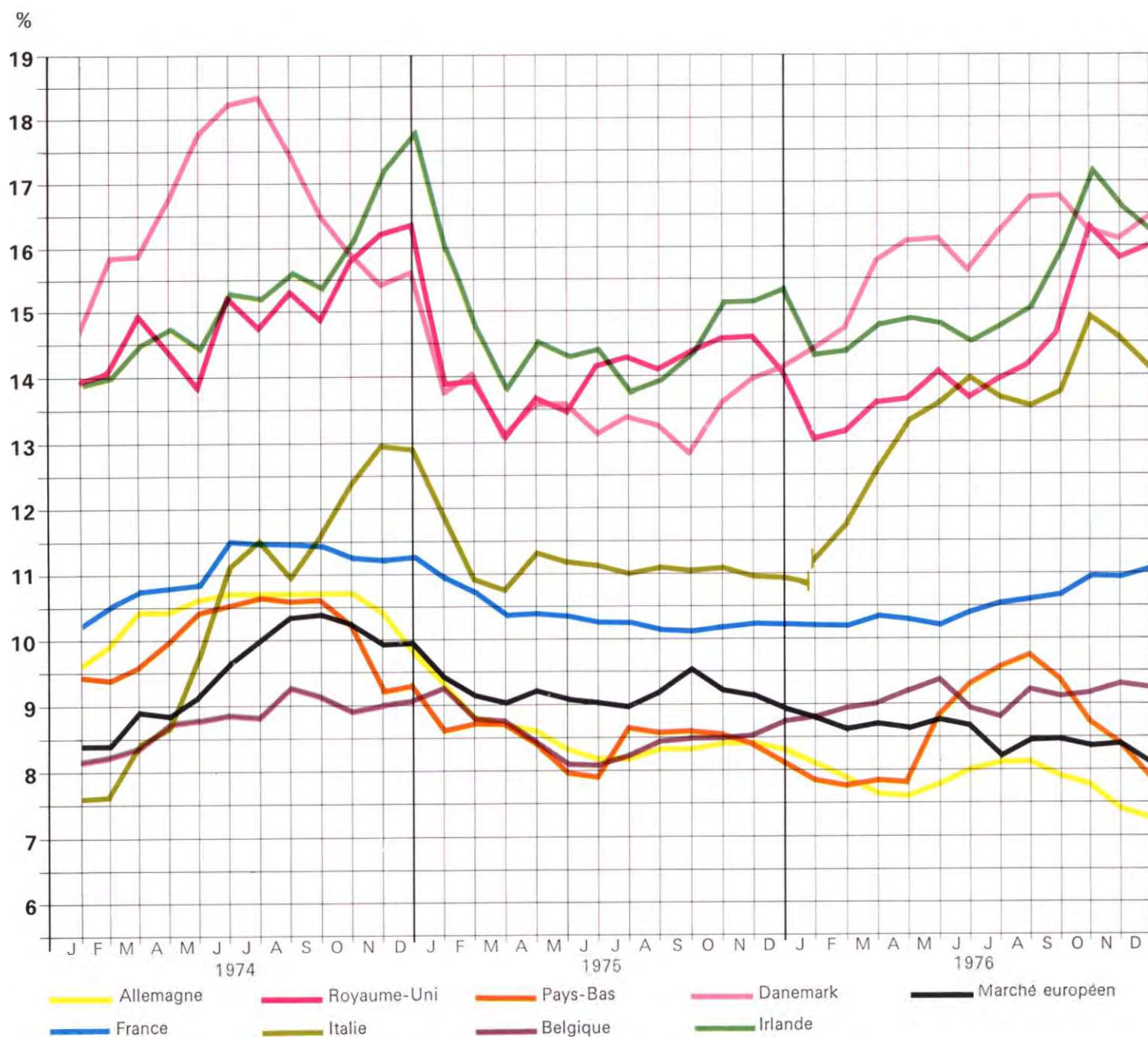
La croissance économique est devenue en général plus coûteuse même pour les pays ACP les mieux pourvus; aussi, malgré l'accroissement parfois substantiel de leurs recettes d'exportation, la plupart d'entre eux ont-ils dû faire face à d'importants déficits de leur balance des paiements courants. Leurs besoins de financement, particulièrement ceux de l'État et des entreprises publiques, les ont conduits à recourir davantage aux emprunts extérieurs à taux d'intérêt élevés et à termes relativement courts.

Dans les pays ACP les plus pauvres, la production vivrière destinée à la consommation intérieure s'est en général maintenue au niveau relativement convenable de 1975. Néanmoins, ces pays ne disposent toujours que de moyens propres extrêmement réduits pour la mise en œuvre d'une politique de développement et sont, pour la plupart, dans l'impossibilité d'obtenir suffisamment de capitaux d'origine extérieure à des conditions favorables. Leur croissance a été, de ce fait, sérieusement entravée.

En **Grèce**, la reprise de l'activité économique, amorcée en 1975, s'est poursuivie au rythme d'environ 5 % en 1976. Les investissements ont progressé sensiblement dans les secteurs productifs. La hausse des prix a été légèrement supérieure à la moyenne communautaire.

Taux de rendement brut des obligations

cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté et dont les émissions présentent les caractéristiques les plus proches de celles des emprunts de la Banque. Aux fins de comparaison, pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.



Le déficit de la balance commerciale s'est accentué; le très net accroissement des recettes touristiques a toutefois permis d'éviter une aggravation du déficit de la balance des paiements courants.

En **Turquie**, la croissance de l'économie s'est maintenue à un rythme assez élevé et le PNB a sans doute crû de plus de 7 % par rapport à 1975. Cette conjoncture expansive s'est accompagnée d'une forte augmentation du déficit budgétaire et d'une recrudescence de l'inflation. La reprise des exportations observée au début de l'année a fait place à une stagnation à partir de l'été et, compte tenu d'une diminution annuelle d'environ un quart des envois de fonds des travailleurs émigrés, le solde de la balance des paiements courants est resté largement déficitaire provoquant un recours accru à l'emprunt extérieur.

L'économie du **Portugal** a amorcé une certaine reprise. La production a retrouvé son niveau de 1974, mais le volume des investissements est resté très faible. Le pays n'a pas encore rétabli les divers équilibres rompus, notamment par l'afflux des rapatriés des anciennes dépendances africaines et la forte augmentation des salaires depuis 1974. Le chômage affecte plus de 10 % de la population active, le déficit du budget et celui de la balance des paiements courants sont restés considérables, l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé. C'est pourquoi le gouvernement a estimé nécessaires de nouvelles mesures de politique de stabilisation budgétaire et de limitation de la demande intérieure.

En 1976, les **politiques économiques communautaires** ont progressé principalement dans les relations extérieures et la coopération au développement d'un nombre accru de pays.

La **Convention de Lomé**, signée le 28 février 1975 entre la Communauté

Économique Européenne et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1976. Dans l'ensemble de ces pays, ainsi que dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM), les concours de la Banque seront principalement constitués par des prêts sur ses ressources propres (à concurrence de 400 millions d'unités de compte, dont 390 millions pour des investissements dans les États ACP et 10 millions dans les PTOM), assortis en règle générale de bonifications d'intérêt de 3 points pour lesquelles 100 millions ont été réservés sur le montant des subventions du Fonds Européen de Développement (FED). Ils comprendront, en outre, des opérations de capitaux à risques (100 millions dont 95 millions pour les ACP et 5 millions pour les PTOM), également sur les ressources du FED. Les projets des secteurs industriels, miniers, et touristiques seront présentés à la Banque en priorité, sans que soit exclu pour autant l'octroi de prêts pour certains projets d'infrastructures rentables dans les pays où cette forme de financement se révélera appropriée.

En cours d'année, a été engagé le processus d'extension de cette convention à plusieurs autres pays en voie de développement devenus récemment indépendants: Comores, Seychelles, Surinam (anciens pays et territoires d'outre-mer), Sao-Tomé Principe, Iles du Cap Vert, Papouasie-Nouvelle Guinée.

La Banque a participé aux missions de programmation avec la Commission dans les États ACP et engagé, dès le second semestre, les premières opérations de financement au titre de la Convention de Lomé.

La **politique méditerranéenne** de la Communauté a connu d'importants développements en 1976. La négociation d'accords de coopération avec de nombreux pays a conduit les instances communautaires à procéder à

un examen global des possibilités de coopération financière en faveur de pays en voie de développement.

Pour sa part, le Conseil des Gouverneurs de la Banque a estimé que les interventions de celle-ci à l'extérieur de la Communauté sur ses ressources propres pourraient atteindre, au total, pendant les années 1976-1980, un montant de 1 300 à 1 400 millions d'unités de compte, y inclus les engagements déjà prévus au titre de la Convention de Lomé (400 millions), de l'aide d'urgence au Portugal (150 millions) et des accords avec les pays du Maghreb et Malte (183 millions) dont une partie ne sera utilisée qu'en 1981. Sur cette base, il a décidé, pour les années 1976 à 1980 et suivantes, que les prêts de la Banque sur ses ressources propres au titre de nouveaux accords ou décisions comportant des actions de coopération financière à l'extérieur de la Communauté ne devront pas excéder un montant de 800 millions. Bien entendu, il s'est réservé de déterminer, le moment venu, les plafonds des prêts dans chaque pays, et les conditions d'intervention de la Banque, y compris l'obtention des garanties adéquates. Enfin, il a précisé que l'engagement effectif des ressources de la Banque à l'extérieur de la Communauté ne doit pas affecter les possibilités de développement des opérations dans les pays membres au cours de la période considérée.

D'autre part, le Conseil des Communautés a retenu une enveloppe budgétaire de 450 millions d'unités de compte sous forme de prêts spéciaux et de dons pour les nouveaux protocoles à conclure avec les pays méditerranéens, en sus de ce qui était déjà prévu pour les pays du Maghreb et Malte, et de l'aide d'urgence au Portugal. Il est prévu de confier à la BEI la gestion d'une partie de cette somme. Au total, compte tenu des accords précédemment conclus et des opérations sur ressources propres de la

Banque, c'est environ 1,6 milliard d'unités de compte que la Communauté envisage de consacrer, durant les cinq ou six prochaines années, à l'aide aux pays du bassin méditerranéen.

Ces possibilités générales d'intervention sont en cours de répartition au titre de la coopération financière déjà décidée ou en cours de négociation entre la Communauté et les divers pays ci-après.

En janvier 1976, le Conseil des Communautés a marqué son accord pour que la **Yougoslavie** puisse avoir accès, dans certaines limites, aux prêts ordinaires de la BEI sur ses ressources propres: en décembre, le Conseil des Gouverneurs a décidé d'autoriser la Banque à accorder des prêts à concurrence d'un montant global de 50 millions d'unités de compte pour le financement de projets d'investissement répondant à l'intérêt commun de la Communauté et de la Yougoslavie.

Les accords entre la Communauté d'une part, l'**Algérie**, le **Maroc**, la **Tunisie** et **Malte** d'autre part, ont été signés en mars et avril 1976; ces accords prévoient un montant total d'aide communautaire de 365 millions d'unités de compte à engager d'ici fin octobre 1981 pour les pays du Maghreb et, pour Malte, dans les cinq ans qui suivront la ratification de l'accord. Sur ce montant global, le plafond d'intervention sur les ressources propres de la BEI s'élève à 183 millions (Algérie 70 millions, Maroc 56 millions, Tunisie 41 millions, Malte 16 millions). Ces prêts seront assortis d'une bonification d'intérêt de 2 points sur ressources budgétaires.

Le protocole financier avec le **Portugal** a été signé en septembre 1976. Il prévoit l'octroi de prêts sur les ressources propres de la BEI jusqu'à concurrence de 200 millions d'unités de compte en cinq ans à partir de son entrée en vigueur et, au plus tôt, le 1^{er} janvier 1978. Sur ces 200 millions, 150 millions au maximum pourront

être assortis de bonifications d'intérêt de 3 points dont le coût, pris en charge par la Communauté, ne pourra dépasser 30 millions. Ces financements relayeront ceux qui sont en cours d'octroi au titre de l'aide d'urgence de 150 millions pour les années 1976 et 1977.

Au cours du premier trimestre 1977, des protocoles financiers ont été signés entre la Communauté d'une part et, d'autre part, **l'Égypte, La Jordanie, la Syrie** et Israël. Les concours financiers prévus en faveur des trois pays du Machrek s'élèvent à 270 millions d'unités de compte à engager d'ici fin octobre 1981, sur lesquels les plafonds d'intervention par prêts sur les ressources propres de la Banque s'élèvent au total à 145 millions (Égypte 93 millions, Jordanie 18 millions, Syrie 34 millions). Ces prêts seront assortis d'une bonification de 2 points sur ressources budgétaires. Par ailleurs, la Communauté a ouvert des négociations analogues avec le **Liban**.

En ce qui concerne l'accord signé avec **Israël** le 8 février 1977, la Communauté a demandé à la Banque de mettre à la disposition de ce pays des prêts jusqu'à concurrence de 30 millions d'unités de compte pouvant être engagés avant le 31 octobre 1981.

Au début de l'année 1977, des négociations étaient toujours en cours concernant l'adhésion de la **Grèce** à la

Communauté et divers aspects de l'association avec la **Turquie**. Pour ces deux pays, la Communauté envisage d'octroyer de nouvelles aides financières. La négociation avec la Grèce a abouti à la signature, le 28 février 1977, d'un protocole financier comportant un montant de 280 millions d'unités de compte d'aide communautaire, dont un plafond d'intervention de 225 millions sur les ressources propres de la BEI.

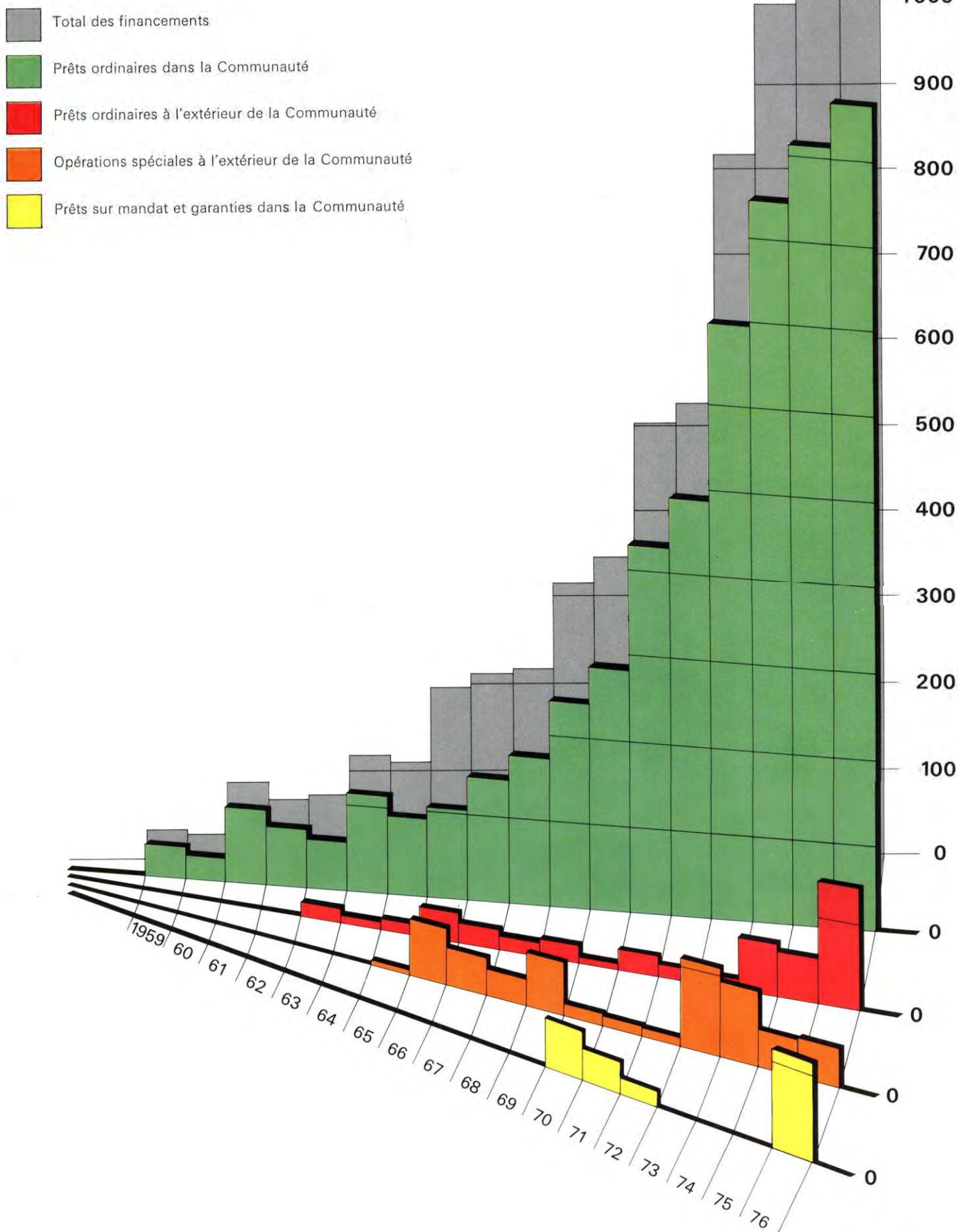
La mise en œuvre de ces divers protocoles financiers avec des pays du Bassin méditerranéen aura lieu dès l'achèvement des procédures de ratification et de mise en place des garanties.

Ainsi, les orientations prises au cours de 1976 marquent, en ce qui concerne les opérations à l'extérieur de la Communauté, une étape importante tendant à les faire passer de leur montant relativement modeste des années antérieures — constitué en majeure partie d'opérations spéciales sur ressources budgétaires — à un montant beaucoup plus substantiel et constitué à titre principal de prêts sur ressources propres.

Par ailleurs, conformément aux orientations prises par son Conseil des Gouverneurs, la Banque s'efforcera d'assurer au moins le maintien et, dans toute la mesure du possible, un développement en valeur réelle de ses opérations prioritaires dans la Communauté.

Activité annuelle de la Banque

(millions u.c.)



Financements accordés en 1976

1 273,3 millions d'unités de compte de nouveaux financements

En 1976, la Banque Européenne d'Investissement a signé des contrats de prêts et de garanties pour un montant total de 1 273,3 millions d'unités de compte contre 1 006,5 millions en 1975 et 996,4 millions en 1974.

La majeure partie de l'activité de la Banque (1 086,0 millions) se situe dans les pays membres de la Communauté. Ces financements contribuent à la réalisation d'un ensemble d'investissements de près de 7 milliards.

La Banque consent des prêts sur ses ressources propres et des garanties (opérations ordinaires).

Elle intervient en outre dans certains pays tiers, en application de la politique de coopération économique et financière de la Communauté avec ces pays, sur des ressources budgétaires (opérations spéciales) dans la gestion desquelles elle agit comme mandataire des États membres ou de la Communauté.

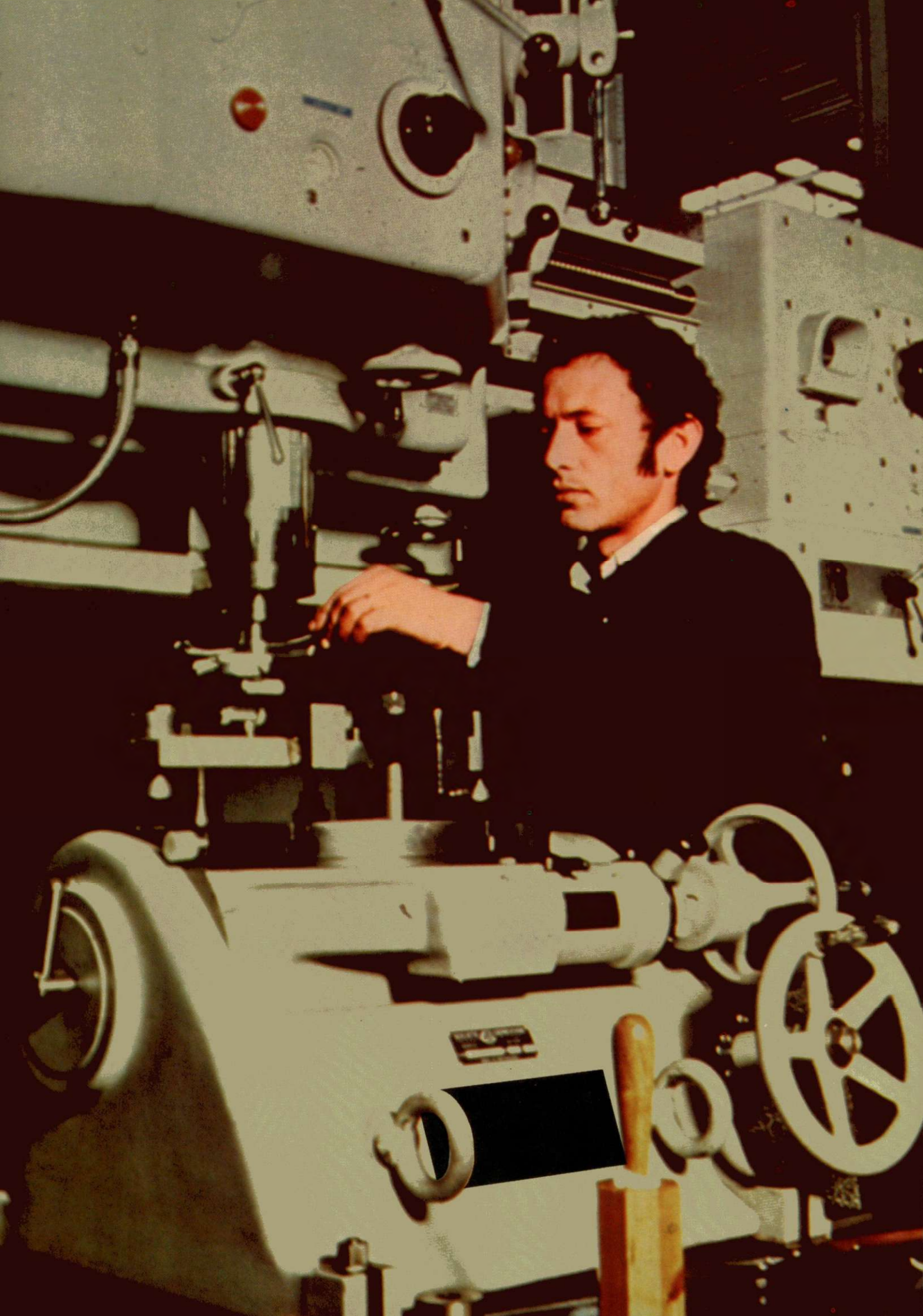
Tableau 1: Financements accordés en 1976 et de 1958 à 1976

Répartition globale selon le type des concours et la localisation des projets d'investissement

	1976			1958 — 1976		
	Nombre	Montant (millions u.c.)	%	Nombre	Montant (millions u.c.)	%
Opérations ordinaires						
à l'intérieur de la Communauté	73	1 086,0	85,3	569	6 005,4	86,6
à l'extérieur de la Communauté	11	142,4	11,2	68	419,0	6,0
Total	84	1 228,4	96,5	637	6 424,4	92,6
Opérations spéciales ⁽¹⁾						
à l'extérieur de la Communauté	14	44,9	3,5	102	509,7	7,4
Total général	98	1 273,3	100,0	739	6 934,1	100,0

L'encours des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 4 616,5 millions au 31 décembre 1975 à 5 808,6 millions au 31 décembre 1976, augmentant ainsi de 25,8 %.

⁽¹⁾ Prêts à conditions spéciales et concours sous forme de capitaux à risques sur ressources budgétaires, pour compte et sur mandat des États membres ou de la Communauté Économique Européenne, comptabilisés dans la Section Spéciale de la Banque (cf. page 67).



Les financements de la Banque dans la Communauté, qui ont dépassé en 1976 un milliard d'unités de compte, ont été consentis pour les trois quarts comme les années précédentes, pour des investissements contribuant au développement régional, et principalement en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande. Les concours à l'industrie, plus importants qu'en 1975, ont atteint 297,8 millions, dont 61,2 millions sous forme de sept prêts globaux à des instituts intermédiaires qui les utilisent pour le financement de petites et moyennes initiatives.

Financements dans la Communauté

1 086 millions de prêts et garanties dans les pays membres

dont les trois quarts pour le développement régional

progression des concours à l'industrie

les financements de la BEI répondent aux objectifs de politique économique fixés par le Traité de Rome

Au cours de l'exercice, la BEI a accordé un montant total de 1 086 millions d'unités de compte de prêts et de garanties pour des projets localisés dans les pays membres, contre 917,5 millions en 1975. Ces concours, en augmentation de 18,4 % par rapport à 1975, représentent 85,3 % de l'activité totale de l'exercice. On peut résumer comme suit leurs principales caractéristiques :

— les financements de projets contribuant au développement ou à la conversion de régions en difficulté ont fortement augmenté et atteignent les trois quarts du total des concours (cf. graphique page 22) ;

— les financements de projets contribuant à un meilleur approvisionnement en énergie de la Communauté se sont sensiblement accrus et constituent comme l'année précédente l'essentiel des concours pour des projets d'intérêt commun européen, lesquels se sont maintenus au niveau atteint en 1975 ;

— la ventilation sectorielle des opérations a été marquée par une très nette reprise des prêts pour des investissements industriels et par une certaine stabilité, par rapport à 1975, des concours en faveur d'infrastructures ;

— près de 80 % du montant des financements ont été accordés pour des projets situés au Royaume-Uni, en Italie et en Irlande, pays de la Communauté où les déséquilibres économiques sont les plus graves, en particulier sur le plan régional.

Les financements de la Banque peuvent être considérés selon trois points de vue : les objectifs de politique économique à la réalisation desquels ils contribuent, leur ventilation par secteur économique et la localisation des projets d'investissement auxquels ils s'appliquent.

Les objectifs assignés par l'article 130 du Traité de Rome portant création de la Communauté Économique Européenne donnent pour mission à la BEI de contribuer au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté. A cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets ci-après dans tous les secteurs de l'économie :

- a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées,
- b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun, . . .
- c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres . . .

Les financements de la BEI s'appliquent donc par priorité à des projets d'intérêt régional, c'est à dire à des projets qui contribuent au développement de régions en retard ou à la conversion de régions d'ancienne industrialisation de la Communauté. Ils s'appliquent aussi, dans une moindre mesure, à des projets de modernisation ou de conversion d'entreprises. Ils s'appliquent enfin à des projets présentant un intérêt commun à plusieurs États membres ou à la Communauté dans son ensemble, qualifiés ci-après projets d'intérêt commun européen.

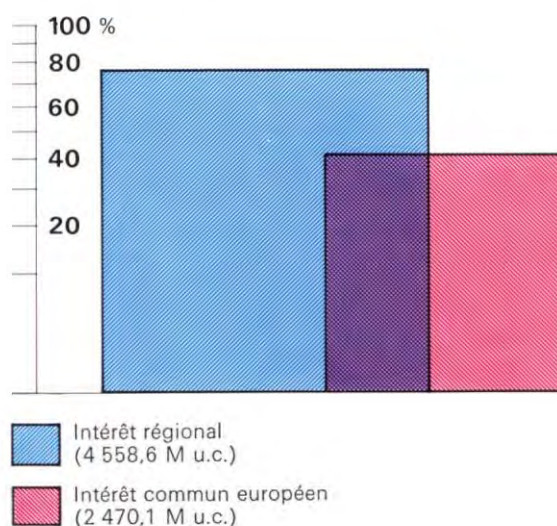
A ce dernier titre, la BEI peut considérer comme éligibles des investissements intéressant l'approvisionnement en énergie de la Communauté, l'amélioration des communications intra-communautaires, la protection de l'environnement et la mise en œuvre de technologies avancées ou, encore, des investissements résultant d'une coopération étroite entre entreprises de plusieurs pays membres.

Mais tous les projets ne peuvent pas être classés uniquement et de façon significative par référence à un seul objectif: ainsi des investissements représentant un intérêt commun européen peuvent aussi contribuer au développement régional et inversement (cf. tableau 2 page 23 et graphique ci-dessous).

Financements dans la Communauté

Repartition selon les objectifs de politique économique (en %)

Période 1958-1976



Année 1976

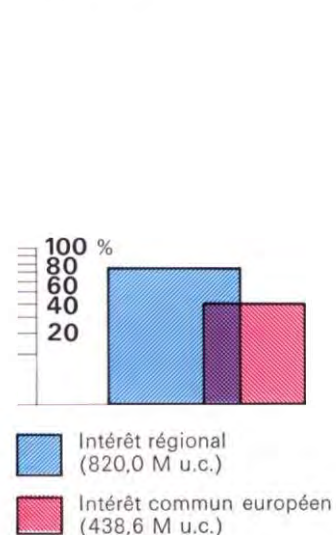


Tableau 2: **Financements dans la Communauté en 1976 et de 1958 à 1976**
Répartition selon les objectifs de politique économique

Objectifs de politique économique	1976		1958 — 1976 ⁽⁴⁾	
	Montant (millions u. c.)	%	Montant (millions u. c.)	%
Développement régional ⁽¹⁾	820,0	100,0	4 558,6	100,0
Belgique	17,9	2,2	75,1	1,6
Danemark	9,1	1,1	35,7	0,8
Allemagne	9,2	1,1	366,4	8,0
France	60,1	7,4	846,0	18,6
Irlande	57,4	7,0	164,1	3,6
Italie	347,1	42,3	2 200,6	48,3
Luxembourg	—	—	4,0	0,1
Pays-Bas	30,4	3,7	70,5	1,5
Royaume-Uni	288,8	35,2	796,2	17,5
Intérêt commun européen ⁽²⁾	438,6	100,0	2 470,1	100,0
Energie	376,5	85,9	1 490,3	60,3
Centrales thermiques	30,4	6,9	30,4	1,2
Centrales hydro-électriques et d'accumulation par pompage	42,1	9,6	141,4	5,7
Energie nucléaire	111,3	25,4	598,6	24,2
Exploitation d'hydrocarbures	60,5	13,8	258,6	10,5
Combustibles solides	3,3	0,8	27,9	1,1
Gazoducs et oléoducs	128,9	29,4	433,4	17,6
Transports	16,4	3,7	589,6	23,9
Chemins de fer	—	—	103,9	4,2
Routes, ouvrages d'art	—	—	423,9	17,2
Transports maritimes	16,4	3,7	40,4	1,6
Transports aériens	—	—	16,5	0,7
Autres transports	—	—	4,9	0,2
Télécommunications	—	—	30,5	1,2
Autres infrastructures	—	—	16,3	0,7
Protection de l'environnement	—	—	18,0	0,7
Coopération industrielle	25,9	5,9	213,6	8,7
Recherche	—	—	2,7	0,1
Technologie nouvelle	19,7	4,5	19,7	0,8
Modernisation et conversion d'entreprises ⁽³⁾	—	—	89,4	3,6
— à déduire pour tenir compte des doubles emplois dans le cas de financements justifiés simultanément par référence aux deux objectifs				
	— 172,6		— 1 023,3	
Total	1 086,0		6 005,4	

⁽¹⁾ Alinéas a et b de l'article 130 Traité CEE.

⁽²⁾ Alinéa c de l'article 130 Traité CEE.

⁽³⁾ Alinéa b de l'article 130 Traité CEE, financements figurant les années antérieures sous la rubrique intérêt sectoriel, désormais regroupés sous les projets d'intérêt commun européen dans un souci de simplification et compte tenu du montant correspondant peu élevé. Celui-ci figurait au Rapport Annuel 1975 pour 188,9 millions, dont 99,5 millions pour des projets déjà retenus sous d'autres rubriques au titre de l'intérêt commun européen qui ont été déduits ici pour éviter les doubles comptes: 188,9 — 99,5 = 89,4 millions.

⁽⁴⁾ Une récapitulation sur une aussi longue période doit être interprétée avec prudence: en effet les données relatives aux différentes années sont affectées par le mouvement des prix et les variations des taux de change intervenues de 1958 à 1976.



L'approvisionnement en eau joue un rôle décisif pour le développement du sud de l'Italie et de certaines régions du Royaume-Uni où il conditionne l'implantation et l'exploitation d'entreprises dans les zones de développement et de conversion. Dans le Mezzogiorno, les travaux d'adduction d'eau sont en outre essentiels pour le développement de l'agriculture et du tourisme.

**820 millions pour des
projets de développement
régional**

Les directives du Conseil des Gouverneurs sur la politique de crédit de la Banque lui ont prescrit, dès l'origine, de consacrer «une partie importante de ses ressources» au financement de projets *d'intérêt régional*. Les concours pour des investissements contribuant à la mise en valeur de régions moins développées ou à la conversion de zones d'ancienne industrialisation ont en 1976, comme pour l'ensemble de la période 1958-1975, constitué les trois quarts des financements de la Banque dans la Communauté, avec un total de 820 millions sur lesquels 172,6 millions s'appliquent à des projets qui, outre leur intérêt régional, présentent un intérêt commun européen.

**surtout dans les régions
défavorisées d'Italie,
du Royaume-Uni et
d'Irlande**

Les financements justifiés par un intérêt régional portent, à raison de 84,5 % de leur montant total, sur des projets localisés en Italie (42,3 %), au Royaume-Uni (35,2 %) et en Irlande (7,0 %). Ils concernent non seulement des infrastructures visant à améliorer durablement les conditions d'implantation et d'exploitation des entreprises (522,1 millions), mais aussi de grandes industries contribuant à créer des pôles de développement (236,8 millions), ou encore de petites et moyennes initiatives industrielles qui jouent un rôle majeur pour l'indispensable diversification du tissu économique des régions intéressées, ainsi que pour la création et la stabilisation de nombreux emplois.

**en Italie, 347,1
millions au titre du
développement régional**

C'est en **Italie** que les problèmes régionaux revêtent le plus d'ampleur et de gravité, aussi est-ce dans ce pays que les financements pour des projets à finalité régionale ont été les plus importants: 347,1 millions, dont 318,1 millions dans le Mezzogiorno. Ces projets se répartissent, dans les diverses régions en difficulté du pays, entre 10 projets d'infrastructure (209,5 millions), 17 grands projets industriels (97,4 millions), et 5 prêts globaux à des instituts intermédiaires de crédit (40,2 millions) qui seront utilisés pour le financement d'un nombre important de petites et moyennes initiatives industrielles. Certains des grands projets industriels résultent d'initiatives menées en commun avec des entreprises d'autres pays membres et contribuent à l'interpénétration industrielle dans la Communauté.

**dont 318 millions dans le
Mezzogiorno**

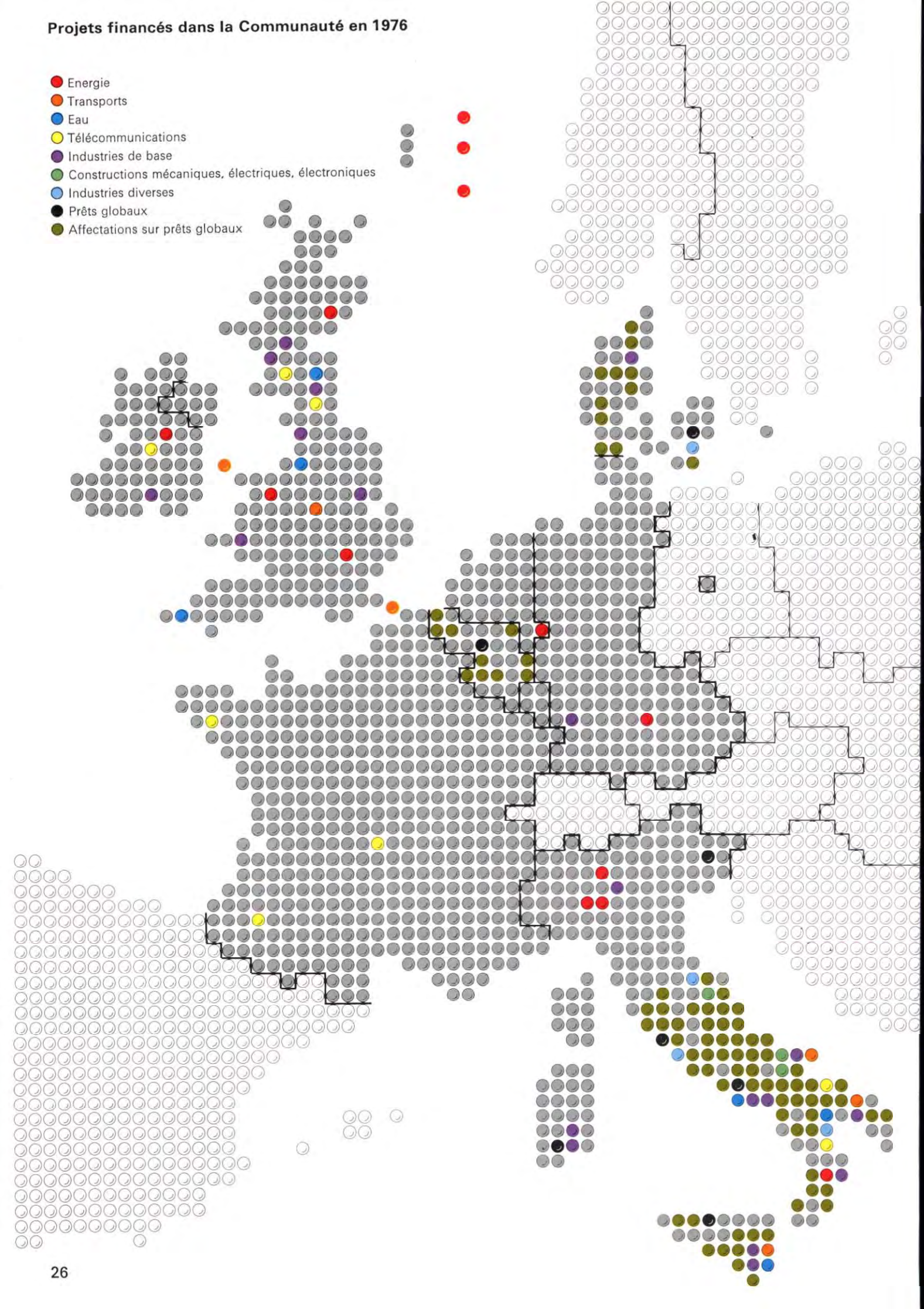
Dans les **Pouilles**, six prêts ont été accordés pour un montant total de 117,1 millions. Trois d'entre eux, pour 78,2 millions, s'appliquent au financement de grandes infrastructures: l'extension de l'équipement téléphonique nécessaire au développement industriel et touristique de la région, et l'amélioration de la desserte portuaire, routière et ferroviaire des zones industrielles de Manfredonia et de Tarente. Les trois autres, d'un montant total de 38,9 millions, concernent des projets industriels: un complexe pétrochimique à Manfredonia, une usine de moteurs diesel rapides à Foggia et l'extension d'un établissement de tri et de découpage de tôles fortes à Tarente. Ce dernier projet est un exemple d'activité induite par le grand complexe sidérurgique d'Italsider qui a fait l'objet, dans le passé, de plusieurs prêts de la Banque.

**pour le renforcement
des infrastructures de
zones industrielles**

Les concours de la Banque en **Sicile** ont atteint 63,7 millions, dont 42,5 millions pour le financement de deux infrastructures faisant partie du même Projet Spécial de la Cassa per il Mezzogiorno: l'aménagement du port industriel d'Augusta et l'approvisionnement en eau de la zone industrielle de Syracuse. En outre un prêt global a été consenti à l'Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia (IRFIS) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles.

Projets financés dans la Communauté en 1976

- Energie
- Transports
- Eau
- Télécommunications
- Industries de base
- Constructions mécaniques, électriques, électroniques
- Industries diverses
- Prêts globaux
- Affectations sur prêts globaux



**l'irrigation du
Haut-Metaponte**

En **Basilicate**, le Banque a contribué pour 30,1 millions au financement, dans le Haut-Metaponte, d'un réseau d'irrigation de 24 200 ha qui, comme les aqueducs du Sinni et du Pertusillo, pour lesquels elle est intervenue en 1975, fait partie d'un vaste projet d'utilisation des ressources hydrauliques des Pouilles et de la Basilicate. En outre, une usine de courroies transporteuses et de feuilles de caoutchouc à Ferrandina a bénéficié d'un prêt de 6,4 millions. Enfin, un montant de 29,2 millions a été accordé pour l'extension du réseau téléphonique de la Basilicate et de la **Calabre**. Dans cette dernière région, à Crotona, la Banque est également intervenue pour 3,3 millions, dans le financement de la rationalisation et des équipements anti-pollution d'une usine de zinc électrolytique.

**l'assainissement du
Golfe de Naples**

En **Campanie**, la Banque a complété, par un prêt de 15 millions, son intervention de 1975, en faveur de l'assainissement du Golfe de Naples, et elle a contribué pour 8,5 millions au financement de deux projets industriels: des installations anti-pollution dans le centre sidérurgique de Bagnoli, l'extension et la modernisation d'un établissement pharmaceutique à Torre Annunziata.

**et de nombreuses
initiatives industrielles
dans le Midi et les îles**

Les trois opérations en **Sardaigne** pour un montant total de 11,2 millions concourent au financement d'initiatives industrielles: deux d'entre elles sont des prêts individuels pour la construction d'une usine de produits réfractaires et pour l'extension d'une fabrique de gaz industriels dans la province de Cagliari. La troisième est un prêt global au Credito Industriale Sardo (CIS) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles.

Dans les **Marches**, à Ascoli Piceno, 5,1 millions ont été affectés en deux prêts à l'extension et la modernisation d'une fabrique d'articles de carbone à usage industriel et d'une fabrique de tuyaux et courroies en caoutchouc.

La Banque a également contribué au financement d'un établissement produisant des éléments préfabriqués pour le bâtiment à Pozzilli, en **Molise**, et à l'extension et à la modernisation d'une usine de produits surgelés à Cisterna di Latina dans le **Latium**.

**concours en faveur de
petites et moyennes
initiatives industrielles
dans le sud**

Plusieurs financements ont, en outre, été consentis pour des projets à caractère interrégional; un prêt de 4,7 millions pour le renforcement du réseau de méthano-ducts en Italie méridionale et deux prêts globaux d'un montant total de 19,3 millions à l'Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale (ISVEIMER) et à l'Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità (ICIPU), destinés à de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno.

et le Frioul

La Banque a apporté son concours dans le **nord de l'Italie** au financement de trois projets contribuant à la solution de problèmes régionaux: un prêt global de 5,2 millions au Mediocredito per le piccole e medie Imprese del Friuli-Venezia Giulia pour la reconstruction de petites et moyennes industries sinistrées dans les tremblements de terre qui ont éprouvé le **Frioul** en 1976; un prêt de 14 millions pour l'installation d'un laminoir pour tubes d'acier sans soudure de conception avancée, destiné à moderniser la tuberie de Dalmine près de Bergame en **Lombardie**, et, dans la même région, un prêt de 9,7 millions pour la mise en valeur d'un gisement de minerai d'uranium à Novazza.

Les crédits affectés en 1976 par les divers instituts intermédiaires italiens sur des prêts globaux en cours ont été attribués à 65 petites et moyennes initiatives industrielles du Mezzogiorno, pour un montant total de 33,7 millions. Ces opérations se répartissent comme suit: Latium 6,6 millions (15 initiatives), Abruzzes 6,4



L'existence d'un réseau de télécommunications moderne et efficace est un des facteurs de développement régional et notamment de localisation industrielle. En 1976, huit prêts totalisant 200 millions d'unités de compte ont été consentis pour améliorer le service téléphonique et télex dans l'ouest et le centre de la France, en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre, dans le sud de l'Italie et en Irlande.

millions (12), Sicile 6 millions (10), Campanie 5,9 millions (8), Pouilles 3,3 millions (9), Marches 1,9 million (2), Basilicate 1,5 million (2), Calabre 1,2 million (5), Molise 1 million (2). On peut estimer que les investissements ainsi financés permettent de créer directement environ 3 500 emplois.

**288,8 millions pour des
projets dans les régions
de développement du
Royaume-Uni:**

Au **Royaume-Uni**, un montant total de 288,8 millions de prêts a été accordé pour des investissements tendant à améliorer la situation économique de la plupart des régions en difficulté du pays. Sur ce total, 78,8 millions s'appliquent à deux projets de gazoducs – l'un en Ecosse et dans le Nord de l'Angleterre, l'autre en East Anglia et dans le Sud-Ouest de l'Angleterre. Les autres concours visent à l'amélioration d'infrastructures qui conditionnent le développement économique et la conversion des régions (télécommunications – 58,5 millions –, approvisionnement en eau – 37,7 millions –, chemins de fer – 19,7 millions –, à l'extension et à la modernisation des installations sidérurgiques de la British Steel Corporation (64,4 millions) ou à la création de nouvelles activités industrielles (29,7 millions).

**eau, énergie et
communications**

En **Ecosse**, les 115,8 millions de prêts accordés concernent: l'un des projets de gazoducs, le renforcement des télécommunications (centraux téléphoniques et équipements télex) et divers investissements de la British Steel Corporation pour l'extension des capacités de production de laminoirs et de tuberies tant en Ecosse que dans le **Nord de l'Angleterre**. Dans cette dernière région 58,5 millions de concours s'appliquent en outre à l'extension et à la modernisation des installations de la British Steel Corporation à Consett et Distington, ainsi qu'au renforcement de l'équipement téléphonique et à la poursuite des travaux d'approvisionnement en eau par la construction du barrage de Kielder et la régularisation de la Tyne, de la Wear et de la Tees.

**modernisation de la
sidérurgie**

A Hull, dans le **Yorkshire et Humberside**, la Banque a accordé un prêt de 29,7 millions pour une unité de production d'acide acétique. Au **Pays de Galles**, le prêt de 19 millions consenti à la British Steel Corporation contribue au financement des nouvelles installations de manutention, de stockage et de préparation du charbon à coke nécessaires à la modernisation du complexe sidérurgique de Port Talbot.

La BEI a également apporté son concours à l'extension des réseaux d'adduction d'eau du Lancashire dans le **Nord-Ouest** de l'Angleterre (15,6 millions) et de Cornouailles (6 millions) dans le **Sud-Ouest**. Enfin, un prêt de 19,7 millions au British Railways Board contribue à la construction de trois prototypes de trains électriques à grande vitesse, qui permettront de réduire de façon sensible la durée des voyages entre Londres, le Nord-Ouest de l'Angleterre et l'Ecosse.

**en Irlande: usine
chimique, télécommuni-
cations et énergie**

En **Irlande**, trois prêts, d'un montant total de 57,4 millions, ont été accordés, l'un pour une usine d'ammoniac et d'urée à usage agricole près de Cork (région Sud-Ouest), qui utilise le gaz naturel d'un gisement situé au large de la côte sud, un autre pour un nouveau développement de télécommunications (construction de deux centraux automatiques et extension de nombreux centraux dans l'ensemble du pays), et le troisième pour l'exploitation de tourbières destinées à alimenter des centrales électriques, tout en permettant la création de plus de 800 emplois permanents.

**renforcement des télécom-
munications dans l'ouest**

En 1976, peu de demandes de financements ont été présentées à la BEI pour des projets localisés en **France**. Les trois prêts consentis pour un montant total



Depuis plusieurs années une part importante des financements de la Banque est consacrée aux investissements permettant d'améliorer et de diversifier l'approvisionnement en énergie de la Communauté et en particulier à ceux qui valorisent des ressources locales. En Irlande, la Banque a contribué à la mise en exploitation de tourbières pour l'alimentation de centrales électriques, projet dont on attend en outre la création de 800 emplois.

et le centre de la France

de 60,1 millions visent l'extension et la modernisation des télécommunications en Aquitaine, en Auvergne et, en Bretagne, dans le Finistère, ce qui devrait favoriser le développement des activités agricoles, industrielles et de services, contribuer au désenclavement de certaines zones montagneuses et accélérer l'aménagement de zones rurales.

financement de petites et moyennes initiatives industrielles en Belgique

En **Belgique**, un prêt global de 17,9 millions à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI) contribuera au financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions de développement ou de conversion. En 1976 dix affectations, d'un montant total de 8,4 millions, ont été décidées sur ce prêt; elles devraient contribuer directement à la création ou à la stabilisation de plus de 500 emplois au total.

et au Danemark

Au **Danemark**, les trois prêts accordés – 9,1 millions – concernent des projets industriels dans des régions de développement. Il s'agit d'une usine de laine minérale à Øster Doense dans le nord du Jutland et d'une unité de production de bois de placage et de panneaux de particules à Orehoved dans l'île de Falster qui, ensemble, devraient créer environ 200 emplois. La troisième opération est un prêt global à l'État danois qui en mettra la montant à la disposition de la Direction du Développement Régional, pour l'affecter à de petites et moyennes initiatives. Sur les prêts globaux précédemment octroyés, un montant total de 5,4 millions a été affecté, en 1976, en faveur de 11 initiatives industrielles.

une centrale électrique dans le Limbourg néerlandais

Aux **Pays-Bas**, la Banque a contribué au financement d'une nouvelle centrale thermique à alimentation mixte, au gaz ou au fuel, qui doit améliorer l'approvisionnement en énergie électrique de la partie méridionale de la province du Limbourg et livrer, jusqu'en 1984, une partie de la production en Allemagne. La Banque est intervenue en faveur de ce projet par un prêt de 13,9 millions et une opération de garantie de 16,5 millions.

modernisation d'une aciérie en Sarre

En **Allemagne**, un prêt de 9,2 millions est destiné à financer le remplacement, par une aciérie à l'oxygène, des convertisseurs Thomas et des fours Martin d'une usine sidérurgique de la Sarre.

Globalement, on peut estimer que le coût total de l'ensemble des 113 investissements industriels d'intérêt régional au financement desquels la Banque a contribué dans la Communauté s'élève à plus d'un milliard et que ces investissements devraient permettre de créer directement quelque 10 000 emplois et d'en stabiliser 7 500 autres. De plus, 23 projets d'infrastructures d'un coût total de 2 milliards devraient améliorer les conditions générales de localisation et la productivité des activités agricoles et industrielles et des services dans les régions à développer. Outre les effectifs temporairement occupés pendant leur réalisation, ils devraient à plus long terme exercer sur l'emploi des régions concernées un effet indirect très sensible mais qu'on ne peut évaluer avec précision.

438,6 millions pour des projets d'intérêt commun européen

En 1976, la BEI a accordé 19 prêts et 3 garanties d'un montant total de 438,6 millions, soit 40,4 % de l'ensemble de ses financements dans la Communauté pour des projets répondant à l'objectif *d'intérêt commun européen* assigné à la Banque. Parmi ces financements, 10 opérations d'un montant total de 172,6 millions concernent des projets qui ont déjà été mentionnés en raison de leur intérêt régional * (cf. tableau n° 2 page 23).

* Les projets présentant simultanément un intérêt régional et un intérêt commun européen sont indiqués ci-après par un astérisque.



Le transport du gaz naturel et son stockage ont fait l'objet de plusieurs concours. Au Royaume-Uni, deux extensions du réseau de transport du gaz de la Mer du Nord, qui devraient permettre d'augmenter d'environ un tiers les disponibilités en gaz du pays, ont bénéficié de prêts s'élevant à 78,8 millions d'unités de compte. En Italie, la Banque a consenti trois concours d'un montant total de 40,2 millions pour l'extension du réseau de gazoducs dans le Mezzogiorno et en Lombardie et pour le stockage de gaz naturel dans des gisements désaffectés.

exploitation de gisements d'hydrocarbures

L'essentiel des interventions d'intérêt commun européen, soit 376,5 millions, contre 338 millions en 1975, a pour objet des projets tendant à améliorer l'approvisionnement en énergie de la Communauté, notamment par l'exploitation et le stockage de ressources en hydrocarbures et en tourbe (63,8 millions) le transport du gaz naturel (128,9 millions), l'exploitation d'un gisement d'uranium, la construction d'une centrale nucléaire (111,3 millions) et celle d'une station de transfert d'énergie par pompage (42 millions). Les autres interventions concernent des liaisons entre pays membres (16,4 millions), un projet industriel réalisé, en Italie, par une coopération étroite d'entreprises de plusieurs pays membres et produisant des moteurs diesel* dans les Pouilles, enfin au Royaume-Uni, des prototypes de trains électriques à grande vitesse* mettant en œuvre une technologie nouvelle.

et transport de gaz naturel

En ce qui concerne le **gaz naturel**, la Banque a accordé à la British Gas Corporation 78,8 millions de prêts pour le financement de deux projets d'extension du réseau de transport du gaz naturel de la Mer du Nord*, dont les livraisons, à plein régime, augmenteront d'environ un tiers les ressources britanniques de gaz naturel, contribuant ainsi à une réduction sensible de la dépendance de la Communauté vis-à-vis de l'extérieur pour son approvisionnement en hydrocarbures. La Banque a également consenti trois prêts d'un montant total de 40,2 millions, d'une part pour l'extension et l'interconnexion des réseaux de gazoducs en Lombardie et dans le Mezzogiorno*, d'autre part, pour la conversion à Sergnano, en Lombardie, de gisements de gaz désaffectés en réservoirs pour le stockage du gaz naturel. Ces projets renforceront l'efficacité, la régularité et la sécurité des approvisionnements.

La Banque a en outre contribué, pour un montant total de 70,4 millions, au financement de trois projets de mise en valeur des **ressources pétrolières** de la Mer du Nord: la mise en exploitation des deux gisements de Beryl et de Thistle, situés respectivement au sud-est et au nord-est des îles Shetland, et la construction d'un oléoduc sous-marin entre le gisement de Ninian et le terminal pétrolier de Sullom Voe. Vers 1980, la production des trois gisements devrait représenter 30 % des besoins en pétrole brut du Royaume-Uni ou encore 5 % des besoins de la Communauté.

centrale nucléaire et gisement d'uranium

Trois concours d'un montant total de 111,3 millions ont été accordés, d'une part, pour la construction de deux tranches de la **centrale nucléaire** de Gundremmingen en Bavière (101,6 millions sous forme de garanties) et d'autre part, pour la mise en valeur d'un gisement d'uranium dans la province de Bergame, en Lombardie*. Des financements d'un montant total de 72,5 millions ont également été consentis en faveur de deux autres **centrales électriques**. La première, une station de transfert d'énergie par pompage à Dinorwic, près du Mont Snowdon dans le nord du Pays de Galles, la plus importante d'Europe, utilisera l'énergie électrique durant les heures creuses pour créer, par pompage à des altitudes supérieures, un potentiel hydraulique utilisable pour la production d'électricité aux heures de pointe. La seconde est la centrale thermique de Maasbracht* (province du Limbourg, Pays-Bas) dont la moitié de la production sera livrée au réseau d'interconnexion germano-hollandais.

centrale thermique et centrale de transfert par pompage

Enfin, la mise en valeur de nouvelles **tourbières*** en Irlande pour l'alimentation de centrales électriques a fait l'objet d'un prêt.

Tableau 3: Financements dans la Communauté en 1976
Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations sur prêts globaux	Total	dont affectations sur prêts globaux	
Infrastructures	39		788,2		72,6
Aménagement agricole	1		30,1		2,8
Eau (captage, distribution, épuration)	6		74,3		6,8
Transports	6		107,2		9,9
Chemins de fer	1		19,7		1,8
Transports maritimes et fluviaux	5		87,5		8,1
Télécommunications	8		200,1		18,4
Energie	18		376,5		34,7
(Production)	(11)		(247,6)		(22,8)
Energie nucléaire	3		111,3		10,2
Centrales thermiques	2		30,4		2,8
Centrales hydro-électriques de production et de transfert	2		42,1		3,9
Exploitation d'hydrocarbures	3		60,5		5,6
Extraction de combustibles solides	1		3,3		0,3
(Transport)					
Gazoducs et oléoducs	7		128,9		11,9
Agriculture, Industrie et Services	120	86	297,8	47,5	27,4
Industrie ⁽¹⁾	120	86	297,8	47,5	27,4
Industries extractives*	3	3	2,2	2,2	0,2
Production et première transformation des métaux*	21	11	109,3	8,3	10,1
Matériaux de construction*	8	7	7,2	3,6	0,7
Industrie du bois	4	3	3,8	1,4	0,3
Verre et céramique	2	1	4,7	0,6	0,4
Industrie chimique*	15	8	98,7	4,2	9,1
Ouvrages en métaux et mécanique	14	13	8,7	6,1	0,8
Automobiles, matériel de transport	4	3	17,1	2,0	1,6
Construction électrique — électronique	9	8	6,3	4,6	0,6
Produits alimentaires	16	15	7,7	6,0	0,7
Textiles et cuirs	5	5	4,4	4,4	0,4
Pâte à papier, papier*	3	3	1,3	1,3	0,1
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	7	4	11,9	2,1	1,1
Autres industries	1	1	0,1	0,1	—
Bâtiments — Génie civil	1	1	0,6	0,6	—
Prêts globaux	7	—	13,7 ⁽²⁾		1,3
Total général	159	86	1 086,0	47,5	100,0

(¹) Dont industries de base* (marquées d'un astérisque): 218,7 millions u.c.

(²) Différence entre le montant des 7 prêts globaux accordés en 1976 (61,2 millions u.c.) et le montant des affectations décidées pendant cette même période (47,5 millions u.c.) sur des prêts globaux en cours.

Les infrastructures de **transport** d'intérêt commun à plusieurs États membres, qui ont longtemps constitué une part importante des financements justifiés par un intérêt commun européen (25 % au cours de la période 1958-1976), ont bénéficié de 16,4 millions de prêts seulement en 1976, pour deux projets: d'une part, l'acquisition d'un navire polyvalent de transport pour véhicules et passagers qui assurera le service entre Holyhead (nord du Pays de Galles) et Dun Laoghaire (Irlande); d'autre part, l'agrandissement de deux aéroglisseurs assurant les liaisons rapides Douvres-Boulogne et Douvres-Calais.

788,2 millions pour des infrastructures

dont 376,5 millions pour l'énergie

La *répartition sectorielle* de l'activité de la Banque (cf. tableau n° 3 page 34), est caractérisée par la forte proportion des financements en faveur d'**investissements d'infrastructure** qui, en 1976, constituent 72,6 % de l'ensemble des concours dans la Communauté. Leur montant total, 788,2 millions en 39 contrats de financement, reste cependant du même ordre qu'en 1975 (779,3 millions). Ce niveau élevé tient d'ailleurs en grande partie au fait que la Banque classe dans cette catégorie l'ensemble de ses opérations en faveur du secteur de l'énergie qui ont augmenté d'environ 15 % par rapport à 1975 et atteignent, avec 376,5 millions, près de la moitié des financements d'infrastructures et 35 % de l'ensemble des concours dans la Communauté. Les autres infrastructures ayant fait l'objet de prêts sont les télécommunications (200 millions), les transports ferroviaires et maritimes (107,2 millions), l'aménagement des eaux et les aménagements hydro-agricoles (ensemble 104,4 millions).

Ainsi, depuis la crise de l'énergie de 1973-1974, la prépondérance des projets dans le secteur de l'énergie se confirme, la part du nucléaire se stabilisant alors que celle des hydrocarbures s'accroît; les projets de télécommunications se maintiennent à un niveau élevé dans les régions où leur insuffisance constitue un frein au développement. On note, en revanche, un net fléchissement des projets d'infrastructures de transport dont le réseau s'est considérablement étendu au cours des quinze dernières années. Enfin les projets d'aménagement des eaux prennent une place accrue, justifiée par leur importance capitale pour l'agriculture de l'Italie du Sud et pour le développement industriel de nombreuses zones de conversion du Royaume-Uni.

mais les concours à l'industrie progressent

Les concours en faveur d'**investissements industriels** ont connu, en 1976, une importante progression. Ils atteignent 297,8 millions, soit 27,4 % de l'ensemble des opérations dans la Communauté contre 15,1 % en 1975, et retrouvent presque leur niveau record de 1974 (301 millions).

Les secteurs de la chimie et de la première transformation des métaux, principalement pour la modernisation et la restructuration de grandes entreprises sidérurgiques, ont bénéficié des montants les plus importants, suivis de loin par les industries mécaniques et électriques, et la transformation du caoutchouc.

113 initiatives industrielles dont 86 petites et moyennes

Les prêts globaux à des instituts intermédiaires pour le financement de **petites et moyennes initiatives** ont de nouveau progressé — 61,2 millions en faveur de 7 instituts — en Italie, en Belgique et au Danemark. C'est également dans ces trois pays que se situent les petites et moyennes initiatives industrielles auxquelles ont été affectés, en 1976, des crédits sur des prêts globaux en cours.

Sur 113 initiatives industrielles ayant bénéficié directement ou indirectement de concours de la BEI, 86 sont de petites et moyennes initiatives qui ont obtenu



Les financements de projets de mise en valeur des ressources d'hydrocarbures de la Mer du Nord ont été poursuivis en 1976 par l'octroi de 70,4 millions d'unités de compte pour l'exploitation des gisements de Beryl et de Thistle et la construction d'un oléoduc sous-marin entre le gisement de Ninian et les Iles Shetland. Au total 376,5 millions ont été accordés pour des investissements qui contribuent à l'approvisionnement en énergie de la Communauté et parmi ceux-ci la mise en valeur d'un gisement d'uranium, ainsi que la construction d'une centrale nucléaire et d'une station de transfert d'énergie par pompage.

16,7 % des montants totaux consentis à des investissements industriels ⁽¹⁾. Mais le principal intérêt de ces opérations réside dans leur contribution au développement régional, grâce à la multiplication d'activités industrielles diversifiées dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Les petites et moyennes initiatives ainsi financées devraient contribuer à la création directe de quelque 4 200 emplois, le montant d'investissement par emploi créé étant de 29 000 unités de compte seulement, contre 156 000 unités de compte pour les projets industriels de plus grande dimension instruits selon la procédure d'examen individuel.

La répartition des financements selon la *localisation des projets* est, bien entendu, étroitement liée à leur ventilation selon l'objectif de politique économique visé. Ainsi, une part prépondérante des financements a été consacrée à des projets d'intérêt régional, principalement en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande, et des montants importants ont été consentis pour des projets énergétiques d'intérêt commun, au Royaume-Uni.

Cette répartition a, en outre, été influencée par des considérations d'ordre monétaire et financier. En effet, la BEI offre la majeure partie de ses concours en des monnaies autres que la monnaie nationale de l'emprunteur et, compte tenu de l'origine de ses ressources (cf. page 53), ses taux d'intérêt sont voisins de ceux qui sont en vigueur sur les marchés internationaux des capitaux. Les promoteurs des pays à monnaie faible, lorsqu'ils ne sont pas protégés contre le risque de change par des dispositions appropriées, hésitent le plus souvent à contracter des emprunts en monnaie étrangère, bien que les taux offerts soient inférieurs à ceux en vigueur sur leur marché national. Inversement, dans certains pays à monnaie forte, les emprunteurs trouvent sur leur marché national des conditions d'emprunt plus attrayantes que celles que peut offrir la BEI.

**417,6 millions pour
des projets au
Royaume-Uni**

Le **Royaume-Uni** se trouve être pour la première fois le pays où les financements ont été les plus importants: 417,6 millions (259 millions de livres sterling) soit 38,5 % du montant total consenti dans la Communauté, contre 334,5 millions (187 millions de livres sterling) en 1975. Mis à part le cas du secteur pétrolier, les demandes de financement ont été essentiellement le fait de services publics et d'entreprises nationalisées, pour les emprunts desquels le Trésor assume la couverture du risque de change.

**382,6 millions en
Italie**

Les prêts pour des projets localisés en **Italie** marquent eux aussi une nouvelle progression et atteignent 382,6 millions (342 milliards de lires), soit 35,2 % des financements dans les pays membres, contre 358,8 millions (290 milliards de lires) en 1975. L'ampleur exceptionnelle des besoins de financement, principalement pour le développement du Mezzogiorno, justifie certes des montants aussi importants, répartis entre projets d'infrastructures et investissements industriels d'entreprises semi-publiques et privées, grandes et petites; toutefois cela n'a été possible que grâce à la mise en œuvre par le gouvernement italien d'un ensemble de mesures comportant, en particulier, la prise en charge du risque de change et l'octroi de la garantie de l'État.

**reprise des opérations en
Allemagne (110,8 millions)**

La reprise des opérations en **Allemagne**, pour un montant de 110,8 millions (325 millions de Deutsche Mark), soit 10,2 % des concours dans la Communauté, s'est effectuée, en raison de la disponibilité de ressources sur le marché national à des taux d'intérêt quelque peu inférieurs à ceux de la Banque, principalement par l'octroi de garanties (101,6 millions) pour des prêts consentis par un consortium bancaire pour le financement d'une centrale nucléaire.

⁽¹⁾ 47,5 millions d'affectations sur prêts globaux sur 284 millions, déduction faite de la partie non affectée des prêts globaux (cf. tableau n° 3 page 34).

60,1 millions pour des projets en France

En **France**, les emprunteurs privés et le secteur nationalisé ont préféré emprunter sur le marché national, en évitant d'assumer un risque de change, ou sur le marché international et le marché des États-Unis. Seule l'Administration des Postes et Télécommunications a eu recours aux prêts de la BEI à concurrence d'un montant total de 60,1 millions (321,4 millions de francs français), soit 5,5 % des concours dans les pays membres.

57,4 millions en Irlande

En **Irlande**, l'ampleur des besoins de financement pour le développement régional, dans une conjoncture économique par ailleurs difficile, a conduit à une nette augmentation des prêts, qui sont passés de 37,7 millions en 1975 à 57,4 millions (35,4 millions de livres irlandaises) en 1976.

Pays-Bas: 30,4 millions prêts globaux en Belgique

Dans les pays du Benelux, où les concours de la Banque ont toujours été assez limités et irréguliers, les financements ont atteint 30,4 millions (91 millions de florins) aux **Pays-Bas**, en majeure partie sous forme d'une garantie, et 17,9 millions (750 millions de francs belges) en **Belgique** pour un prêt global.

et au Danemark

Enfin, au **Danemark**, trois prêts ont été consentis pour des projets d'intérêt régional d'un montant total de 9,1 millions (59,5 millions de couronnes danoises).

Tableau 4: Financements dans la Communauté en 1976 et de 1958 à 1976
Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Localisation	1976			1958-1976 (1)		
	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total
Pays Membres						
Belgique	1	17,9	1,7	9	112,0	1,9
Danemark	3	9,1	0,8	16	53,1	0,9
Allemagne	3	110,8	10,2	72	765,1	12,8
France	3	60,1	5,5	100	1 152,8	19,2
Irlande	3	57,4	5,3	15	164,1	2,7
Italie	34	382,6	35,2	288	2 613,6	43,5
Luxembourg	—	—	—	3	9,0	0,1
Pays-Bas	2	30,4	2,8	9	105,2	1,8
Royaume-Uni	24	417,6	38,5	54	968,8	16,1
Hors Communauté (2)	—	—	—	3	61,7	1,0
Total	73	1 086,0	100,0	569	6 005,4	100,0
(dont garanties) (3)	(3)	(118,2)	(10,9)	(12)	(228,2)	(3,8)

(1) Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

(2) Opérations intéressant directement la Communauté, effectuées en vertu de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 des Statuts de la Banque aux termes duquel le Conseil des Gouverneurs peut autoriser le financement d'investissements hors de la Communauté.

(3) Dont Allemagne 118,8 millions; Italie: 90,2 millions; Pays-Bas, 16,5 millions; France 2,7 millions.

Financements à l'extérieur de la Communauté

Les financements en faveur de projets localisés dans divers pays ou territoires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et du Bassin méditerranéen s'inscrivent dans la politique de coopération économique et financière de la Communauté avec ces pays.

Les projets sont, de ce fait, sélectionnés en fonction des objectifs et critères définis dans les différents accords, protocoles financiers ou textes spécifiques. De ce point de vue, le critère fondamental est la contribution au développement économique du pays concerné, compte tenu de la politique de développement de celui-ci. Bien entendu, ils doivent, en outre, satisfaire aux critères généraux d'interventions de la Banque.

**187,3 millions au titre
de la coopération au
développement**

La plupart de ces concours sont accordés par la Banque sur ses ressources propres, à ses conditions habituelles, mais s'assortissent le plus souvent de bonifications d'intérêt sur fonds budgétaires. La Banque effectue également des opérations à des conditions favorables sur des ressources budgétaires qu'elle gère sur mandat et pour compte des États membres ou de la Communauté; ces opérations spéciales sont comptabilisées hors bilan dans la Section Spéciale (cf. page 67).

**dont 142,4 sur les ressources
propres de la Banque**

En 1976, les financements à l'extérieur de la Communauté ont plus que doublé atteignant au total 187,3 millions (contre 89 millions en 1975), soit 14,7 % de l'ensemble des financements de l'exercice. Cette augmentation concerne essentiellement les prêts de la Banque sur ses ressources propres qui ont presque triplé, atteignant 142,4 millions (contre 48,9 millions en 1975). En revanche, les opérations spéciales sur les ressources des États membres, directement ou par l'intermédiaire du Fonds Européen de Développement (FED), se sont maintenues à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent: 44,9 millions, contre 40,1 millions.

Cette progression de l'activité de la BEI hors Communauté est imputable à une mise en œuvre rapide, d'une part, des concours au Portugal où, dès la première année, 60 % des 150 millions de prêts prévus pour 1976 et 1977 au titre de l'aide d'urgence ont été effectivement engagés et, d'autre part, des premières opérations dans les pays ACP, signataires de la Convention de Lomé, où 61,7 millions ont été accordés sous forme de prêts sur les ressources propres de la Banque et de capitaux à risques sur les ressources du FED.

Au contraire, l'épuisement progressif des ressources prévues dans les protocoles financiers avec la Grèce et la Turquie, dans la seconde Convention de Yaoundé avec 19 États Africains, Malgache et Mauricien Associés (EAMMA) et dans la décision du 29 septembre 1970 relative aux Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) s'est accompagné d'un ralentissement sensible des opérations dans ces pays.

Portugal

**aide d'urgence au
Portugal: 90 millions**

A la suite de la décision prise par les instances communautaires et la Banque d'offrir au Portugal une aide exceptionnelle d'urgence, deux premiers contrats de prêts pour un montant total de 50 millions avaient été signés dès avril 1976. Pour l'ensemble de l'année, quatre prêts ont été accordés pour un montant total de 90 millions dont 55 millions pour l'équipement énergétique et 35 millions pour des investissements industriels.

**pour l'équipement
énergétique**

Dans le secteur de l'énergie, deux prêts sont destinés au financement de deux importants projets du programme d'investissement de l'entreprise publique responsable de l'équipement électrique du pays. Le premier (35 millions) a contribué au financement d'une centrale thermique de 500 MW à Setubal, près de Lisbonne, des lignes de raccordement au réseau à haute tension existant et de l'interconnexion de ces lignes avec le réseau espagnol. Le second (20 millions) concerne la construction d'une centrale hydroélectrique de 167 MW sur le Douro, à l'est de Porto.

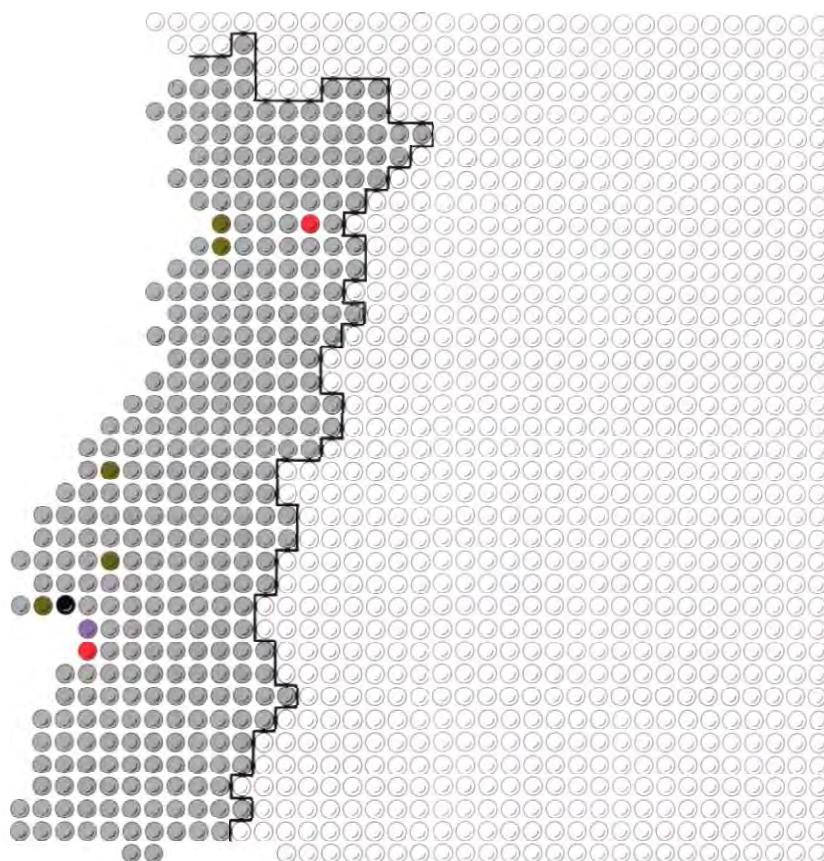
et l'industrie

Dans le secteur industriel, la BEI a accordé un prêt de 20 millions à la Companhia Uniao Fabril (CUF) pour le financement d'installations de traitement des cendres de pyrite; cette valorisation d'un sous-produit de la fabrication de l'acide sulfurique permettra la production de 340 000 t/an de pellets ferreux pour la sidérurgie. Le projet comprend également la modernisation d'installations de métallurgie du cuivre. Fabriquant des produits chimiques et métallurgiques, la CUF est le plus important groupe industriel du Portugal.

Un prêt global de 15 millions a été octroyé au Banco de Fomento Nacional (banque portugaise de développement). Ce prêt est destiné au financement de petites et moyennes initiatives dans les secteurs industriel ou touristique. Sur ce prêt 3,35 millions ont été affectés en 1976 à cinq initiatives pour la fabrication de conduites en ciment, de bouteilles, de serrures, de matelas et de produits pharmaceutiques.

**Projets financés
au Portugal en 1976**

- Energie
- Industrie de base
- Prêts globaux
- Affectations sur prêts globaux



Grèce

attente des nouveaux protocoles financiers en Grèce

Les derniers prêts sur le montant de 125 millions de dollars, prévu au titre du protocole financier annexé à l'Accord d'Association entre la Grèce et la Communauté de 1962, ont été engagés en 1975. Il restait seulement à affecter, en faveur de petites et moyennes initiatives industrielles, le solde du prêt global à la Banque Nationale d'Investissement Industriel (NIBID). Seize affectations ont ainsi été décidées pour un montant total de 7,4 millions, principalement pour des industries alimentaires, mais aussi pour des industries du textile et de la chaussure, des fabriques de meubles, de peintures, de produits chimiques et d'articles en caoutchouc, localisées en majeure partie dans des régions moins développées. Les investissements financés devraient assurer la création directe de près de 700 emplois.

Turquie

et en Turquie

Deux prêts à des conditions spéciales sur ressources des États membres pour un total de 6 millions, ont été accordés en application du second protocole financier concernant la Turquie entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973.

concours pour un complexe papetier

Un prêt de 5 millions complète le financement octroyé à la fin de l'année 1973 pour un projet intégré de mise en valeur des forêts de la région méditerranéenne et de production de carton, de papier kraft et de bois d'œuvre. L'implantation du complexe industriel se fera près de Mersin afin de préserver la vocation touristique de la région d'Antalya initialement retenue. La partie industrielle du projet devrait assurer la création directe d'environ 1 200 emplois, l'exploitation forestière devrait offrir quelque 6 500 nouveaux postes de travail, dont 2 700 dans des activités annexes comme les transports.

Un prêt global d'un million a été consenti à l'État turc pour financer les dépenses en devises relatives à la préparation et à la définition de projets d'investissements du secteur public. Deux affectations d'un montant total de 1,3 million ont été décidées, sur le solde d'un prêt global analogue accordé en 1973, pour le financement d'études portant sur un tronçon autoroutier en Thrace et sur le développement et l'utilisation des ressources forestières de la région méditerranéenne du pays.

et pour de petites initiatives industrielles

Dix affectations d'un montant total de 4,1 millions ont été autorisées en 1976 en faveur de petites et moyennes initiatives industrielles sur deux prêts globaux octroyés en 1974 et 1975 à la SYKB (Banque d'Investissement et de Crédit Industriel) ainsi que sur un contrat-cadre conclu en 1974 pour des financements par l'entremise de la TSKB (Banque de Développement Industriel de Turquie). Quatre de ces initiatives relèvent de la construction mécanique et métallurgique. Ces investissements industriels devraient permettre la création directe de plus de 900 emplois.

Le solde encore disponible sur le montant de 195 millions prévu au titre du second protocole financier, pour les opérations spéciales, n'est plus que de 6,3 millions, auxquels devraient s'ajouter les 47 millions du protocole complémentaire, signé à la suite de l'élargissement de la Communauté, mais dont les procédures de ratification ne sont toujours pas achevées.



Les financements à l'extérieur de la Communauté ont atteint 187,3 millions d'unités de compte dont 142,4 millions sur les ressources propres de la Banque et 44,9 sur les ressources des États membres ou du Fonds Européen de Développement. L'accroissement enregistré par rapport à 1975 a tenu en partie à l'entrée en vigueur de la Convention de Lomé. A ce titre et à celui des deux Conventions de Yaoundé 14 projets localisés dans 12 États ACP et PTOM ont bénéficié d'un montant total de 91,3 millions, essentiellement pour l'exploitation des ressources minières, agricoles et hydroélectriques, pour des liaisons routières et ferroviaires et divers investissements industriels.

91,3 millions dans les États ACP et les PTOM

29,5 millions pour des projets dans les États Africains, Malgache et Mauricien Associés et Pays et Territoires d'Outre-Mer

et 61,7 millions pour les premières opérations dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM)

En 1976, la Banque a signé tant au titre des Conventions de Yaoundé et de la décision du 29 septembre 1970 concernant les PTOM, qu'au titre de la Convention de Lomé, 19 contrats de financement d'un montant total de 91,3 millions en faveur de 14 projets. Ces financements comprennent, d'une part, 7 prêts d'un montant total de 52,4 millions sur les ressources propres de la Banque pour des projets industriels ou du secteur de l'énergie et, d'autre part, sur les ressources du FED, cinq prêts à des conditions spéciales et sept concours sous forme de capitaux à risques pour un montant total de 38,9 millions.

Au cours de l'exercice, la BEI a conclu sept contrats de financement pour des projets localisés dans cinq des États signataires des **Conventions de Yaoundé** et deux autres pour des projets situés sur le Territoire de la Nouvelle-Calédonie, pour un montant total de 29,5 millions dont 10,9 millions en deux prêts sur les ressources propres de la Banque et 18,6 millions en cinq prêts à des conditions spéciales sur les ressources du FED. Ces financements portent à 95 millions le montant des prêts sur ressources propres de la Banque engagés dans le cadre de la seconde Convention de Yaoundé et de la décision concernant les PTOM. Quant aux prêts à des conditions spéciales, il restait, en fin d'exercice, 18,5 millions à engager sur le montant de 90,5 millions initialement prévu.

Les deux prêts sur les ressources propres de la Banque ont contribué au financement d'une usine de clinker au **Togo** (5,9 millions), dont il sera question plus loin, et de l'extension des capacités de production de nickel de la Société Métallurgique Le Nickel en **Nouvelle-Calédonie** (5 millions).

Les cinq prêts à des conditions spéciales sur les ressources du FED gérées par la Banque dans le cadre de sa Section Spéciale, concernent :

- la création d'un périmètre irrigué de 180 hectares de cultures maraîchères dans la presqu'île du Cap Vert au **Sénégal** et un hangar frigorifique à Dakar (4,6 millions) ;
- l'extension des installations d'alimentation en eau de la ville de Korhogo, dans le nord de la **Côte-d'Ivoire** (1 million) ;
- la construction du tronçon Owendo-Booué du chemin de fer transgabonais au **Gabon** (7 millions) ;
- la rectification du tracé du chemin de fer Brazzaville-Pointe Noire dans sa traversée du Mayombe au **Congo** (3,6 millions) ;
- la liaison routière Moindou-Bourail en **Nouvelle-Calédonie** (2,4 millions).

Grâce à un important travail préparatoire effectué dès 1975, notamment à l'occasion des missions de programmation, la Banque a pu, au cours du second semestre de l'année 1976, dès la mise en place des textes d'application, accorder ses premiers financements au titre de la **Convention de Lomé**, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1976, à savoir :

- cinq prêts sur ses ressources propres d'un montant total de 41,5 millions assortis d'une bonification d'intérêt de 3 % et
- sept opérations sur capitaux à risques pour 20,2 millions.

Tableau 5: Financements à l'extérieur de la Communauté en 1976 et de 1963 à 1976

Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Pays	1976			1963—1976 ⁽¹⁾		
	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total
Opérations ordinaires						
Grèce	—	—	—	22	116,4	12,5
Portugal	4	90,0	48,1	4	90,0	9,7
Turquie	—	—	—	2	25,0	2,7
EAMMA-ACP-PTOM ⁽³⁾	7	52,4	28,0	40	187,6	20,2
Cameroun	1	13,5	7,2	10	30,8	3,3
Congo	—	—	—	1	9,0	1,0
Côte-d'Ivoire	—	—	—	10	51,2	5,5
Gabon	—	—	—	4	4,4	0,5
Ghana	1	10,0	5,3	1	10,0	1,1
Haute-Volta	—	—	—	1	0,5	0,1
Ile Maurice	1	2,0	1,1	2	3,7	0,4
Kenya	1	2,0	1,1	1	2,0	0,2
Mauritanie	—	—	—	1	11,0	1,2
Sénégal	—	—	—	2	3,9	0,4
Togo	2	19,9	10,6	2	19,9	2,1
Zaïre	—	—	—	3	34,2	3,7
Nouvelle-Calédonie	1	5,0	2,7	2	7,0	0,7
Total	11	142,4	76,1	68	419,0	45,1
Opérations spéciales ⁽²⁾ ⁽³⁾						
Turquie	2	6,0	3,2	55	363,7	39,2
EAMMA-ACP-PTOM	12	38,9	20,7	47	146,0	15,7
Cameroun	1	2,3	1,2	7	26,2	2,8
Congo	1	3,6	1,9	3	6,7	0,7
Côte-d'Ivoire	2	3,0	1,6	11	37,6	4,1
Bénin	—	—	—	1	3,3	0,3
Gabon	1	7,0	3,7	3	10,3	1,1
Ghana	1	2,0	1,1	1	2,0	0,2
Haute-Volta	2	4,4	2,3	3	9,5	1,0
Madagascar	—	—	—	1	1,9	0,2
Mauritanie	—	—	—	1	2,7	0,3
Sénégal	1	4,6	2,5	3	6,5	0,7
Tchad	1	7,5	4,0	2	8,7	0,9
Togo	1	2,0	1,1	1	2,0	0,2
Zaïre	—	—	—	2	14,8	1,6
Antilles Néerlandaises	—	—	—	1	4,4	0,5
Surinam	—	—	—	1	1,9	0,2
Nouvelle-Calédonie	1	2,4	1,3	2	3,4	0,4
La Réunion	—	—	—	2	2,8	0,3
La Guadeloupe	—	—	—	1	0,7	0,1
La Martinique	—	—	—	1	0,6	0,1
Total	14	44,9	23,9	102	509,7	54,9
(dont capitaux à risques)	(7)	(20,2)	(10,8)	(10)	(22,7)	(2,4)
Total général	25	187,3	100,0	170	928,7	100,0

⁽¹⁾ Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

⁽²⁾ Opérations à conditions spéciales sur les ressources des États membres soit directement (Turquie), soit par l'intermédiaire du Fonds Européen de Développement (EAMMA-ACP-PTOM) comptabilisées dans la Section Spéciale de la Banque.

⁽³⁾ Cf. tableau 13 pour la ventilation des concours selon le type de financement et la Convention dont ils relèvent.

Cette dernière forme d'aide financière a pour objet de faciliter le financement d'investissements soit par des prises de participation directes permettant un renforcement des fonds propres d'entreprises industrielles, touristiques ou minières, soit par des concours en quasi-capital, par l'octroi de prêts subordonnés ⁽¹⁾ ou de prêts conditionnels ⁽²⁾. Ce mode d'intervention, d'une très grande souplesse, est bien adapté aux exigences de l'industrialisation des pays en voie de développement, soit en complément d'un prêt ordinaire de la Banque, soit comme seule forme de concours dans les plus défavorisés d'entre ces pays où un financement aux conditions du marché serait inadéquat.

dont 41,5 millions sur les
ressources de la Banque

Les *prêts sur les ressources propres de la Banque* ont contribué au financement des investissements ci-après nécessaires à l'approvisionnement en énergie et à l'industrialisation des ACP :

— extension de la centrale thermique de Fort Victoria, dans l'**Ile Maurice**, (2 millions), qui avait fait l'objet d'un premier prêt en 1975;

— construction au **Cameroun**, d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique de 144 MW à Song-Loulou sur la Sanaga, ainsi que de lignes de transport et de postes d'interconnexion (13,5 millions), devant permettre à la Société Nationale d'Electricité du Cameroun (SONEL) de faire face au développement rapide des besoins des régions du sud et de l'ouest du pays;

pour des centrales
électriques et l'industrie

— construction, au **Ghana**, à Kpong, sur le cours inférieur de la Volta, d'un barrage et d'une usine hydro-électrique d'une puissance de 160 MW (10 millions), grâce auxquels la Volta River Authority pourra assurer, jusqu'en 1985, dans les conditions économiquement les plus avantageuses, la couverture des nouveaux besoins en énergie électrique du pays;

— au **Kenya**, un prêt global de 2 millions a été consenti à la Development Finance Company of Kenya Ltd (DFCK) pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles;

— enfin, une usine de clinker au **Togo** (14 millions), déjà mentionnée pour un prêt au titre de la Convention de Yaoundé II et qui a, en outre, fait l'objet de concours en capitaux à risques.

et 20,2 millions de
capitaux à risques

Les *sept opérations de capitaux à risques*, d'un montant total de 20,2 millions, ont contribué au financement des investissements industriels suivants :

— l'extension du complexe sucrier de Banfora en **Haute-Volta** a fait l'objet d'un prêt conditionnel de 1,4 million à l'État et d'un prêt subordonné de 3 millions à la Société Sucrière de Haute-Volta (SOSUHV). Ce projet devrait assurer la création directe d'environ 500 emplois et permettre, en supprimant le recours aux importations de sucre jusqu'aux environs de l'année 1985, une amélioration sensible de la balance des paiements;

pour quatre projets
industriels

— un prêt conditionnel de 7,5 millions a été accordé à la **République du Tchad** pour la réalisation d'un complexe sucrier d'une capacité de 30 000 t de sucre raffiné, à Banda, dans le Sud. Ce projet couvrira la totalité des besoins du pays, pour les dix années à venir, permettant d'importantes économies d'importations; on estime qu'il créera directement environ 2 900 emplois permanents;

(1) Dont le remboursement n'intervient qu'après le règlement des prêts de rang prioritaire.

(2) Dont le remboursement n'intervient que moyennant la réalisation de certaines conditions indiquant que le projet a surmonté certains risques inhérents à sa période de démarrage et a atteint une certaine rentabilité.

**coopération avec d'autres
institutions de financement
du développement**

– un prêt conditionnel de 2,3 millions a été consenti à la Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM) au **Cameroun**, pour contribuer au financement de l'huilerie de Dibombari;

– enfin, trois prêts subordonnés de 2 millions chacun ont été octroyés respectivement à la **Côte-d'Ivoire**, au **Ghana** et au **Togo**, pour contribuer au financement de leur quote-part d'actions de préférence de la Société des Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMAO), dont ces États ont souscrit 92 % du capital. La CIMAO a également bénéficié des deux prêts sur les ressources propres de la Banque, de 5,9 millions et 14 millions, déjà mentionnés, pour son projet de construction d'une usine de clinker d'une capacité d'environ 1 200 000 tonnes/an à Tabligbo au Togo. Cet important projet, qui intégrera la production et la commercialisation d'un produit de base essentiel pour le développement économique des trois États, et créera entre eux de substantiels courants d'échanges, est la première réalisation industrielle, fruit d'une coopération régionale en Afrique de l'Ouest au financement de laquelle la Communauté a participé.

Les interventions de la BEI en faveur de plusieurs de ces projets ont été l'occasion de cofinancement avec divers organismes multilatéraux ou bilatéraux d'aide au développement, tels que la Banque Mondiale (BIRD), le Fonds Européen de Développement (FED), la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la Banque Arabe de Développement Économique pour l'Afrique (BADEA), le Fonds Saudien de Développement, le Fonds Koweïtien de Développement, ou la Banque Islamique de Développement. La coopération d'institutions financières européennes, internationales et arabes au profit d'États africains a été particulièrement active pour des projets au Togo (CIMAO), au Ghana (Kpong) et au Cameroun (Song-Loulou).

Financements accordés de 1958 à 1976

Depuis sa création, en 1958, la Banque Européenne d'Investissement a signé 739 contrats de financement pour un montant total de 6 934,1 millions d'unités de compte aux prix courants, soit quelque 9 900 millions aux prix de l'année 1976 ⁽¹⁾. Le montant global d'investissements fixes ⁽²⁾ auxquels elle a ainsi apporté son concours financier à long terme, à raison de 21 % en moyenne, atteint environ 47 milliards aux prix de 1976. Les financements accordés pour des projets dans la Communauté ont atteint environ 8 600 millions (6 005,4 millions aux prix courants), soit 87 % du total. Ils ont contribué à un montant total d'investissements d'environ 39 milliards aux prix de 1976, devant permettre la création directe de 150 000 emplois et la stabilisation de 60 000 autres.

L'évolution des montants annuels ressort des graphiques pages 18 et ci-dessous. La répartition des montants accordés, jusqu'en 1976 inclus, par objectif de politique économique, selon la localisation des projets et par secteur est donnée par les tableaux 2 (page 23), 3 (page 34) et 4 (page 38).

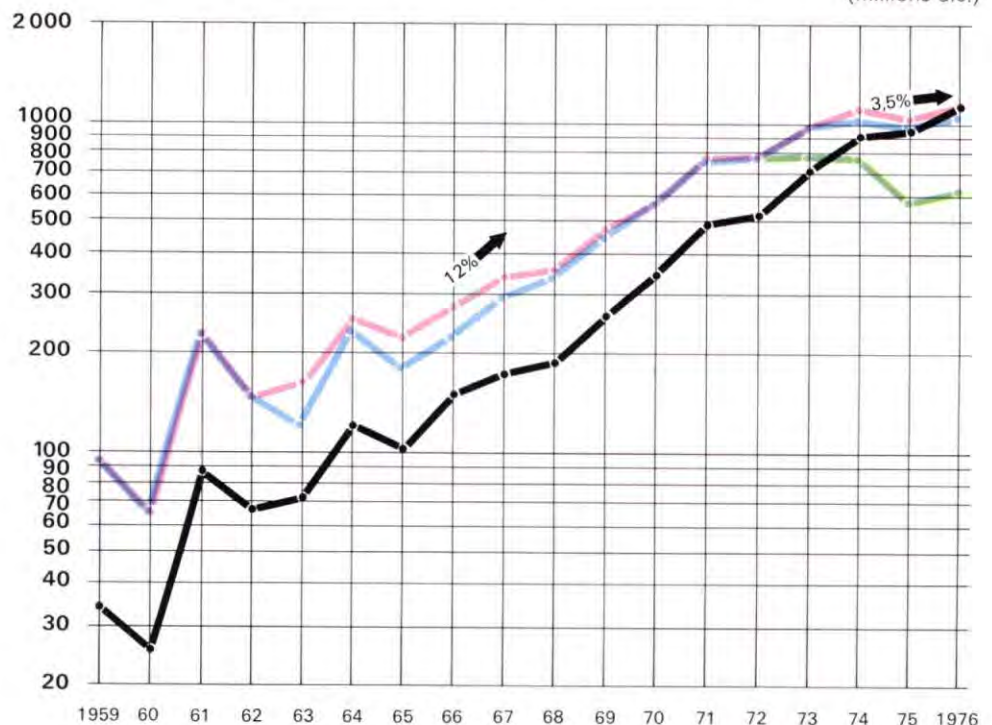
L'activité de la Banque depuis sa création a été analysée dans le précédent Rapport Annuel. Le texte qui suit se borne à rappeler son évolution dans les pays membres depuis l'élargissement de la Communauté en 1973 et à résumer les interventions au titre des différents accords de coopération financière avec des pays tiers.

(1) Les évaluations à prix constants ont été faites sur la base des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe, corrigés par l'indice de variation des taux de conversion des monnaies nationales en unités de compte.

(2) Il s'agit du total des investissements fixes de tous les projets auxquels la Banque a apporté son concours. Ce total a été établi à partir des données qui servaient de base aux plans de financement des promoteurs à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'Administration de la Banque.

Activité de la Banque sur ses ressources propres de 1959 à 1976 à prix constants 1976

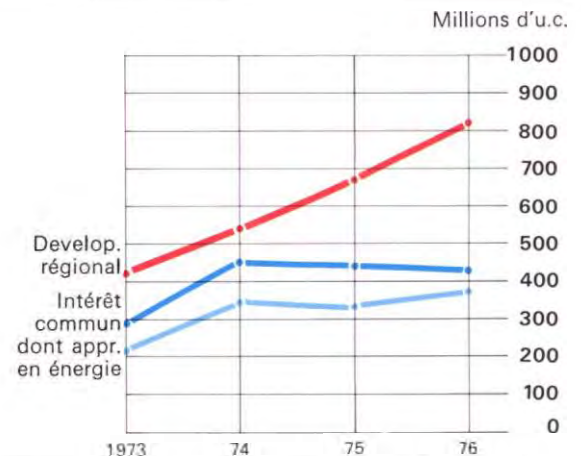
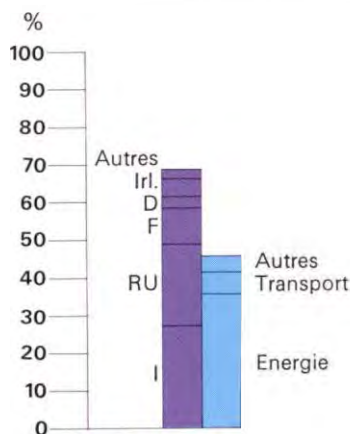
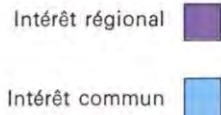
(millions u.c.)



Financements dans la Communauté (1973—1976)

Au cours de la période 1973 à 1976, la BEI a accordé un montant de prêts et garanties de 3 550 millions aux prix courants, soit quelque 59 % du montant total accordé depuis l'origine dans la Communauté.

Répartition par objectif de politique économique

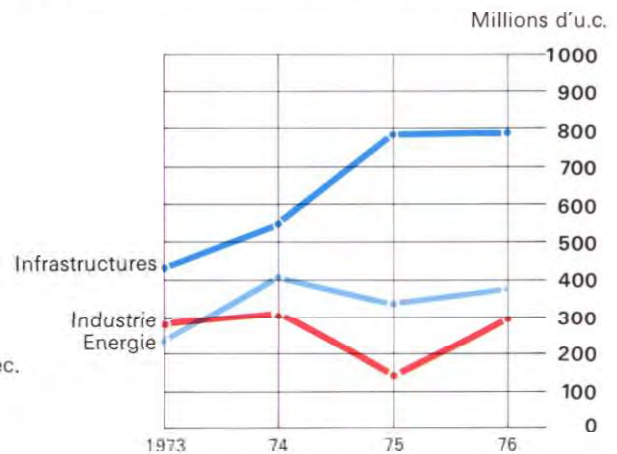
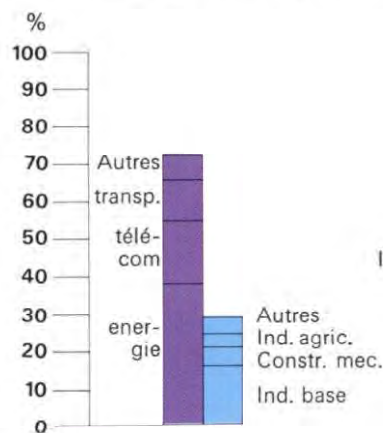


Comme le montrent les graphiques ci-dessus, les concours pour des projets d'intérêt régional ont presque doublé au cours de la période et représentent au total plus des deux tiers des financements de la Banque dans la Com-

munauté. Après une forte progression en 1974, les financements pour des projets d'intérêt commun européenne maintiennent à un niveau élevé; ils concernent en majeure partie des investissements contribuant à améliorer l'appro-

visionnement en énergie de la Communauté. L'ensemble des interventions pour la construction de centrales nucléaires et pour les divers investissements nécessaires à l'utilisation de cette forme d'énergie atteint 495,7 millions.

Répartition par secteur

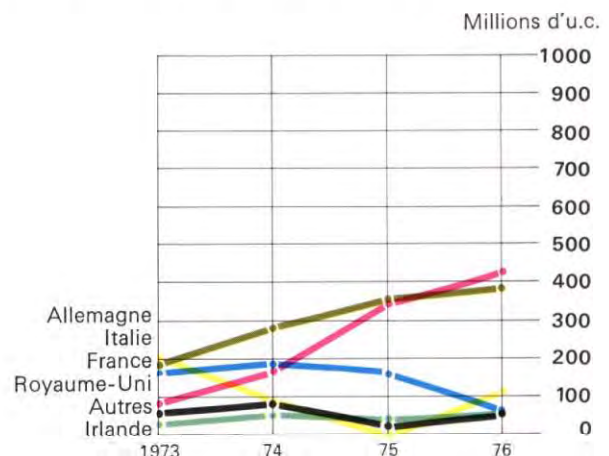
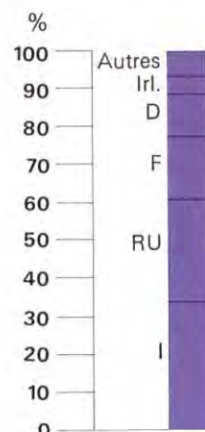


Du fait, notamment, de leur coût unitaire élevé, les projets d'infrastructures absorbent environ 70 % des financements de la BEI dans la Communauté, en majeure partie dans le secteur de l'énergie, mais aussi pour les télécommunications, les infrastructures de transport et l'aménagement des eaux. Mal-

gré la récession de 1975, les financements en faveur de projets industriels atteignent pour l'ensemble de la période 1 017,8 millions, soit près de 30 % du montant total des financements. Ils comprennent 118 concours individuels pour des projets d'assez grande dimension, principalement dans les industries

de base et 439 affectations sur prêts globaux en faveur de petites et moyennes initiatives industrielles dans des secteurs très divers à intensité de main-d'œuvre quatre fois plus élevée en moyenne que celle des projets de grande dimension (26 000 u.c. par emploi créé au lieu de 105 000 u.c.).

Répartition selon la localisation du projet



La répartition des financements selon la localisation des projets financés révèle une forte concentration dans les pays où les problèmes régionaux sont les plus graves: Italie,

Royaume-Uni, Irlande. En outre, les financements accordés pour des projets destinés à améliorer l'approvisionnement en énergie de la Communauté, notamment à partir des

ressources en hydrocarbures de la Mer du Nord ont contribué à une augmentation rapide des concours au Royaume-Uni.

Financements à l'extérieur de la Communauté

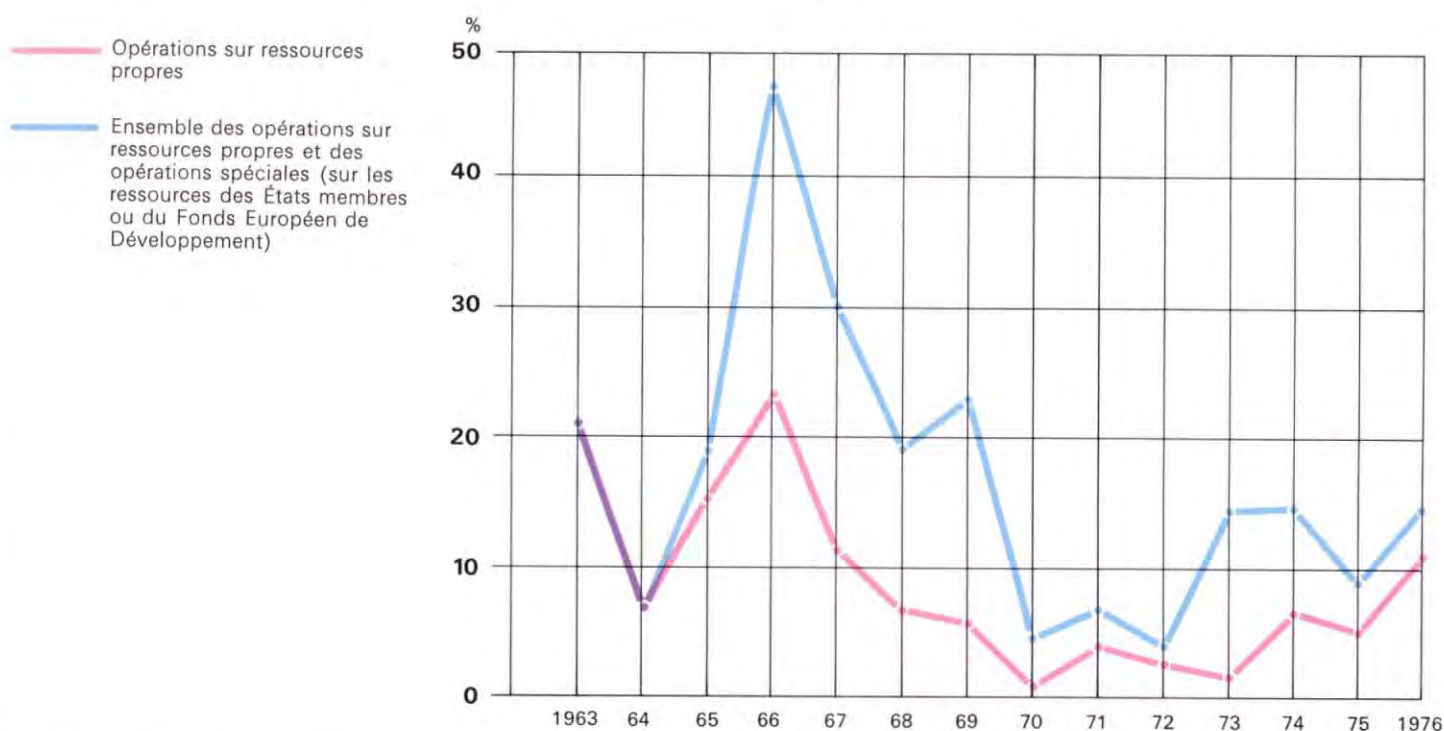
Dans le cadre de la politique de coopération économique et financière que mène la Communauté avec divers pays en voie de développement, la Banque a apporté depuis 1963 son concours à des projets localisés dans un nombre croissant de ces pays. Cette activité s'est effectuée dans le cadre des Accords d'Association conclus par la Communauté avec la Grèce et la Turquie, des deux Conventions de Yaoundé, de la Convention de Lomé, et des Décisions du Conseil des Communautés Européennes relatives aux Pays et Territoires d'Outre-Mer, ainsi que de la Décision du Conseil instituant une aide exceptionnelle d'urgence en faveur du Portugal.

De 1963 à 1976, un montant total de financements de 928,7 millions a été accordé dans ces pays et territoires, dont 419 millions sur les ressources propres de la Banque et 509,7 millions sur des ressources budgétaires mises à sa disposition par les États membres, soit directement, soit par l'intermédiaire du FED ⁽¹⁾ (cf. tableaux 5 page 44 et 13 page 78).

Le graphique ci-dessous, qui présente ces activités en pourcentage de l'activité globale de la Banque, montre que leur évolution est très irrégulière, en raison notamment des périodes transitoires entre l'expiration d'une convention conclue en général pour cinq ans et l'entrée en vigueur de la suivante.

⁽¹⁾ Prêts à conditions spéciales et opérations de capitaux à risques effectués sur mandat et pour compte des États membres ou de la Communauté Économique Européenne (Fonds Européen de Développement) et comptabilisés dans la Section Spéciale de la Banque (cf. page 67).

Évolution de la part de l'activité de la BEI à l'extérieur de la Communauté dans l'activité totale, 1963-1976



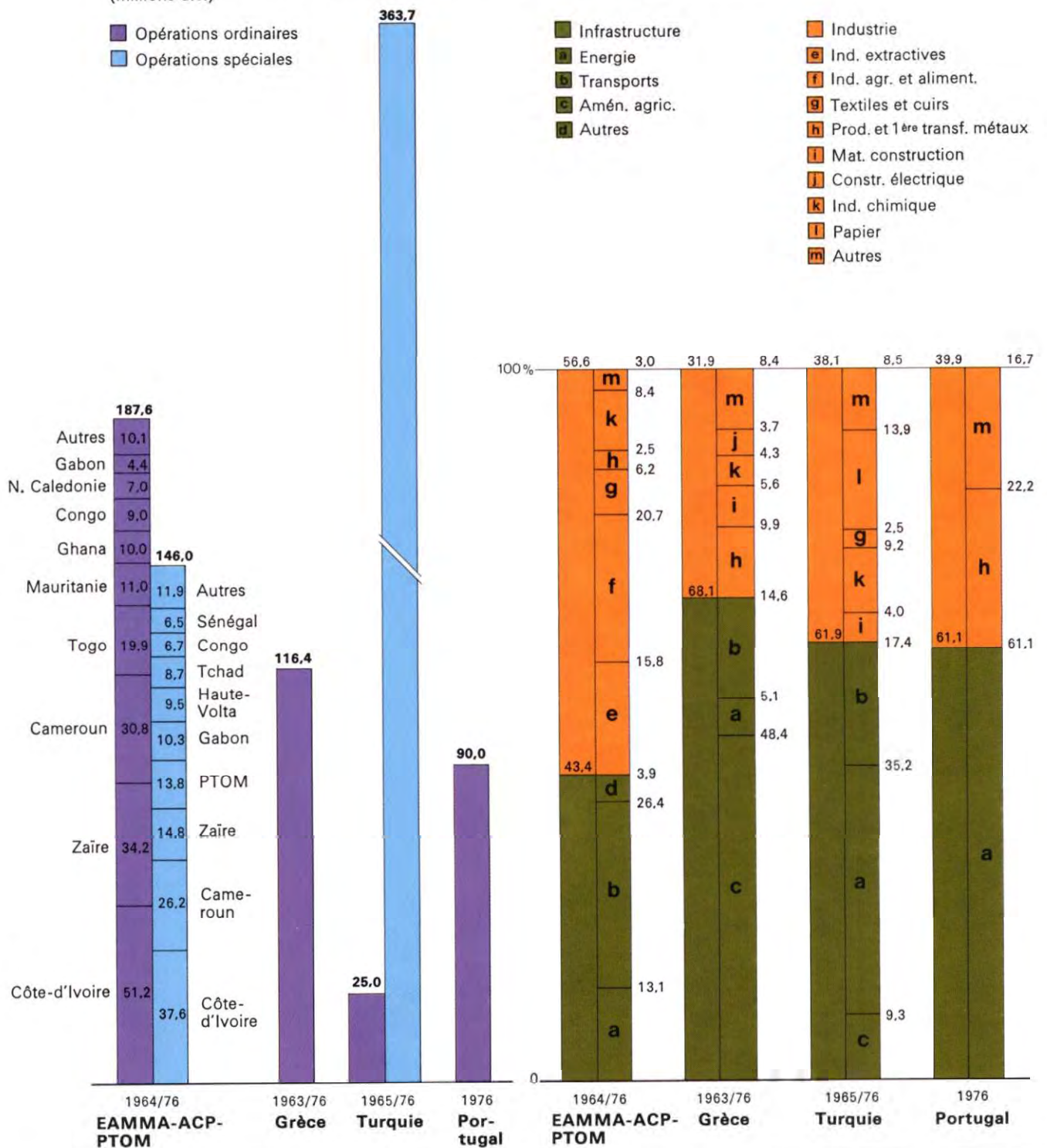
Financements à l'extérieur de la Communauté

Répartition géographique et par type de financements
(millions u.c.)

- Opérations ordinaires
- Opérations spéciales

Répartition par secteurs en %

- Infrastructure
- Energie
- Transports
- Amén. agric.
- Autres
- Industrie
- Ind. extractives
- Ind. agr. et aliment.
- Textiles et cuirs
- Prod. et 1^{ère} transf. métaux
- Mat. construction
- Constr. électrique
- Ind. chimique
- Papier
- Autres



Méditerranée et Portugal

De 1965 à 1976, 57 financements ont été octroyés en **Turquie** au titre des deux premiers protocoles financiers avec ce pays, pour un montant total de 388,7 millions, dont 25 millions de prêts ordinaires (cf. tableau 5 page 44).

La ventilation par secteur des projets financés (tableau 14 page 79) fait apparaître la part importante de l'industrie (38 % du total) et de l'énergie (35 %). Neuf prêts globaux, pour un montant total de 43,2 millions, ont été accordés à la Türkiye Sınai Kalkinma Bankasi (TSKB) et à la Sınai Yatirim ve Kredi Bankasi (SYKB). L'essentiel de ce montant a déjà été affecté à 55 petites et moyennes initiatives industrielles et de service. On peut estimer que les investissements au financement desquels la BEI a ainsi apporté son concours depuis 1965, contribuent directement à la création d'environ 24 000 emplois et à la réduction du sous-emploi saisonnier dans plusieurs zones agricoles.

En **Grèce**, 22 prêts pour un montant total de 116,4 millions d'unités de compte, soit 125 millions de dollars – plafond prévu par le protocole financier – ont été accordés de 1963 à 1975, dont les deux tiers pour des investissements d'infrastructures. L'ensemble de ces financements contribue à la création directe de quelque 7 000 postes de travail et à d'importantes améliorations des conditions d'emploi dans les zones concernées par les projets d'irrigation.

Au **Portugal**, quatre prêts ont été accordés en 1976 pour un montant total de 90 millions (cf. page 39).

Ainsi, dans ces trois pays du sud de l'Europe, les concours de la Banque avaient atteint, au 31 décembre 1976, un montant cumulé de 595,1 millions, soit près des deux tiers de l'activité à l'extérieur de la Communauté.

Afrique — Caraïbes — Pacifique

Les deux **Conventions de Yaoundé** conclues avec les **États Africains, Malgache et Mauricien Associés** (EAMMA) et les deux Décisions concernant les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) ont fixé à 170 millions les plafonds d'intervention de la Banque sur ses ressources propres et à 140,5 millions le montant total des prêts à conditions spéciales ou contributions à la formation de capitaux à risques sur les ressources du Fonds Européen de Développement.

De 1964 à 1976, la Banque a accordé des concours pour un montant total de 271,9 millions en faveur de projets localisés dans les EAMMA et PTOM, dont 146,1 millions de prêts ordinaires sur ses ressources propres, 123,3 millions de prêts à des conditions spéciales et 2,5 millions de contributions à la formation de capitaux à risques sur les ressources du Fonds Européen de Développement.

Ces opérations ont contribué à des investissements d'un coût total d'environ 1 850 millions, dont on peut estimer qu'ils assurent directement la création de plus de 50 000 emplois.

La mise en œuvre de la coopération financière dans les **États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer (États ACP et PTOM), prévue par la **Convention de Lomé**, commencée dès l'entrée en application des textes, a donné lieu à la conclusion de contrats de financement pour un montant de 61,7 millions (cf. ci-dessus, pages 43 à 46).

Ainsi dans l'ensemble des pays et territoires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (EAMMA – ACP – PTOM), un montant total de financements de 333,6 millions a été accordé jusqu'en 1976, soit plus du tiers du montant des concours à l'extérieur de la Communauté.

les ressources ont progressé, atteignant près de 5,6 milliards

Au 31 décembre 1976 les ressources de la Banque (capital versé, réserves et provisions, produits d'emprunts) ont atteint au total 5 587,1 millions d'unités de compte contre 4 665,8 millions au 31 décembre 1975.

Cette progression provient pour 807,6 millions d'une augmentation nette des fonds d'emprunts, compte tenu de la variation des taux de conversion et, pour 75,7 millions des excédents de gestion affectés aux réserves et aux provisions. Le solde de 38,0 millions est constitué par des apports des États membres au capital.

748,9 millions ont été collectés sur les marchés des capitaux

En 1976, les appels de la Banque aux marchés financiers ont atteint 748,9 millions – dont 17 millions provenant de l'attribution à des tiers de certificats de participation au financement des prêts de la Banque – contre 830,7 millions en 1975 et 825,5 millions en 1974.

La diversification des emprunts selon les monnaies a été moins prononcée qu'en 1975. Les mesures monétaires restrictives qui ont été prises par la plupart des pays membres face à une évolution inquiétante de l'inflation et à des spéculations parfois très vives contre leur monnaie ont profondément influencé le niveau des taux d'intérêt et pratiquement fermé certains marchés à la Banque. En émettant cinq emprunts dans trois monnaies des États membres (Deutsche Mark, florins hollandais, francs luxembourgeois), la Banque ne s'est procuré dans les monnaies de la Communauté que 150,1 millions contre 363,8 millions l'année précédente. Cette réduction sensible s'explique aussi par le fait que la Banque a évité de se financer plus largement en Deutsche Mark – malgré la grande liquidité de ce marché et des taux d'intérêt tendant à la baisse – pour tenir compte de la réticence de ses emprunteurs de la plupart des autres pays à assumer le risque de change. Parmi les emprunts dans des monnaies des États membres, une seule émission d'un montant de 11,9 millions (1975: 241,3 millions) a été placée sur un marché intérieur des capitaux, en l'occurrence le marché luxembourgeois.

Dans une proportion plus élevée qu'en 1975, la Banque a dû recourir au dollar des États-Unis (489,3 millions d'unités de compte sur 748,9, soit les deux tiers, contre 298,9 millions en 1975) qui est resté, dans une situation monétaire internationale perturbée, une monnaie relativement stable et attrayante.

Le marché international des obligations libellées en dollar, qui en 1976 a connu un record absolu, a fourni à la Banque une contribution remarquable. Sur ce marché les investisseurs ont souscrit 3 emprunts de la Banque pour un montant total de 246,5 millions de dollars. Aux États-Unis la Banque a pu profiter de la baisse des taux d'intérêt d'un marché très vaste, qui offre des fonds jusqu'à 20 ans, en émettant deux emprunts l'un de 100, et l'autre de 75 millions de dollars. Une deuxième opération, de 30 millions de dollars, sur le marché des Asian-dollars a, en outre, contribué à familiariser ce marché régional avec la Banque.

Au Moyen-Orient une émission publique de 50 millions de dollars a été placée sous la direction d'un syndicat bancaire exclusivement arabe.

Les efforts entrepris depuis quelques années pour élargir géographiquement les possibilités d'emprunt de la Banque ont été poursuivis. En Autriche, la Banque a émis pour la première fois un emprunt en Schilling autrichien, d'une contre-valeur de 18,2 millions. Sur le marché japonais elle s'est adressée cette fois-ci au public par un emprunt libellé en Yen d'une contre-valeur de 30,5 millions, après avoir choisi l'année précédente la voie d'un placement privé.

En Suisse, malgré la forte liquidité du marché et la chute des taux d'intérêt, la Banque ne s'est procuré que 43,8 millions, comparés à 133,8 millions en 1975, en raison de la réticence de ses emprunteurs à s'endetter en Francs suisses.

Le tableau 8, page 74, donne le détail des emprunts conclus durant l'exercice. Déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements de change, l'encours net des emprunts de la Banque atteignait au 31 décembre 1976, 4 723,0 millions contre 3 915,4 millions au 31 décembre 1975, soit un accroissement de 807,6 millions, ⁽¹⁾ dont 16,6 millions encore à recevoir.

Tableau 6: Ressources collectées jusqu'en 1976

Exercice	Nombre total	Emprunts montants (millions u.c.)			Participations de tiers au financement de la BEI (millions u.c.)	Ressources collectées (millions u.c.)
		Emprunts privés	Emprunts publics	Total		
1961	3	7,6	13,8	21,4	—	21,4
1962	2	—	32,3	32,3	—	32,3
1963	3	8,0	27,2	35,2	—	35,2
1964	5	13,5	53,3	66,8	—	66,8
1965	4	—	65,0	65,0	—	65,0
1966	6	24,0	114,5	138,5	—	138,5
1967	8	40,0	154,5	194,5	—	194,5
1968	13	112,5	100,0	212,5	—	212,5
1969	9	63,7	82,3	146,0	—	146,0
1970	7	66,6	102,3	168,9	—	168,9
1971	20	208,0	204,9	412,9	—	412,9
1972	19	133,4	328,6	462,0	17,5	479,5
1973	22	207,0	401,0	608,0	4,3	612,3
1974	16	704,2	121,3	825,5	—	825,5
1975	26	318,6	495,1	813,7	17,0	830,7
1976	17	221,0	510,9	731,9	17,0	748,9
1961—1976	180	2 128,1	2 807,0	4 935,1	55,8	4 990,9

nouvelle structure des taux d'intérêt de la Banque

Au cours de l'exercice l'évolution des taux des prêts de la Banque a été marquée, d'une part, par une certaine tendance à la baisse grâce aux réductions intervenues sur les coûts des emprunts à long et moyen terme et, d'autre part, par une différenciation des taux appliqués selon la durée des prêts et les monnaies décaissées.

En février 1976, le taux unique de 9,5 %, fixé en juillet 1975, a été abaissé à 9 % pour des prêts d'une durée allant jusqu'à 8 ans et maintenu en vigueur pour des prêts d'une durée plus longue. Compte tenu de la structure très divergente des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux, la Banque a décidé en juillet 1976 de fixer des taux différents, non seulement selon les modalités traditionnelles pour des prêts en assortiments de monnaies, mais aussi pour des prêts en monnaie unique: dollar ou franc suisse. Ce système, révisé en octobre et décembre offrait à la fin de l'exercice les taux suivants:

Prêts versés en plusieurs monnaies:	jusqu'à 8 ans	8 1/4 %
	de plus de 8 ans et jusqu'à 12 ans	8 7/8 %
	de plus de 12 ans et jusqu'à 20 ans	9 1/8 %
Prêts versés en une seule monnaie:		
	dollar des États-Unis	
	jusqu'à 8 ans — taux de base 8 ans ⁽²⁾	8 1/2 %
	de plus de 8 ans et jusqu'à 12 ans — taux de base 10 ans ⁽²⁾	9 1/8 %
	de plus de 12 ans et jusqu'à 20 ans — taux de base 15 ans ⁽²⁾	9 1/2 %
	franc suisse	
	jusqu'à 8 ans — taux de base 6 ans ⁽²⁾	6 %

⁽¹⁾ Cf. Annexe C des États financiers page 69.

⁽²⁾ Les taux de base sont fixés par le Conseil d'Administration de la Banque pour des prêts d'une durée déterminée. La Banque applique pour des durées plus longues ou plus courtes la majoration ou minoration correspondant approximativement aux écarts de coût entre emprunts de mêmes durées.

Résultats de gestion

le résultat de gestion a atteint 70,8 millions

Le résultat de gestion a été fortement influencé par l'augmentation de 94,2 millions du montant des intérêts sur prêts alors que le montant des intérêts et charges sur emprunts imputables à l'exercice n'a augmenté que de 74,2 millions. Ce résultat est dû notamment au fait que la Banque s'est efforcée, plus que par le passé, d'utiliser le plus rapidement possible le produit de ses emprunts dans le financement des prêts à long terme afin de réduire le volume de ses liquidités. Compte tenu du niveau relativement élevé des taux d'intérêt qui ont prévalu pour quelques monnaies sur les marchés monétaires au cours de l'exercice, les revenus tirés des placements à court terme ont cependant progressé légèrement, atteignant 37,3 millions, contre 34 millions en 1975.

Les dépenses et charges administratives se sont élevées à 18,6 millions comparées à 14,2 millions en 1975, notamment en raison d'une augmentation de l'effectif de la Banque et du paiement des salaires en franc belge, devise dont le taux de conversion par rapport à l'unité de compte européenne a augmenté au cours de l'exercice. Après la prise en charge de l'annuité d'amortissement des frais d'émission d'emprunts et de primes de remboursement s'élevant à 11,7 millions, contre 9,6 millions en 1975, les résultats de gestion ressortent à 70,8 millions, contre 54,9 millions en 1975.

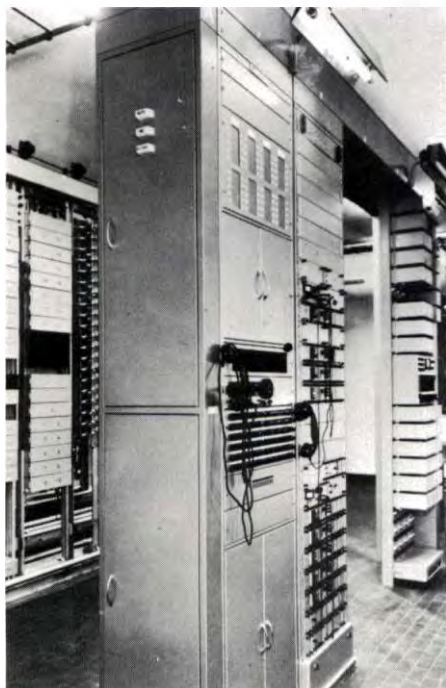
En raison de l'application des taux de conversion par rapport à l'unité de compte européenne au 31 décembre 1976, les résultats de l'exercice 1976 ont été majorés d'environ 4,9 millions au titre des plus-values résultant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts. Rappelons qu'en 1975 cette plus-value s'élevait à 4,5 millions.

l'excédent total de l'exercice a été affecté aux réserves et aux provisions

L'excédent du compte de profits et pertes devant être affecté aux réserves et aux provisions s'élève donc à 75,7 millions contre 59,4 millions en 1975. Il a été attribué à concurrence de 20 millions à la réserve statutaire et pour le solde, aux provisions. Le montant de 4,9 millions correspondant à la plus-value indiquée précédemment a été affecté à la provision pour risques monétaires.

le bilan au 31 décembre 1976: près de 6,6 milliards

Au 31 décembre 1976, le bilan atteignait 6 565 millions contre 5 469 au 31 décembre 1975, accusant ainsi une progression de 20,0 %.



Liste des projets

faisant l'objet de contrats de prêts ou de garanties signés en 1976

Opérations ordinaires

millions u.c. (1)

dans la Communauté

BELGIQUE

750 millions de francs belges 17,9

1. Prêt global à la **Société Nationale de Crédit à l'Industrie — SNCI** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions de développement ou de conversion
750 millions FB 17,9

DANEMARK

59,5 millions de couronnes danoises 9,1

2. Usine de laine minérale à Øster Doense (Ouest du Grand Baelt)
Rockwool A/S
23,5 millions DKr 3,6

3. Extension d'une usine de bois de placage et de panneaux de particules, à Ørehoved (Est du Grand Baelt)

Ørehoved Trae-Og Finerindustri A/S
16,0 millions DKr 2,4

4. Prêt global à l'État danois (**Direktoratet for Egnsudvikling**), pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans les régions de développement
20 millions DKr 3,1

ALLEMAGNE

325 millions de Deutsche Mark 110,8

5.—6. Centrale nucléaire de Gundremmingen (Bavière), tranches B et C
Kernkraftwerk Gundremmingen Verwaltungsgesellschaft mbH

Deux opérations de garantie:
— 150 millions DM 49,1
— 150 millions DM 52,5

7. Restructuration d'une aciérie à Neunkirchen (Sarre)

Neunkircher Eisenwerk AG
25 millions DM 9,2

FRANCE

321,4 millions de francs français 60,1

8. Extension et modernisation des télécommunications dans les zones rurales du département du Finistère (Bretagne)

Administration des Postes et Télécommunications, par l'intermédiaire du **Département du Finistère**
8 millions FF 1,5

9. Extension et modernisation des télécommunications en Aquitaine

Administration des Postes et Télécommunications, par l'intermédiaire de la **Caisse Nationale des Télécommunications**
156,7 millions FF 30,0

10. Extension et modernisation des télécommunications en Auvergne

Administration des Postes et télécommunications, par l'intermédiaire de la **Caisse Nationale des Télécommunications**
156,7 millions FF 28,5

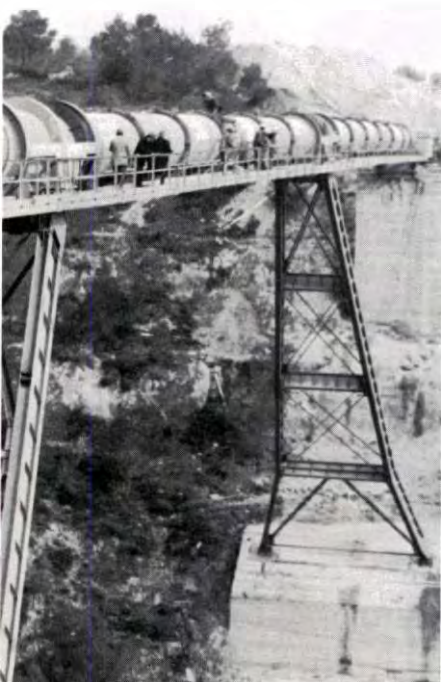
IRLANDE

35,4 millions de livres irlandaises 57,4

11. Extension et modernisation des télécommunications en Irlande

Ministère des Postes et Télégraphes, par l'intermédiaire du **Ministère des Finances**
16,0 millions £ irl 24,1

(1) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale pour les opérations dans les pays membres, et en unités de compte pour les financements effectués dans le cadre de la coopération financière avec des pays extérieurs à la Communauté. Pour ces derniers, les montants en monnaie nationale figurant dans cette liste sont donnés à titre indicatif; ils sont établis sur la base des contre-valeurs en unités de compte utilisées par la Banque lors de la signature des contrats (cf. page 6).



	millions u.c.		millions u.c.
12. Mise en exploitation de tourbières pour la production d'électricité Bord Na Mona 2,2 millions £ irl	3,3	22. Mise en exploitation d'un gisement de minerai d'uranium à Novazza (Lombardie) AGIP S.p.A. 9 milliards Lit	9,7
13. Usine d'ammoniac et d'urée près de Cork (Sud Ouest) Nitrigin Eireann Teoranta 17,2 millions £ irl	29,9	23. Ouvrages d'interconnexion des méthanoducs acheminant le gaz importé en Italie (Lombardie) SNAM S.p.A. 28 milliards Lit	29,2
ITALIE 342 milliards de liras italiennes	382,6	24. Conversion d'un gisement de gaz naturel désaffecté en réservoir de stockage à Sergnano (Lombardie) AGIP S.p.A. 6 milliards Lit	6,3
14. Réseau d'irrigation dans le Haut Metaponte (Basilicate) Cassa per il Mezzogiorno (1) 24 milliards Lit	30,1	25. Renforcement du réseau de méthanoducs en Italie méridionale SNAM S.p.A. , par l'intermédiaire de l' ENI - Ente Nazionale Idrocarburi 4,5 milliards Lit	4,7
15. Approvisionnement en eau de la zone industrielle de Syracuse (Sicile) Cassa per il Mezzogiorno 20 milliards Lit	21,6	26. Restructuration d'un établissement sidérurgique par l'installation d'un train moyen de laminage de tubes sans soudure à Dalmine (Lombardie) Dalmine S.p.A. 13 milliards Lit	14,0
16. Assainissement du Golfe de Naples (deuxième prêt): collecteurs et stations d'épuration d'eaux usées d'origine urbaine et industrielle (Campanie) Cassa per il Mezzogiorno 12 milliards Lit	15,0	27. Extension d'un établissement de tri et de découpage de tôles fortes à Tarente (Pouilles) Siderurgica commerciale Italiana - SIDERCOMIT S.p.A. , par l'intermédiaire de l' IRI - Istituto per la Ricostruzione Industriale 3,5 milliards Lit	3,7
17. Aménagement du port industriel d'Augusta, près de Syracuse (Sicile) Cassa per il Mezzogiorno 20 milliards Lit	20,9	28. Installations anti-pollution dans la zone industrielle de Bagnoli (Campanie) Italsider S.p.A. , par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno et de l' ISVEIMER - Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale 5 milliards Lit	6,3
18. Infrastructures portuaires, routières et ferroviaires dans la zone industrielle de Manfredonia (Pouilles) Cassa per il Mezzogiorno 16 milliards Lit	20,1	29. Rationalisation d'une fonderie de zinc électrolytique et équipements antipollution à Crotone (Calabre) Società Mineraria e Metallurgica di Pertusola p.A. , par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno et de l' ISVEIMER - Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale 3,2 milliards Lit	3,3
19. Infrastructures routières et portuaires dans la zone industrielle de Tarente (Pouilles) Cassa per il Mezzogiorno 24 milliards Lit	30,1	30. Usine de produits réfractaires à Grogastu (Sardaigne) S.p.A. SANAC - Refrattari Argille e Caoline , par l'intermédiaire de l' IMI - Istituto Mobiliare Italiano 3,2 milliards Lit	4,1
20. Extension de l'équipement téléphonique de la Calabre et de la Basilicate SIP - Società Italiana per l'Esercizio Telefonico p.A. , par l'intermédiaire de l' IMI - Istituto Mobiliare Italiano 28 milliards Lit	29,2		
21. Extension de l'équipement téléphonique des Pouilles SIP - Società Italiana per l'Esercizio Telefonico p.A. , par l'intermédiaire de l' IMI - Istituto Mobiliare Italiano 26 milliards Lit	28,1		

(1) Cassa per opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia Meridionale.

(1) Cassa per opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia Meridionale.



millions u.c.

millions u.c.

31. Unité de production d'aniline à Priolo (Sicile)

Anilina S.p.A., par l'intermédiaire de l'**IRFIS - Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia**

8,5 milliards Lit

9,2

32. Services auxiliaires de l'unité de production d'aniline à Priolo (Sicile)

Montedison S.p.A., par l'intermédiaire de l'**IRFIS - Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia**

1,5 milliard Lit

1,6

33. Nouvelle unité d'urée et rationalisation d'une usine d'ammoniac à Manfredonia (Pouilles)

ANIC S.p.A., par l'intermédiaire de l'**ENI - Ente Nazionale Idrocarburi**

16 milliards Lit

20,1

34. Extension d'une usine produisant des gaz industriels à Sarroch (Sardaigne)

SIO Sarda - Società Sarda per l'Industria dell'Ossigeno e di Altri Gas p.A., par l'intermédiaire de la **Cassa per il Mezzogiorno** et du **CIS - Credito Industriale Sardo**

1,8 milliard Lit

1,9

35. Extension et modernisation d'un établissement pharmaceutique à Torre Annunziata (Campanie)

FERVET S.p.A., par l'intermédiaire de l'**ISVEIMER - Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale**

2 milliards Lit

2,2

36. Usine d'éléments de bâtiments préfabriqués à Pozzilli (Molise)

Volani-Sud S.p.A., par l'intermédiaire de l'**EFIM - Ente Partecipazioni e Finanziamento Industria Manifatturiera**

2,5 milliards Lit

2,6

37. Usine de moteurs diesel rapides à Foggia (Pouilles)

Società Franco-Italiana di Motori - SOFIM S.p.A., par l'intermédiaire de l'**IMI - Istituto Mobiliare Italiano**

14 milliards Lit

15,1

38. Extension et modernisation d'une fabrique d'articles de carbone à usage industriel, à Ascoli Piceno (Marches)

Elettrocarbonum S.p.A., par l'intermédiaire de l'**IMI - Istituto Mobiliare Italiano**

1,6 milliard Lit

1,7

39. Extension et modernisation d'une usine de produits surgelés à Cisterna di Latina (Latium)

Algel S.p.A., par l'intermédiaire de l'**IMI - Istituto Mobiliare Italiano**

1,6 milliard Lit

1,7

40. Extension d'une usine pour la fabrication de tuyaux et courroies en caoutchouc à Ascoli Piceno (Marches)

Uniroyal Manuli S.p.A., par l'intermédiaire de la **Cassa per il Mezzogiorno** et de l'**ISVEIMER - Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale**

2,7 milliards Lit

3,4

41.-42. Usine de courroies transporteuses et de feuilles de caoutchouc à Ferrandina (Basilicate)

Gommafer S.p.A.

Deux prêts:

— par l'intermédiaire de l'**EFIM - Ente Partecipazioni e Finanziamento Industria Manifatturiera**

4 milliards Lit

4,3

— par l'intermédiaire de l'**IMI - Istituto Mobiliare Italiano**

2 milliards Lit

2,1

43. Prêt global à l'**Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità - ICIPU** pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno

3,4 milliards Lit

3,7

44. Prêt global à l'**ISVEIMER - Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale**, par l'intermédiaire de la **Cassa per il Mezzogiorno**, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles dans le Mezzogiorno continental

15 milliards Lit

15,7

45. Prêt global à l'**IRFIS - Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia**, par l'intermédiaire de la **Cassa per il Mezzogiorno**, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles en Sicile

10 milliards Lit

10,4

46. Prêt global au **CIS - Credito Industriale Sardo**, par l'intermédiaire de la **Cassa per il Mezzogiorno**, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles en Sardaigne

5 milliards Lit

5,2

47. Prêt global au **Mediocredito per le Piccole e Medie Imprese del Friuli-Venezia Giulia** pour le financement de la reconstruction de petites et moyennes initiatives industrielles dans la région sinistrée du Frioul

5 milliards Lit

5,2



PAYS-BAS

91,6 millions de florins hollandais 30,4

48.-49. Centrale électrique de Maasbracht (Province du Limbourg) N.V. Provinciale Limburgse Elek- triciteits Maatschappij (PLEM)

— Opération de garantie 49,8 millions HFI 16,5
— Prêt 41,8 millions HFI 13,9

ROYAUME-UNI

259 millions de livres sterling 417,6

50. Extension et amélioration du réseau d'adduction d'eau dans le Lancashire (Nord-Ouest)

North West Water Authority, par l'intermédiaire de **National Water Council**
9 millions £ 15,6

51.-52. Amélioration de l'approvisionnement en eau par la construction du barrage de Kielder sur la North Tyne et d'ouvrages de transfert vers les rivières Wear et Tees (Nord)

Northumbrian Water Authority, par l'intermédiaire de **National Water Council**

Deux prêts:
— 4 millions £ 6,9
— 6 millions £ 9,0

53. Adduction d'eau, évacuation et épuration d'eaux usées en Cornouailles

South West Water Authority, par l'intermédiaire de **National Water Council**
4 millions £ 6,0

54. Construction de trois rames — voyageurs à grande vitesse (Advanced Passenger Train)

British Railways Board
11,6 millions £ 19,7

55. Acquisition d'un navire polyvalent pour le service Holyhead (Nord du Pays de Galles) — Dun Laoghaire (Irlande) et travaux portuaires à Holyhead

British Railways Board
5,5 millions £ 8,9

56. Agrandissement de deux aéroglisseurs et nouveau terminal à Douvres (Sud-Est)

British Rail Hovercraft Ltd, par l'intermédiaire de **British Railways Board**
5 millions £ 7,5

57. Extension et modernisation des télécommunications en Ecosse

Post Office
17,3 millions £ 30,0

millions u.c.

millions u.c.

58. Extension et modernisation des télécommunications dans le Nord de l'Angleterre

Post Office
17,6 millions £ 28,5

59.-60. Station de transfert d'énergie électrique par pompage à Dinorwic (Pays de Galles)

Central Electricity Generating Board, par l'intermédiaire de **The Electricity Council**

Deux prêts:
— 17,5 millions £ 28,3
— 8,5 millions £ 13,7

61. Mise en exploitation du gisement de pétrole de Beryl dans le secteur britannique de la Mer du Nord

North Sea, Inc.
16,8 millions £ 27,2

62. Mise en exploitation du gisement de pétrole de Thistle, dans le secteur britannique de la Mer du Nord

Santa Fe Minerals (UK) Inc.
17,9 millions £ 27,0

63.-64. Troisième phase de l'extension du réseau de gazoducs pour l'acheminement du gaz naturel du gisement de Frigg en Mer du Nord (Ecosse et Nord)

British Gas Corporation

Deux prêts:
— 12 millions £ 20,8
— 8 millions £ 13,9

65.-66. Extension du réseau de gazoducs pour l'acheminement du gaz naturel de la Mer du Nord (Sud-Ouest et East Anglia)

British Gas Corporation

Deux prêts:
— 17,3 millions £ 29,4
— 8,6 millions £ 14,6

67. Oléoduc à partir du gisement de Ninian au large des Iles Shetland.

BP Development Ltd., par l'intermédiaire de **BP Capital Ltd**
10,7 millions £ 16,2

68. Extension d'usines de tubes (Ecosse et Nord)

British Steel Corporation
17 millions £ 25,6

69. Installations de manutention, de stockage et de préparation de charbon à coke dans le complexe sidérurgique de Port Talbot (Pays de Galles)

British Steel Corporation
12,6 millions £ 19,0



70. Extension de laminoirs à Consett, Durham (Nord)

British Steel Corporation
6,75 millions £

10,9

71. Extension de laminoirs à Dalzell Works Motherwell (Ecosse)

British Steel Corporation
3,5 millions £

5,7

72. Atelier d'entretien et de réparation de lingotières de coulée continue à Distinguon (Nord)

British Steel Corporation
2,1 millions £

3,2

73. Unité de production d'acide acétique à Hull (Yorkshire)

BP Chemicals Ltd, par l'intermédiaire de **BP Capital Ltd**
19,7 millions £

29,7

à l'extérieur de la Communauté

millions u.c.

PORTUGAL

2 990 millions d'escudos

90,0

74. Centrale thermique à Setubal (près de Lisbonne) et lignes d'interconnexion à très haute tension avec le réseau espagnol

Electricidade de Portugal (EDP)
1 149,1 millions d'escudos

35,0

75. Barrage et centrale hydro-électrique sur le Douro à Pocinho

Electricidade de Portugal (EDP)
691,7 millions d'escudos

20,0

76. Usine de traitement de cendres de pyrite pour la production de pellets ferreux et de métallurgie du cuivre à Barreiro (près de Lisbonne)

Companhia Uniao Fabril (CUF)
656,7 millions d'escudos

20,0

77. Prêt global au **Banco de Fomento Nacional**, pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques

15,0

millions u.c.

EAMMA (Convention de Yaoundé II)

10,9

NOUVELLE-CALÉDONIE

78. Extension de mines de nickel et de l'usine de traitement en Nouvelle-Calédonie

Société Métallurgique le Nickel (SLN), par l'intermédiaire de la **Caisse Centrale de Coopération Economique**
26,1 millions FF

5,0

TOGO

79. Equipement d'une carrière de calcaire et construction d'une usine de clinker à Tabligbo, près de Lomé

Société des Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA O)
1 546 millions FCFA

5,9

ÉTATS ACP (Convention de Lomé)

41,5

CAMEROUN

80. Barrage et centrale hydro-électrique à Song-Loulou sur la rivière Sanaga ainsi que des lignes de transport et des postes d'interconnexion

Société Nationale d'Electricité du Cameroun (SONEL)
3 706 millions FCFA

13,5

GHANA

81. Barrage et centrale hydro-électrique de Kpong sur la Volta en aval du barrage d'Akosombo

Volta River Authority (VRA)
12,8 millions de cedis ghanéens

10,0

ILE MAURICE

82. Extension de la centrale thermique de Fort Victoria

Central Electricity Board (CEB)
14,8 millions de roupies mauriciennes

2,0

KENYA

83. Prêt global à la **Development Finance Company of Kenya Ltd. (DFCK)** pour le financement de petites et moyennes initiatives

18,6 millions de shillings kenyans

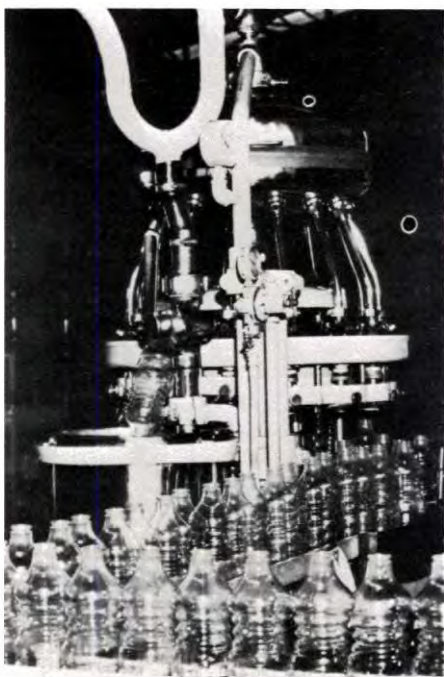
2,0

TOGO

84. Equipement d'une carrière de calcaire et construction d'une usine de clinker à Tabligbo, près de Lomé

Société des Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA O)
3 843 millions FCFA

14,0



millions u.c.

millions u.c.

Opérations spéciales

TURQUIE

108,3 millions de livres turques 6,0

85. Mise en valeur des ressources forestières dans la région méditerranéenne et construction d'une usine de carton, papier kraft et bois d'oeuvre à Silifke, près de Mersin

Ministère des Forêts et Türkiye Seluloz Ve Kâğıt Fabrikaları İşletmesi Genel Müdürlüğü (SEKA)
90,0 millions ₺T (prêt additionnel) 5,0

86. Prêt global à l'État turc pour le financement de dépenses de préinvestissement du secteur public
18,3 millions ₺T 1,0

EAMMA (Conventions de Yaoundé) 18,6

CONGO

87. Rectification du tracé du chemin de fer Brazzaville-Pointe Noire dans la traversée du Mayombe
Agence Transcongolaise des Communications (ATC)
993,8 millions FCFA 3,6

CÔTE-D'IVOIRE

88. Extension des installations d'alimentation en eau de Korhogo
République de Côte-d'Ivoire
271,4 millions FCFA 1,0

GABON

89. Tronçon Owendo-Booué du chemin de fer transgabonais
République Gabonaise
1 840,1 millions FCFA 7,0

SÉNÉGAL

90. Périmètre irrigué de cultures maraîchères d'une superficie de 180 ha à Kirène (presqu'île du Cap Vert) et hangar frigorifique dans le port de Dakar
République du Sénégal
1 199,2 millions FCFA 4,6

NOUVELLE-CALÉDONIE

91. Liaison routière entre Moindou et Bourail
Territoire de la Nouvelle-Calédonie
229,4 millions FCFA 2,4

ÉTATS ACP (Convention de Lomé — concours sous forme de capitaux à risques) 20,2

CAMEROUN

92. Huilerie à Dibombari
Prêt conditionnel
Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM)
631,4 millions FCFA 2,3

HAUTE-VOLTA

93.-94. Extension du complexe sucrier de Banfora
— prêt conditionnel
République de Haute-Volta
372,8 millions FCFA 1,4
— prêt subordonné
Société sucrière Voltaïque (SOSUHV)
783,3 millions FCFA 3,0

TCHAD

95. Complexe sucrier à Banda
Prêt conditionnel à la **République du Tchad** pour le financement partiel de la participation majoritaire de l'État au capital de la Société Nationale Sucrière du Tchad (SONA-SUT)
2 058,9 millions FCFA 7,5

TOGO

96.-97.-98. Equipement d'une carrière de calcaire et construction d'une usine de clinker à Tabligbo, près de Lomé
prêts subordonnés pour le financement partiel de leur quote-part d'actions de préférence de la Société CIMA O
— **République de Côte-d'Ivoire**
549 millions FCFA 2,0
— **République du Ghana**
équivalent à 549 millions FCFA 2,0
— **République du Togo**
549 millions FCFA 2,0



En 1976, au titre de l'aide exceptionnelle d'urgence en faveur du Portugal, la Banque a consenti quatre prêts totalisant 90 millions d'unités de compte. Deux d'entre eux ont été destinés au développement de l'équipement électrique du pays (centrales thermique et hydroélectrique) tandis que les deux autres ont été accordés, d'une part, pour une usine métallurgique et, d'autre part, au Banco de Fomento Nacional pour le financement de petites et moyennes initiatives industrielles et touristiques.

Administration de la banque

Le Conseil d'Administration tient à évoquer ici la mémoire de M. Paride FORMENTINI, président honoraire, décédé le 23 juin 1976, qui, pendant sa présidence de 1959 à 1970, avait mis au service de la Banque son éminente personnalité et la très grande expérience qu'il avait acquise dans les importantes fonctions qu'il avait précédemment exercées.

Lors de la séance annuelle du 23 juin 1976, le Conseil des Gouverneurs a procédé au renouvellement du Comité de Direction de la Banque pour la durée statutaire de six ans: sur proposition du Conseil d'Administration, les mandats de M. Yves LE PORTZ, président, et de MM. Sjoerd BOOMSTRA, Horst-Otto STEFFE, G. Raymond BELL, vice-présidents, ont été renouvelés; en remplacement de M. Luca ROSANIA, M. Giorgio BOMBASSEI FRASCANI de VETTOR, précédemment Représentant permanent de l'Italie auprès des Communautés Européennes, a été nommé vice-président. Au 1^{er} octobre, ayant quitté ses fonctions pour des raisons de convenance personnelle, M. Sjoerd BOOMSTRA a été remplacé par M. Maurits ESSELENS, Directeur Général de l'Administration de la Trésorerie au Ministère des Finances de Belgique, qui était administrateur de la Banque. Le Conseil des Gouverneurs a conféré à MM. BOOMSTRA et ROSANIA, en reconnaissance de leurs mérites, le titre de vice-président honoraire.

Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil d'Administration: le Conseil a vivement ressenti la perte de M. Sean MURRAY, administrateur irlandais, décédé le 9 octobre 1976, qui avait apporté à la Banque depuis 1973 le concours de son expérience et de sa compétence. M. Raymond DENUCE, administrateur depuis l'origine de la Banque, puis MM. Anthony IJ. A. LOOIJEN et John NASH ont donné leur démission. Le Conseil les remercie pour leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Aux postes vacants, le Conseil des Gouverneurs a nommé, pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs: en remplacement de M. Murray, M. Maurice HORGAN; en remplacement de M. Denucé, M. Maurits ESSELENS jusqu'en septembre 1976 puis M. Ludovicus MEULEMANS; en remplacement de M. Looijen, M. B. F. van ITTERSUM, tandis que M. P. C. MAAS était nommé suppléant sur désignation d'un commun accord par les pays du Bénélux.

Au Comité de Vérification, M. Patrick L. McDONNELL a remplacé M. Michael JACOB, démissionnaire pour raisons de santé.

En raison du développement de son activité, la Banque a poursuivi le recrutement de personnel supplémentaire: au 31 décembre 1976, les services comptaient 371 personnes contre 354 au 31 décembre 1975.

Le Conseil d'Administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année 1976.

Luxembourg, le 1^{er} avril 1977

Le président du Conseil d'Administration
Yves LE PORTZ

Bilan au 31 décembre 1976

(en unités de compte – Voir les notes sur les états financiers, Annexe E)

Actif	31. 12. 1976	31. 12. 1975
A verser par les États membres en compte capital	113 906 250	151 875 000
Caisse et Banques		
A vue ou à un an au plus	335 148 512	333 213 291
A plus d'un an	2 156 311	4 243 267
	337 304 823	337 456 558
Portefeuille (Note B)		
A un an au plus	33 756 259	7 531 472
A plus d'un an	168 863 004	144 704 332
	202 619 263	152 235 804
Produits d'emprunts à recevoir	16 593 067	40 939 011
Créances sur États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	57 195 293	38 063 178
Prêts en cours (Annexe B)		
Versé	5 072 121 277	4 178 744 729
A verser	413 301 543	264 808 983
	5 485 422 820	4 443 553 712
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat	123 468 746	110 926 643
Créances au titre de prêts accordés par des tiers	(151 151 780)	(19 647 523)
Créances au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(48 571 901)	(42 397 712)
Terrains et immeubles (Note F)	3 073 574	503 571
Intérêts et commissions à recevoir	100 242 294	78 719 249
Frais d'émission à amortir	71 631 130	65 214 634
Primes de remboursement à amortir	3 678 376	5 096 433
	75 309 506	70 311 067
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note D)	40 519 219	32 993 735
Divers (Note E)	9 323 087	11 904 024
	6 564 977 942	5 469 481 552

Passif	31. 12. 1976	31. 12. 1975
Capital (Annexe A)		
Souscrit	3 543 750 000	3 543 750 000
Non appelé	2 986 875 000	2 986 875 000
	556 875 000	556 875 000
Réserve statutaire (Note J)	150 000 000	130 000 000
Provisions (Note J)		
Pour risques sur prêts et garanties	174 675 736	143 901 812
Pour péréquation d'intérêts	13 000 000	13 000 000
Pour risques monétaires	38 433 352	33 475 915
Pour construction	45 000 000	25 000 000
	271 109 088	215 377 727
Frais d'émission amortis précédemment et réactivés	23 127 079	23 127 079
Fonds de pension du personnel	11 308 122	8 071 073
Dettes envers États membres pour ajustement du capital (Annexe D)	38 873 682	23 904 493
Emprunts (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse	3 978 780 751	3 346 910 328
Autres emprunts à moyen et long terme	744 303 408	568 572 274
	4 723 084 159	3 915 482 602
Primes de remboursement sur obligations	8 723 432	10 526 141
	4 731 807 591	3 926 008 743
Montants à verser sur prêts en cours	413 301 543	264 808 983
Garanties		
Sur prêts sur mandat	123 468 746	110 926 643
Sur prêts accordés par des tiers	(151 151 780)	(19 647 523)
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(48 571 901)	(42 397 712)
Bonifications d'intérêts reçues d'avance (Note C)	22 913 204	5 527 972
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	157 688 652	130 117 144
Coupons et obligations échus - non encore payés (Note D)	40 519 219	32 993 735
Divers (Note E)	23 986 016	41 742 960
	6 564 977 942	5 469 481 552

Comptes d'ordre

Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	31 218 860	27 833 992
Titres reçus en dépôt	132 744 538	128 724 427
Promesse de garantie sur prêts à accorder par des tiers	—	49 118 809

Compte de Profits et Pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1976

(en unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E)

Revenus	1976	1975
Intérêts et commissions sur prêts	406 675 705	312 485 485
Intérêts et commissions sur placements	37 315 098	33 974 876
Commissions de gestion (Note I)	2 793 960	2 228 327
Produits financiers et autres recettes	4 470 328	5 188 049
Différences de change (Note G)	616 291	790 943
	451 871 382	354 667 680
Dépenses		
Dépenses et charges administratives	18 594 111	14 175 391
Intérêts et charges sur emprunts	349 007 535	274 821 383
Amortissements sur frais d'émission et sur primes de remboursement	11 653 898	9 602 463
Frais financiers	1 643 613	164 198
Amortissements — sur achats nets installations et matériel	198 301	985 086
	381 097 458	299 748 521
Résultat de gestion	70 773 924	54 919 159
Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des Statuts (Note H)	+ 4 957 437	+ 4 475 915
Solde à affecter (Note J)	75 731 361	59 395 074

Situation de la Section Spéciale (1) au 31 décembre 1976

(en unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E)

Actif	1976	1975	Passif	1976	1975
Turquie					
<i>Sur ressources des États membres</i>					
Prêts	289 904 485	228 677 376	Fonds en gestion fiduciaire	289 904 485	228 677 376
Prêts à verser	76 632 273	128 962 771	Fonds à verser	76 632 273	128 962 771
Total (2)	366 536 758	357 640 147	Total	366 536 758	357 640 147

Afrique, Caraïbes, Pacifique et Pays et Territoires d'Outre-Mer

*Sur ressources de la Communauté
Économique Européenne*

Conventions Yaoundé I et II

Prêts (3)	90 125 877	78 446 317			
Prêts à verser	35 413 557	27 672 388	Fonds en gestion fiduciaire	92 418 455	80 864 589
Contributions à la formation de capi- taux à risques:			Fonds à verser:		
— Prises de participation	1 620 093	1 743 358	— Sur prêts	35 413 557	27 672 388
— Concours en quasi-capital (dont à verser: u.c. 182 070)	854 555	919 574	— Sur contributions à la formation de capitaux à risques	182 070	244 660

Convention de Lomé

Opérations sur capitaux à risques à verser	20 228 000	—	Opérations sur capitaux à risques à verser	20 228 000	—
Total	148 242 082	108 781 637	Total	148 242 082	108 781 637
Total général	514 778 840	466 421 784	Total général	514 778 840	466 421 784

(1) La Section Spéciale a été instaurée par le Conseil des Gouverneurs le 27 mai 1963; la Banque Européenne d'Investissement y comptabilise les opérations qu'elle effectue sur mandats pour compte et risque des États membres ou de la Communauté Économique Européenne.

(2) Montant originel des prêts pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres 363 915 000

A ajouter		
— ajustements de change	+ 13 700 328	
A déduire		
— annulations	215 000	
— remboursements	10 863 570	
	<u>- 11 078 570</u>	<u>+ 2 621 758</u>
		<u>366 536 758</u>

(3) Montant originel des prêts pour le financement des projets dans les États Africains, Malgache et Mauricien associés et dans les Pays, Territoires et Départements d'Outre-Mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté Économique Européenne: 123 243 158

A ajouter:		
— intérêts capitalisés	1 061 231	
— ajustements de change	6 611 764	+ 7 672 995
A déduire:		
— annulations	1 283 756	
— remboursements	4 092 963	
	<u>- 5 376 719</u>	<u>+ 2 296 276</u>
		<u>125 539 434</u>

Annexe A — État des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1976

En milliers d'unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays membres	Capital appelé				
	Capital souscrit (1)	Capital non appelé (2)	Versé au 31. 12. 1976	A verser	Total
Allemagne	787 500	663 750	98 437,5	25 312,5	123 750
France	787 500	663 750	98 437,5	25 312,5	123 750
Royaume-Uni	787 500	663 750	98 437,5	25 312,5	123 750
Italie	630 000	531 000	78 750,0	20 250,0	99 000
Belgique	207 375	174 787,5	25 921,875	6 665,625	32 587,5
Pays-Bas	207 375	174 787,5	25 921,875	6 665,625	32 587,5
Danemark	105 000	88 500	13 125,0	3 375,0	16 500
Irlande	26 250	22 125	3 281,25	843,75	4 125
Luxembourg	5 250	4 425	656,25	168,75	825
Total	3 543 750	2 986 875	442 968,75	113 906,25	556 875

(1) Par décision du Conseil des Gouverneurs du 10 juillet 1975 le capital souscrit de la Banque a été porté de u.c. 2 025 000 000 à u.c. 3 543 750 000. Les États membres verseront dans leur monnaie respective 10 % de l'augmentation — soit la contre-valeur au total de u.c. 151 875 000 — en huit tranches égales de u.c. 18 984 375 le 30 avril et le 31 octobre des années 1976/1979. Le montant à verser d'u.c. 113 906 250 représente les six tranches des années 1977/1979.

(2) Le Conseil d'Administration peut en exiger le versement pour autant que ce versement soit rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Annexe B — Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1976

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Pays ou territoires où les prêts ont été accordés (1) (2)	Nombre	Montant versé	Montant à verser	Total (3)	%
Allemagne	62	556 850 041	9 365 470	566 215 511	10,32
France	92	1 046 887 026	27 897 653	1 074 784 679	19,59
Royaume-Uni	55	823 728 983	119 822 384	943 551 367	17,20
Italie	229	2 071 519 710	62 203 513	2 133 723 223	38,90
Belgique	8	91 194 368	18 445 647	109 640 015	2,00
Pays-Bas	8	83 746 535	—	83 746 535	1,53
Danemark	15	41 904 223	6 651 783	48 556 006	0,89
Irlande	14	145 861 837	9 658 249	155 520 086	2,84
Luxembourg	3	5 333 904	—	5 333 904	0,10
Grèce	20	71 560 737	17 256 790	88 817 527	1,62
Portugal	4	28 286 648	61 647 000	89 933 648	1,64
Turquie	2	26 405 229	1 781 101	28 186 330	0,51
Cameroun	9	10 808 470	13 500 000	24 308 470	0,44
Congo	1	7 092 668	—	7 092 668	0,13
Côte-d'Ivoire	9	36 182 714	14 003 355	50 186 069	0,91
Gabon	4	3 809 923	—	3 809 923	0,07
Ghana	1	—	10 000 000	10 000 000	0,18
Haute-Volta	1	351 622	—	351 622	0,01
Ile Maurice	2	1 081 859	2 764 260	3 846 119	0,07
Kenya	1	—	2 000 000	2 000 000	0,04
Sénégal	2	2 160 326	—	2 160 326	0,04
Togo	2	—	19 925 000	19 925 000	0,36
Zaire	3	11 078 576	16 379 338	27 457 914	0,50
Nouvelle-Calédonie	2	6 275 878	—	6 275 878	0,11
Total	549	5 072 121 277	413 301 543	5 485 422 820	100,00

(1) Monnaies remboursables sur prêts en cours:

Monnaie:	Montant:
Monnaies des États membres	u.c. 2 608 818 371
Option de la Banque entre les monnaies des anciens États membres de la Communauté	u.c. 9 572 500
Autres monnaies	u.c. 2 453 730 406
Partie versée sur prêts en cours	u.c. 5 072 121 277
A ajouter partie non versée sur prêts en cours	u.c. 413 301 543
	u.c. 5 485 422 820

Prêts accordés à/ou garantis par des banques y compris certaines institutions de crédit à long terme

u.c. 366 059 717

Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté

u.c. 256 542 665

Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles

u.c. 125 500 867

Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé

u.c. 128 422 764

Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés

u.c. 33 917 518

u.c. 5 121 071 327

(2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis au 31 décembre 1976*:

A. Prêts pour des projets dans la Communauté (et prêts assimilés)**	
Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	u.c. 3 369 358 376
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci	u.c. 841 269 420

B. Prêts pour des projets à l'extérieur de la Communauté

1. Prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé

Prêts accordés aux États signataires de la Convention ou bénéficiant de leur garantie . . .	u.c.	84 927 424
Prêts bénéficiant d'autres garanties	u.c.	4 897 033

u.c. 89 824 457***

2. Prêts accordés en application de la Convention de Lomé

Prêts accordés à des États ACP ou bénéficiant de leur garantie

u.c. 41 500 000***

3. Autres prêts accordés à l'extérieur de la Communauté

Prêts bénéficiant de la garantie des États membres	u.c.	117 003 857
Prêts bénéficiant de la garantie de la CEE	u.c.	89 933 648
Prêts accordés aux États ayant passé des accords particuliers avec la CEE ou bénéficiant de leur garantie	u.c.	17 618 019
Prêts bénéficiant de la garantie d'une institution, publique, d'une société ou d'une banque des États membres	u.c.	8 471 512

u.c. 233 027 036

u.c. 5 485 422 820

* Pour une partie des prêts, il y a cumul entre plusieurs types de garanties ou de sûretés.

** Opérations effectuées en vertu de l'article 18.1. al 2. des statuts et concernant des investissements sur le plateau continental de Norvège et en Autriche.

*** Les montants des cautionnements donnés par les États membres pour la couverture de tout risque découlant de ces engagements financiers atteignent:

u.c. 24 490 066 pour les prêts accordés en application de la seconde Convention de Yaoundé

u.c. 12 450 000 pour les prêts accordés en application de la Convention de Lomé.

En cas de mise en jeu de ces cautionnements, les obligations des garants seront définies sur la base des taux de conversion entre l'unité de compte et les monnaies versées aux emprunteurs appliqués aux dates des versements.

(3) Montant originel des prêts sur la base des parités appliquées au jour de la signature:

A ajouter:	u.c.	6 349 319 838
ajustements de change	u.c.	116 547 988
	u.c.	6 465 867 826

A déduire:	u.c.	83 008 666
résiliations et annulations	u.c.	848 864 439
remboursement du principal à la Banque	u.c.	48 571 901
participations sur prêts attribuées à des tiers	u.c.	980 445 006
Prêts en cours	u.c.	5 485 422 820

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque qui en vertu de l'article 18, alinéa 5 des Statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, était au 31. 12. 1976 de:

prêts	u.c.	5 485 422 820
garanties:		
au titre de prêts sur mandat	u.c.	123 468 746
au titre de prêts accordés par des tiers	u.c.	151 151 780
au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque	u.c.	48 571 901
	u.c.	323 192 427
	u.c.	5 808 615 247

Annexe C — État de la dette consolidée

Au 31 décembre 1976

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe E

Payable en	Dette en cours au 31 décembre 1975	Opérations de l'exercice			Dette en cours au 31 décembre 1976		
		Emprunts	Remboursements	Ajustements de change	Montant (1)	Taux d'intérêt (moyens pondérés)	Echéances
DM	799 654 204	114 196 147	28 352 842	+ 118 668 252	1 004 165 761	7,51	1977/1988
FF	212 614 137	—	16 350 951	— 14 451 601	181 811 585	7,95	1977/1988
Lit	252 594 047	—	5 336 119	— 48 690 871	198 567 057	6,63	1977/1988
FB	216 351 936	—	6 707 817	+ 28 457 209	238 101 328	7,64	1977/1993
HFI	254 806 464	23 952 478	5 779 539	+ 35 040 967	308 020 370	7,77	1977/1990
Flux	121 578 963	11 948 059	181 904	+ 16 482 723	149 827 841	7,65	1977/1988
EURCO (2)	88 205 663	—	809 532	+ 1 726 706	89 122 837	8,13	1977/1989
\$	1 589 031 821	489 315 532	66 504 522	+ 48 555 049	2 060 397 880	8,56	1977/1996
FS	347 268 862	43 787 584	—	+ 39 697 192	430 753 638	7,33	1977/1991
£Lib.	16 442 278	—	515 167	— 2 335 517	13 591 594	7,125	1977/1985
Yen	16 934 227	30 478 234	18 286 940	+ 1 113 092	30 238 613	8,9	1977/1988
Sch. autr.	—	18 215 979	—	+ 269 676	18 485 655	8,00	1981/1986
Total	3 915 482 602	731 894 013	148 825 333	+ 224 532 877	4 723 084 159		
Primes de remboursement	10 526 141	—	511 041	— 1 291 668	8 723 432		
Total général	3 926 008 743	731 894 013	149 336 374	+ 223 241 209	4 731 807 591		

(1) Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts pendant les cinq ans suivant la date de cet état:

Période	1977	1978	1979	1980	1981
Montant	u.c. 221 549 749	u.c. 264 132 903	u.c. 300 535 641	u.c. 541 413 029	u.c. 504 020 594

(2) L'Euroco est composé invariablement par la somme de montants fixes de toutes les monnaies des États membres de la Communauté Economique Européenne, à savoir: 1 Euroco = 0,9 DM + 1,2 FF + 0,075 £ + 80 Lit + 0,35 HFI + 4,5 FB + 0,2 DKr + 0,005 £irl + 0,5 Flux.

Annexe D — Créances sur et dettes envers les États membres pour ajustement du capital

Créances sur:		Dettes envers:	
la France	u.c. 1 213 626	l'Allemagne	u.c. 26 743 101
le Royaume-Uni	u.c. 33 786 932	la Belgique	u.c. 4 303 732
l'Italie	u.c. 21 068 316	les Pays-Bas	u.c. 5 941 843
l'Irlande	u.c. 1 126 419	le Danemark	u.c. 1 773 325
	u.c. 57 195 293	le Luxembourg	u.c. 111 681
			u.c. 38 873 682

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A de l'annexe E ci-dessous conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7, (1) et (2) des Statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

Le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué conformément à l'article 7 (1) et (2), lorsque la période couverte par la mesure intérimaire mentionnée dans la note A de l'annexe E ci-dessous prendra fin du fait de la mise en application des décisions à prendre par le Conseil des Gouverneurs au sujet des articles 4 (1) et 7 (3) à la suite de l'entrée en vigueur des modifications des Statuts actuellement en cours de ratification.

Annexe E — Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1976

Note A — Unité de compte retenue pour l'établissement des états financiers

La définition de l'unité de compte de la Banque Européenne d'Investissement donnée par l'article 4 (1) de ses Statuts et les modalités de sa conversion dans les monnaies des États membres conformément à l'article 7 (3) des Statuts, ne sont plus susceptibles d'être appliquées dans le sens où l'entendaient leurs rédacteurs.

De ce fait, le Conseil des Gouverneurs a décidé le 15 juillet 1974 de proposer une modification des Statuts afin de lui permettre, statuant à l'unanimité, d'introduire une nouvelle définition de l'unité de compte et de modifier le système de conversion entre l'unité de compte et les monnaies nationales. La procédure de modification des Statuts est en cours.

A titre intérimaire le Conseil des Gouverneurs a décidé, en date du 18 mars 1975, qu'à compter du 31 décembre 1974 et jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle définition et des nouvelles modalités de conversion de l'unité de compte de la Banque, la Banque appliquera comme taux de conversion des monnaies des États membres en unités de compte de la Banque, et vice versa, les taux de conversion de ces monnaies dans l'unité de compte européenne, dont la valeur est égale à la somme des montants suivants de monnaies nationales des neuf États membres:

DM	0,828	Hfi	0,286
£	0,0885	FB	3,66
FF	1,15	Flux	0,14
Lit	109,—	DKr	0,217
		£ irl.	0,00759

La composition de ce «panier» est fixée de telle façon qu'à la date du 28 juin 1974 sa valeur aurait été équivalente à celle du Droit de Tirage Spécial du Fonds Monétaire International. Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'unité de compte européenne, établis sur la base des taux du marché, sont communiqués à la Banque par la Commission des Communautés Européennes qui les publie en outre dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

Les bilans annuels de la Banque sont, à compter du 31 décembre 1974 et aussi longtemps que la disposition intérimaire ainsi arrêtée restera applicable, établis et publiés sur la base des taux de conversion définis ci-dessus.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans des 31 décembre 1976 et 1975 sont les suivants:

1 unité de compte européenne:	1976	1975
Deutsche Mark	2,66938	3,05382
Françs français	5,61696	5,21981
Livre sterling	0,662646	0,575973
Lires italiennes	989,293	797,769
Françs belges	40,66	46,0606
Florins hollandais	2,77855	3,13120
Couronnes danoises	6,53960	7,1969
Livre irlandaise	0,662646	0,575039
Françs luxembourgeois	40,66	46,0606
Dollar des États-Unis	1,12999	1,16528
Françs suisses	2,76260	3,05239
Livres libanaises	3,31087	2,84328
Yens japonais	330,703	354,312
Schillings autrichiens	18,9336	—
Françs CFA	280,848	260,991

Note B — Portefeuille

Le portefeuille comprend:

	1976	1975
a) des bons du trésor, des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière (valeur boursière 1976: u.c. 184 756 700 1975: u.c. 133 486 220)	u.c. 177 231 853	u.c. 130 788 247
b) des obligations propres à leur valeur de rachat	u.c. 24 944 928	u.c. 21 018 475
c) des effets bancaires à leur valeur nominale	u.c. 442 482 u.c. 202 619 263	u.c. 429 082 u.c. 152 235 804

La répartition, selon les échéances, est la suivante:

— à 3 mois au plus	u.c. 22 684 354	u.c. 5 593 789
— à plus de 3 mois et à 6 mois au plus	u.c. 3 794 963	u.c. 300 389
— à plus de 6 mois et à 12 mois au plus	u.c. 7 276 942	u.c. 1 637 294
— à plus de 12 mois	u.c. 168 863 004 u.c. 202 619 263	u.c. 144 704 332 u.c. 152 235 804

Note C — Bonifications d'intérêts reçues d'avance

Certains prêts accordés pour des projets en-dehors de la Communauté sont assortis de bonifications d'intérêts qui sont versées d'avance par la Commission des Communautés Européennes à la Banque, à la signature des contrats de prêts y relatifs conclus entre celle-ci et les bénéficiaires des prêts. Ces bonifications sont imputées au compte de profits et pertes au fur et à mesure de l'encaissement des intérêts auxquels elles s'appliquent.

Ce poste était repris au bilan du 31 décembre 1975 dans la rubrique «Divers» pour un montant d'u.c. 5 527 972.

Note D — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contre-partie au passif dans le poste «Coupons et obligations échus — non encore payés», représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note E — Comptes divers

Ces comptes comptabilisent:	1976	1975
a) à l'actif du bilan		
— les devises à recevoir au titre d'opérations de swap en cours au 31 décembre	u.c. —	u.c. 5 644 743
— les comptes de débiteurs divers	u.c. 9 323 087 u.c. 9 323 087	u.c. 6 259 281 u.c. 11 904 024

b) au passif du bilan	1976	1975
— les devises à livrer au titre d'opérations de swap en cours au 31 décembre	u.c. —	u.c. 5 601 585
— un emprunt à très court terme	u.c. 573 867	u.c. 16 372 936
— compte spécial de la Communauté Economique Européenne pour prêts à des conditions spéciales et divers montants y afférent à régulariser	u.c. 2 114 305	u.c. 3 231 294
— les dépenses à régler et autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice, ainsi que les comptes de créditeurs divers	u.c. 21 297 844	u.c. 16 537 145
	<u>u.c. 23 986 016</u>	<u>u.c. 41 742 960</u>

Note F — Terrains et immeubles

Ce poste comprend la valeur d'achat du terrain et les dépenses en 1976 pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Banque à Luxembourg, soit u.c. 3 073 574.

Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

Note G — Différences de change

Les différences de change d'u.c. 616 291 en 1976 (u.c. 790 943 en 1975) représentent les bénéfices nets de change résultant des opérations financières de l'exercice comptabilisées aux taux de conversion en vigueur à la date de ces opérations.

Note H — Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'art. 7 des Statuts.

L'application des taux de conversion retenus pour l'établissement du bilan (voir note A) au 31 décembre 1976 fait apparaître une plus-value nette des avoirs de la Banque d'u.c. 4 957 437 (en 1975 u.c. 4 475 915). Sont exclus de la base d'évaluation de cette plus-value les avoirs exprimés en monnaie nationale de chacun des États membres correspondant à la quote-part de capital versé par chacun des États membres en sa monnaie nationale, qui doit faire l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des Statuts (voir annexe D).

Note I — Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des prêts sur mandats pour compte et risque des États membres ou de la Communauté Economique Européenne.

Note J — Affectation de l'excédent du compte de profits et pertes

L'excédent du compte de profits et pertes restant à affecter aux réserves et aux provisions s'est élevé en 1976 à u.c. 75 731 361, dont u.c. 70 773 924 représentant le résultat de gestion et u.c. 4 957 437 représentant la plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer au Conseil des Gouverneurs d'affecter l'excédent du compte de profits et pertes à concurrence:

- | | |
|-----------------------|--|
| a) de u.c. 20 000 000 | à la réserve statutaire; |
| b) de u.c. 30 773 924 | à la provision pour risques sur prêts et garanties; |
| c) de u.c. 4 957 437 | à la provision pour risques monétaires; |
| d) de u.c. 20 000 000 | à la provision pour construction, destinée à faire face aux charges prévues pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Banque. |

Rapport de Messieurs Price Waterhouse & Co.

Monsieur le Président
Banque Européenne d'Investissement,
Luxembourg

Nous avons examiné les états financiers aux 31 décembre 1976 et 1975 de la Banque Européenne d'Investissement. Nos examens ont été effectués selon les normes de révision généralement admises et ont donc comporté tels sondages de la comptabilité et telles autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. A notre avis, les états financiers ci-annexés aux 31 décembre 1976 et 1975 constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque Européenne d'Investissement aux dites dates et des résultats de ses opérations des exercices 1976 et 1975, selon les principes comptables généralement admis appliqués sur une base constante.

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:

Bilan

Compte de profits et de pertes

Section spéciale

État des souscriptions au capital Annexe A

Décomposition des prêts en cours Annexe B

État de la dette consolidée Annexe C

Créances sur et dettes envers États membres pour ajustement du capital Annexe D

Notes sur les états financiers Annexe E

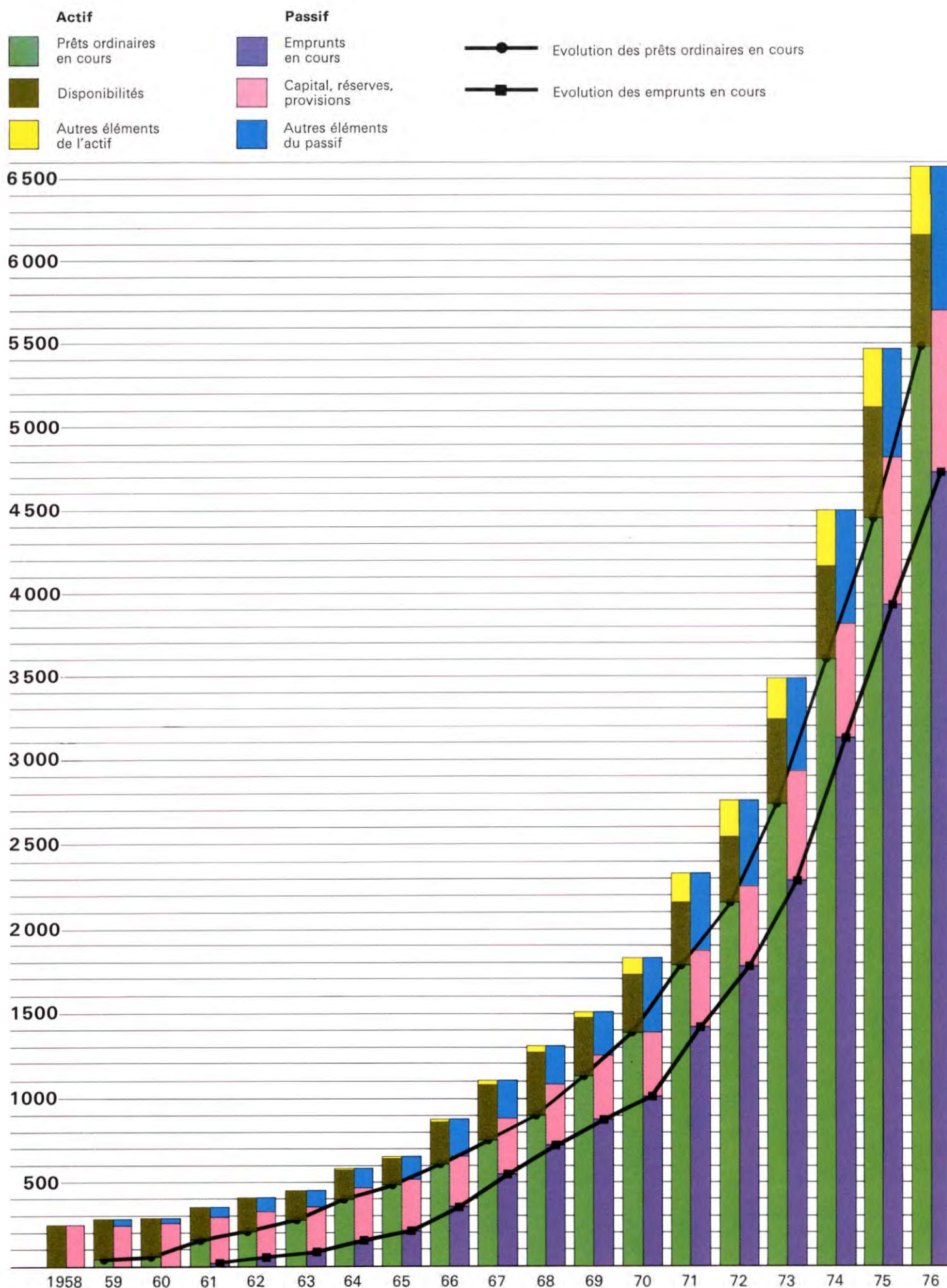
Bruxelles, le 11 mars 1977

PRICE WATERHOUSE & CO.

(A l'exception de la note J pour laquelle la date est le 1^{er} avril 1977)

Bilan de la Banque au 31 décembre de chaque année

(millions u.c.)



Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque Européenne d'Investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance des rapports établis par MM. Price Waterhouse & Co., en date du 11 mars 1977,

vu le rapport annuel 1976 ainsi que le bilan de la Banque au 31 décembre 1976 et le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration en sa séance du 1^{er} avril 1977,

vu les articles 22, 23 et 24 du Règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1976 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur,

que le bilan et le compte de profits et pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 11 mai 1977

Le Comité de Vérification

E. RAUS P. McDONNELL J. BREDSDORFF

Tableau 7: Financements dans la Communauté en 1976 et 1975

Répartition selon la technique de financement

	Prêts individuels directs		Prêts individuels indirects		Prêts globaux		Garanties		Total	
	Nombre	millions u.c.	Nombre	millions u.c.	Nombre	millions u.c.	Nombre	millions u.c.	Nombre	millions u.c.
Belgique	—	—	—	—	1	17,9	—	—	1	17,9
Danemark	2	6,1	—	—	1	3,1	—	—	3	9,1
Allemagne	1	9,2	—	—	—	—	2	101,6	3	110,8
France	—	—	3	60,1	—	—	—	—	3	60,1
Irlande	3	57,4	—	—	—	—	—	—	3	57,4
Italie	14	229,8	15	112,5	5	40,2	—	—	34	382,6
Pays-Bas	1	13,9	—	—	—	—	1	16,5	2	30,4
Royaume-Uni	20	380,0	4	37,7	—	—	—	—	24	417,6
Total 1976	41	696,4	22	210,3	7	61,2	3	118,1	73	1 086,0
Total 1975	40	733,3	20	174,0	4	10,2	—	—	64	917,5

Tableau 8: Liste des emprunts émis en 1976

Date du contrat	Emission au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de souscription	Montant en monnaie nationale (millions)	Montant en millions d'u.c.	Durée de l'emprunt	Taux nominal %	Nature de l'émission
3. 2. 1976	février	Suisse	FS	100	32,8	15	7	Placement public (1)
12. 3. 1976	mars	Luxembourg	\$	101,5	87,1	8,3	8 ³ / ₄	Placement privé
25. 3. 1976	mars	États-Unis	\$	100	85,8	8	8 ⁵ / ₈	Placement public (2)
29. 3. 1976	avril	Pays-Bas	HFI	75	24,0	7	8	Placement privé
28. 6. 1976	juillet	Allemagne	DM	120	42,0	7	8	Placement public (3)
30. 6. 1976	juin	Luxembourg	\$	50	45,4	5	taux variable	Placement privé
23. 7. 1976	juillet	Japon	Yen	10 000	30,5	12	8,9	Placement public (4)
12. 8. 1976	août	Luxembourg	\$	75	68,1	7	8 ¹ / ₄	Placement public (5)
	août	Luxembourg	\$	50	45,4	12	8 ³ / ₄	Placement public (5)
2. 9. 1976	septembre	Luxembourg	\$	20	18,2	6	8 ⁵ / ₈	Placement privé
8. 9. 1976	septembre	Allemagne	DM	100	35,3	7	7 ³ / ₄	Placement privé
30. 9. 1976	octobre	Suisse	FS	30	11,0	7	5 ⁷ / ₈	Placement privé
8. 10. 1976	octobre	Autriche	Sch. autr.	350	18,2	10	8	Placement public (6)
14. 10. 1976	octobre	Singapour	\$	30	27,0	7	8 ¹ / ₄	Placement public (7)
9. 11. 1976	novembre	Luxembourg	\$	50	44,9	5	7 ³ / ₄	Placement public (8)
18. 11. 1976	décembre	Allemagne	DM	100	36,9	8	6 ³ / ₄	Placement public (9)
7. 12. 1976	décembre	Luxembourg	Flux	500	11,9	8	9	Placement public (10)
14. 12. 1976	décembre	États-Unis	\$	75	67,4	20	8 ⁷ / ₈	Placement public (11)
					731,9			

(1) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Société de Banque Suisse, du Crédit Suisse et de l'Union de Banques Suisses, offert en souscription publique à 99 %.

(2) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de The First Boston Corporation, Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Inc., Kuhn, Loeb & Co. et Lazard Frères & Co., offert en souscription publique à 99,75 %.

(3) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Deutsche Bank AG, la Dresdner Bank AG, la Commerzbank AG et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offert en souscription publique au pair.

(4) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de The Nikko Securities Co. Ltd., Daiwa Securities Co. Ltd., The Nomura Securities Co. Ltd. et Yamaichi Securities Company Limited, offert en souscription publique au pair.

(5) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de l'Union Bank of Switzerland (Securities) Limited, la Banca Commerciale Italiana, le Crédit Suisse White Weld Limited, la Deutsche Bank AG, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, The First Boston Corporation, Robert Fleming & Co. Limited, la Société Générale, la Société Générale de Banque S.A., la Swiss Bank Corporation (Overseas) Limited et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offert en souscription publique à 99 1/2 % pour la tranche à 7 ans et à 99 % pour celle à 12 ans.

(6) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Creditanstalt-Bankverein, la Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen AG, la Österreichische Länderbank AG, la Bank für Arbeit und Wirtschaft AG, la Bank für Kärnten AG, la Bank für Oberösterreich und Salzburg, la Bank für Tirol und Vorarlberg AG, la Erste Österreichische Spar-Casse, la Genossenschaftliche Zentralbank AG, la Österreichische Postsparkasse, la Österreichische Volksbanken-Aktiengesellschaft, la Österreichische Credit-Institut AG, Schoeller & Co. et la Zentralsparkasse der Gemeinde Wien, offert en souscription publique à 97,25 %.

(7) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Morgan Grenfell (Asia) Limited, Indosuez Asia Limited, DBS-Daiwa Securities International Limited, Trident International Finance Limited, Bancor International Limited, The Development Bank of Singapore Limited, Jardine Fleming & Company Limited, United Overseas Bank Limited, Singapore, et Wardley Limited, offert en souscription publique au pair.

(8) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque Arabe et Internationale d'Investissement, la Bank of Credit and Commerce International S.A., la Kuwait International Investment Co. S.A.K., la National Bank of Abu Dhabi, The National Commercial Bank, la Quatar National Bank S.A.Q. et la Riyad Bank Limited, offert en souscription publique à 99 %.

(9) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Deutsche Bank AG, la Dresdner Bank AG, la Commerzbank AG et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offert en souscription publique à 99 1/4 %.

(10) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque Générale du Luxembourg S.A., la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Banque Lambert-Luxembourg S.A., la Caisse d'Épargne de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, la Banque de Paris et des Pays-Bas pour le Grand-Duché de Luxembourg S.A., la Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, Luxembourg, et la Société Générale Alsacienne de Banque, Luxembourg, offert en souscription publique au pair.

(11) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Inc., Kuhn, Loeb & Co., The First Boston Corporation et Lazard Frères & Co., offert en souscription publique à 99,30 %.

Tableau 9: Financements dans la Communauté de 1958 à 1976 ⁽¹⁾
Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations sur prêts globaux	Total	dont affectations sur prêts globaux	
Infrastructures	236		3 980,2		66,3
Aménagement agricole	8		123,9		2,0
Eau (captage, distribution, épuration)	19		220,9		3,7
Transports	60		1 001,2		16,7
Chemins de fer	14		221,8		3,7
Routes et ouvrages d'art	34		587,9		9,8
Transports maritimes et fluviaux	8		144,9		2,4
Transports aériens	3		41,7		0,7
Autres	1		4,9		0,1
Télécommunications	38		853,7		14,2
Infrastructures diverses	2		16,3		0,3
Energie	109		1 764,2		29,4
(Production)	(77)		(1 243,7)		(20,7)
Energie nucléaire	29		620,2		10,3
Centrales thermiques	13		138,2		2,3
Centrales hydro-électriques de production et de transfert	17		245,5		4,1
Exploitation d'hydrocarbures	16		223,1		3,7
Extraction de combustibles solides	2		16,7		0,3
(Transport)	(32)		(520,5)		(8,7)
Lignes d'électricité	6		65,8		1,1
Gazoducs et oléoducs	26		454,6		7,6
Agriculture, Industries et Services	886	553	2 025,2	262,4	33,7
Agriculture, forêts, pêche	5	4	7,5	2,0	0,1
Industrie ⁽²⁾	874	546	2 004,0	258,9	33,4
Industries extractives*	18	15	12,8	6,4	0,2
Production et première transformation des métaux*	77	31	558,4	22,5	9,3
Matériaux de construction*	63	39	107,2	20,1	1,8
Industrie du bois	39	37	19,2	13,2	0,3
Verre et céramique	25	13	33,2	6,9	0,6
Industrie chimique*	97	25	457,2	12,1	7,6
Ouvrages en métaux et mécanique	153	119	166,9	52,9	2,8
Automobiles, matériel de transport	32	19	139,5	8,3	2,3
Construction électrique – électronique	47	32	74,4	18,4	1,2
Produits alimentaires	132	95	159,4	46,3	2,7
Textiles et cuirs	65	53	37,3	23,2	0,6
Pâte à papier, papier*	28	23	29,6	10,3	0,5
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	41	30	58,7	12,7	1,0
Autres industries	14	11	6,9	3,9	0,1
Bâtiment – Génie civil	4	4	1,7	1,7	—
Prêts globaux	39	—	141,6 ⁽³⁾		2,4
Services	7	3	13,7	1,4	0,2
Tourisme	5	3	9,3	1,4	0,1
Recherche et développement	2	—	4,4	—	0,1
Total général	1122	553	6 005,4	262,4	100,0

(1) Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

(2) Dont industries de base (marquées d'un astérisque) : 1165,2 millions u.c.

(3) Le montant correspond à la partie non affectée des prêts globaux.

Tableau 10: Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1976
Répartition par institut intermédiaire

Prêts globaux			Affectations (1969-1976)	
Année	Instituts intermédiaires (1)	Montant (millions u.c.)	Nombre	Montant (millions u.c.)
1968	ISVEIMER I	10,0	28	10,0 (2)
1969	CIS I	3,6	7	3,6 (2)
1970	IKB I	10,0	12	6,9 (3)
1970	SADE	6,3	24	6,3 (2)
1970	IRFIS I	5,0	10	5,0 (2)
1971	CIS II	5,0	13	5,0 (2)
1971	SODERO I	2,0	2	0,8 (3)
1971	ISVEIMER II	15,0	19	14,7 (2)
1972	LORDEX I	2,7	5	2,7 (2)
1972	LGSH	5,7	9	6,0 (2)
1972	IMI I	24,8	31	19,3 (2)
1973	IKB II	20,6	67	23,2 (2)
1973	Crédit National I	30,0	54	30,0 (2)
1973	ICFC I	7,1	24	6,6 (2)
1973	Crédit Hôtelier CCCHCI	18,0	56	18,2 (2)
1973	CIS III	13,5	13	6,1 (3)
1973	ISVEIMER III	20,3	24	18,4 (2)
1974	IRFIS II	9,8	14	9,5 (2)
1974	ICC	4,7	0	0,0 (3)
1974	Bayerische Vereinsbank	9,9	0	0,0 (3)
1974	BNL	19,6	36	16,4
1974	Crédit National II	21,3	23	9,8 (3)
1974	ACC	4,7	3	1,7 (3)
1974	ICFC II	18,7	2	1,1 (3)
1974	SODERO II	3,6	0	0,0 (3)
1974	Crédit Naval-CMAF	9,0	0	0,0 (3)
1974	SDR Bretagne	3,6	3	1,7 (3)
1974	IMI II	28,0	40	19,8
1975	LORDEX II	3,6	3	1,0 (3)
1975	État Danois I A	2,5	6	2,4 (2)
1975	État Danois I B	2,8	7	2,8 (2)
1975	FIH	1,4	3	1,4 (2)
1976	ICIPU A	3,7	5	3,7 (2)
1976	ISVEIMER IV	15,7	0	0,0
1976	CIS IV	5,2	0	0,0
1976	IRFIS III	10,4	0	0,0
1976	SNCI A	17,9	10	8,4
1976	État Danois II A	3,1	0	0,0
1976	Frioul A	5,2	0	0,0
Total		404,0	553	262,4

(1) Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale, Naples (ISVEIMER).
Credito Industriale Sardo, Cagliari (CIS).
Industriekreditbank AG, Düsseldorf (IKB).
Société Alsacienne de Développement et d'Expansion, Strasbourg (SADE).
Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia, Palerme (IRFIS).
Société de Développement Régional de l'Ouest, Nantes (SODERO).
Société Lorraine de Développement et d'Expansion, Nancy (LORDEX).
Landesbank und Girozentrale Schleswig-Holstein, Kiel (LGSH).
Istituto Mobiliare Italiano, Rome (IMI).
Crédit National, Paris.
Industrial and Commercial Finance Corporation Ltd, Londres (ICFC).
Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel, Paris (CCCHCI).
Industrial Credit Company Limited, Dublin (ICC).
Bayerische Vereinsbank, Munich.
Banca Nazionale del Lavoro, «Sezione Speciale per il Credito Industriale», Rome (BNL).
Agricultural Credit Corporation Limited, Dublin (ACC).
Crédit Naval-CMAF, Paris.

Société de Développement Régional de la Bretagne, Rennes (SDR Bretagne).
Finansieringsinstituttet for Industri og Håndværk A/S, Copenhagen (FIH).
Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità, Rome (ICIPU).
Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Bruxelles (SNCI).
Mediocredito per le Piccole e Medie Imprese del Friuli-Venezia-Giulia, Udine.

(2) Prêt global clôturé. D'éventuelles différences, entre le montant initial du prêt global et la somme des affectations décidées, s'expliquent par le fait que la conversion en unités de compte a été effectuée aux taux en vigueur aux dates, d'une part, de la signature du prêt global et, d'autre part, des décisions d'affectation et que ces taux de conversion ont parfois subi dans l'intervalle des modifications.

(3) Prêt global clôturé compte tenu d'un montant non affecté et annulé.

Tableau 11: Affectations sur prêts globaux dans la Communauté en 1976 et de 1969 à 1976

Répartition par région et par secteur

Régions/Secteurs	1976			1969-1976		
	Montant des affectations			Montant des affectations		
	Nombre	Millions u.c.	%	Nombre	Millions u.c.	%
RÉGIONS						
Belgique	10	8,3	17,6	10	8,3	3,2
Anvers	1	0,9	1,9	1	0,9	0,3
Hainaut	3	2,0	4,2	3	2,0	0,8
Liège	2	1,8	3,8	2	1,8	0,7
Namur	1	0,8	1,7	1	0,8	0,3
Flandre occidentale	3	2,8	6,0	3	2,8	1,1
Danemark	11	5,4	11,3	16	6,7	2,6
Est du Grand Baelt (Copenhague exclue)	1	0,6	1,3	1	0,6	0,2
Ouest du Grand Baelt	10	4,8	10,0	15	6,1	2,3
Allemagne	—	—	—	88	36,1	13,7
Bade-Wurtemberg	—	—	—	2	0,5	0,2
Bavière	—	—	—	16	4,3	1,6
Hesse	—	—	—	15	6,0	2,3
Basse-Saxe	—	—	—	19	6,8	2,6
Rhénanie du Nord-Westphalie	—	—	—	18	8,7	3,3
Rhénanie-Palatinat	—	—	—	8	2,9	1,1
Schleswig-Holstein	—	—	—	10	6,8	2,6
France	—	—	—	170	70,5	26,8
Alsace	—	—	—	27	8,3	3,1
Aquitaine	—	—	—	9	3,8	1,4
Auvergne	—	—	—	4	3,2	1,2
Basse Normandie	—	—	—	2	0,6	0,2
Bourgogne	—	—	—	3	2,3	0,9
Bretagne	—	—	—	28	11,5	4,4
Centre	—	—	—	2	0,7	0,3
Champagne-Ardenne	—	—	—	2	0,6	0,2
Franche-Comté	—	—	—	2	0,4	0,1
Languedoc-Roussillon	—	—	—	2	0,6	0,2
Limousin	—	—	—	7	2,2	0,8
Lorraine	—	—	—	24	13,3	5,1
Midi-Pyrénées	—	—	—	18	7,9	3,0
Nord	—	—	—	6	2,5	0,9
Pays de la Loire	—	—	—	20	7,4	2,8
Picardie	—	—	—	2	1,1	0,4
Poitou-Charentes	—	—	—	5	1,6	0,6
Rhône-Alpes	—	—	—	7	2,5	1,0
Irlande	—	—	—	3	1,7	0,7
Italie	65	33,8	71,1	240	131,5	50,1
Abruzzes	12	6,4	13,5	24	13,3	5,1
Basilicate	2	1,5	3,1	4	2,8	1,0
Calabre	5	1,2	2,5	7	1,7	0,6
Campanie	8	5,9	12,5	49	35,5	13,5
Latium	15	6,6	13,9	56	29,3	11,2
Marches	2	1,9	4,0	5	4,0	1,5
Molise	2	1,0	2,1	5	4,1	1,6
Pouilles	9	3,3	6,9	33	11,7	4,5
Sardaigne	—	—	—	33	14,7	5,6
Sicile	10	6,0	12,6	24	14,4	5,5
Royaume-Uni	—	—	—	26	7,6	2,9
Écosse	—	—	—	14	4,2	1,6
Nord	—	—	—	5	1,5	0,6
Nord-Ouest	—	—	—	1	0,4	0,2
Pays de Galles	—	—	—	5	1,3	0,5
Irlande du Nord	—	—	—	1	0,3	0,1
Total	86	47,5	100,0	553	262,4	100,0
SECTEURS						
Agriculture et pêche	—	—	—	4	2,0	0,8
Industries extractives	3	2,2	4,7	15	6,4	2,5
Production et première transformation des métaux	11	8,3	17,5	31	22,5	8,6
Matériaux de construction	7	3,6	7,5	39	20,1	7,7
Industrie du bois	3	1,4	2,9	37	13,2	5,0
Verre et céramique	1	0,6	1,3	13	6,9	2,6
Industrie chimique	8	4,2	8,9	25	12,1	4,6
Ouvrages en métaux et mécanique	13	6,0	12,7	119	52,9	20,2
Automobiles — matériel de transport	3	2,0	4,2	19	8,3	3,2
Construction électrique — électronique	8	4,6	9,6	32	18,4	7,0
Produits alimentaires	15	6,0	12,6	95	46,3	17,6
Textiles et cuirs	5	4,4	9,2	53	23,2	8,8
Pâte à papier — papier	3	1,3	2,8	23	10,3	3,9
Transformation du caoutchouc	4	2,1	4,5	30	12,7	4,9
Autres industries	1	0,2	0,3	11	4,0	1,5
Bâtiment et génie civil	1	0,6	1,3	4	1,7	0,6
Tourisme	—	—	—	3	1,4	0,5
Total	86	47,5	100,0	553	262,4	100,0

Financements accordés de 1964 à 1976 ⁽¹⁾ dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (EAMMA-ACP) et les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) ⁽²⁾

Tableau 12: Répartition par secteur

Secteurs	Nombre	Montant (millions u.c.)	% du total
Infrastructures	35	144,6	43,3
Aménagement agricole	2	5,3	1,6
Eau (captage-distribution-épuration)	2	6,8	2,0
Transports	23	88,0	26,4
Chemins de fer	7	43,7	13,1
Routes et ouvrages d'art	7	24,7	7,4
Transports maritimes	8	15,2	4,6
Transports aériens	1	4,4	1,3
Télécommunications	1	0,7	0,2
Energie	7	43,8	13,1
(Production)	(6)	(34,8)	(10,4)
Centrales thermiques	2	3,8	1,1
Centrales hydro-électriques	4	31,0	9,3
(Transport)	(1)	(9,0)	(2,7)
Lignes d'électricité	1	9,0	2,7
Agriculture, Industrie et Services	52	188,9	56,6
Agriculture	2	9,3	2,8
Industrie	47	176,0	52,7
Industries extractives	4	52,6	15,8
Production et première transformation des métaux	3	8,2	2,5
Matériaux de construction	7	28,2	8,4
Industrie chimique	2	3,0	0,9
Automobiles, matériel de transport	1	1,4	0,4
Produits alimentaires	18	59,8	17,9
Textiles et cuirs	11	20,8	6,2
Prêts globaux	1	2,0	0,6
Services	3	3,6	1,1
Tourisme	2	2,6	0,8
Autres services	1	1,0	0,3
Total général	87	333,6	100,0

(¹) Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

(²) Prêts ordinaires sur les ressources de la BEI (187,6 millions) et opérations à des conditions spéciales sur les ressources du FED (146,0 millions).

Tableau 13: Répartition selon la localisation du projet d'investissement

Montants en millions u. c.

	Opérations ordinaires sur les ressources de la BEI					Opérations spéciales ⁽²⁾				Total des financements				
	Conventions de Yaoundé		Convention de Lomé		Montant total	Conventions de Yaoundé ⁽³⁾		Convention de Lomé ⁽⁴⁾		Montant total	Nombre	Montant	dont Yaoundé	dont Lomé
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant	Nombre	Montant					
Bénin	—	—	—	—	—	1	3,3	—	—	3,3	1	3,3	3,3	—
Cameroun	9	17,3	1	13,5	30,8	6	23,9	1	2,3	26,2	17	57,0	41,2	15,8
Congo	1	9,0	—	—	9,0	3	6,7	—	—	6,7	4	15,7	15,7	—
Côte-d'Ivoire	10	51,2	—	—	51,2	10	35,6	1	2,0	37,6	21	88,8	86,8	2,0
Gabon	4	4,4	—	—	4,4	3	10,3	—	—	10,3	7	14,7	14,7	—
Ghana	—	—	1	10,0	10,0	—	—	1	2,0	2,0	2	12,0	—	12,0
Haute-Volta	1	0,5	—	—	0,5	1	5,0	2	4,4	9,5	4	10,0	5,5	4,4
Ile Maurice	1	1,7	1	2,0	3,7	—	—	—	—	—	2	3,7	1,7	2,0
Kenya	—	—	1	2,0	2,0	—	—	—	—	—	1	2,0	—	2,0
Madagascar	—	—	—	—	—	1	1,9	—	—	1,9	1	1,9	1,9	—
Mauritanie	1	11,0	—	—	11,0	1	2,7	—	—	2,7	2	13,7	13,7	—
Sénégal	2	3,9	—	—	3,9	3	6,5	—	—	6,5	5	10,4	10,4	—
Tchad	—	—	—	—	—	1	1,2	1	7,5	8,7	2	8,7	1,2	7,5
Togo	1	5,9	1	14,0	19,9	—	—	1	2,0	2,0	3	21,9	5,9	16,0
Zaïre	3	34,2	—	—	34,2	2	14,8	—	—	14,8	5	49,0	49,0	—
Antilles Néerlandaises	—	—	—	—	—	1	4,4	—	—	4,4	1	4,4	4,4	—
Surinam	—	—	—	—	—	1	1,9	—	—	1,9	1	1,9	1,9	—
Nouvelle-Calédonie	2	7,0	—	—	7,0	2	3,4	—	—	3,4	4	10,4	10,4	—
La Réunion	—	—	—	—	—	2	2,8	—	—	2,8	2	2,8	2,8	—
La Guadeloupe	—	—	—	—	—	1	0,7	—	—	0,7	1	0,7	0,7	—
La Martinique	—	—	—	—	—	1	0,6	—	—	0,6	1	0,6	0,6	—
Total général	35	146,1	5	41,5	187,6	40	125,8	7	20,2	146,0	87	333,6	271,9	61,7

(¹) Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

(²) Opérations à conditions spéciales sur les ressources des États membres par l'intermédiaire du Fonds Européen de Développement, comptabilisées dans la Section Spéciale de la Banque.

(³) Prêts à conditions spéciales et contributions à la formation de capitaux à risques.

(⁴) Concours sous forme de capitaux à risques.

Tableau 14: Financements accordés de 1963 à 1976 ⁽¹⁾ en Grèce, en Turquie et au Portugal (y compris les affectations sur prêts globaux)
Répartition par secteur

Secteurs	Nombre		Montant (millions u.c.)		% du total
	Total	dont affectations sur prêts globaux	Total	dont affectations sur prêts globaux	
Infrastructures	26		374,7		63,0
Aménagement agricole	7		92,3		15,5
Transports	9		84,5		14,2
Chemins de fer	3		38,9		6,5
Routes et ouvrages d'art	5		37,0		6,2
Transports aériens	1		8,6		1,5
Energie	10		197,9		33,3
(Production)	(8)		(184,3)		(31,0)
Centrales thermiques	3		112,0		18,8
Centrales hydro-électriques	5		72,3		12,2
(Transport)	(2)		(13,6)		(2,3)
Lignes d'électricité	2		13,6		2,3
Agriculture, Industrie et Services	135	78	220,4	50,8	37,0
Industrie	128	73	218,4	48,8	36,7
Industries extractives	1	1	0,8	0,8	0,1
Production et première transformation des métaux	10	2	34,9	0,5	5,9
Matériaux de construction	12	5	23,1	9,2	3,9
Industrie du bois	6	4	3,8	2,0	0,7
Verre et céramique	5	3	5,8	2,6	1,0
Industrie chimique	19	8	42,3	3,4	7,1
Ouvrages en métaux et mécanique	14	14	6,0	6,0	1,0
Construction électrique	8	6	7,8	2,6	1,3
Produits alimentaires	17	17	10,7	10,7	1,8
Textiles et cuirs	17	10	13,2	8,0	2,2
Pâte à papier, papier	8	2	54,2	2,8	9,1
Transformation du caoutchouc	2	1	0,7	0,2	0,1
Prêts globaux	9	—	15,1 ⁽²⁾	—	2,5
Services	7	5	2		0,3
Total général	161	78	595,1	50,8	100,0

⁽¹⁾ Cf. note 4 du tableau 2 page 23.

⁽²⁾ Montant non encore affecté des prêts globaux.

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
2, place de Metz — Luxembourg — Boîte postale 2005
Tél. 43 50 11 — Télex 35 30 bankeu lu

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome
Tél. 48 36 51 — Télex 6 21 30 bankeuro

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue Royale, 60 - Bte 1 — B-1000 Bruxelles
Tél. 513 40 00 — Télex bankeu b 2 17 21

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts et autres dispositions régissant la BEI
1973; 36 p.; (dk, d, e, f, i, n)

Rapports annuels
depuis 1958
(d, e, f, i, n, à partir de 1972 en danois)

BEI-Information
Publication trimestrielle
8 p.; (dk, d, e, f, i, n)

**Prêts et Garanties dans les Pays Membres
de la Communauté Européenne**
1977; 20 p.; (dk, d, e, f, i, n)

**Interventions de la Banque Européenne d'Investissement
dans le cadre de la Convention de Lomé**
1976; 20 p.; (dk, d, e, f, i, n)

Les Investissements dans la Communauté et leur Financement
Direction des Etudes
en 1972: 28 p.; (dk, d, i, n — épuisé: e, f)
en 1973: 40 p.; (e, f — épuisé: dk, d, i, n)
en 1974: 48 p.; (e, i — épuisé: d, f)
en 1975: 52 p.; (d, e, f, i)

**L'activité de la Banque Européenne d'Investissement
en Turquie (1965-1974)**
Direction des Etudes
1975; 50 p.; (e, f, tr — épuisé: dk, d, i, n)

**La Banque Européenne d'Investissement
et les problèmes du Mezzogiorno**
Direction des Etudes
1972; 35 p.; (d, f, i — épuisé: e)

La Banque Européenne d'Investissement présente ses remerciements aux promoteurs des projets d'investissements qui ont bien voulu mettre à sa disposition la documentation photographique utilisée pour la réalisation de ce rapport.

Imprimé par: Saarbrücker Zeitung Verlag und Druckerei GmbH Saarbrücken



Den europæiske Investeringsbank

Europäische Investitionsbank

European Investment Bank

Banque Européenne d'Investissement

Banca Europea per gli Investimenti

Europese Investeringsbank